



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 001 DU 4 JANVIER 2024

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU - PROGRAMME DE TRAVAUX ET D'ETUDES - ADDUCTION EAU POTABLE (AEP)

Exposé des motifs

Dans le cadre de ses compétences « *Eau potable* » et « *Assainissement* », l'Agglomération d'Agen a établi un programme de travaux et d'études sur ses réseaux d'adduction d'eau potable et d'assainissement pour l'année 2024 qui s'inscrit notamment dans le cadre des Schémas Directeurs 2011 et 2013 approuvés par le Conseil d'Agglomération à la faveur des votes des budgets successifs.

Le coût prévisionnel subventionnable de cette première tranche du programme 2024 d'adduction d'eau potable s'élève à 600 000 € HT, conformément au tableau ci-dessous.

L'objet de cette décision est de solliciter les aides de droit commun mobilisables sur cette tranche auprès de l'Agence de l'Eau pour un montant de 300 000 € HT.

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement et dans le cadre général de son programme pluriannuel d'intervention, l'Agence de l'Eau apporte des aides sous forme de subvention aux projets visant à lutter contre les pollutions ou à améliorer la gestion des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Dans le cadre du plan Eau (mesure 14), l'Agence de l'eau Adour Garonne, qui mobilise un programme d'aide important participant d'ores et déjà aux investissements des collectivités pour l'eau, propose de renforcer le volet d'économie d'eau de son programme.

Il s'agit de contribuer à dynamiser les investissements de réduction des fuites d'eau sur les réseaux d'eau potable et de mieux répondre aux constats récurrents de pénurie d'eau et de conflits d'usages pour contribuer à satisfaire sur le long terme les approvisionnements en eau des populations ainsi que les usages économiques et les besoins environnementaux.

C'est dans ce cadre que l'Agglomération dépose un premier dossier qui s'inscrit dans l'appel à projets renouvellement des canalisations d'eau potable.

Ces aides n'ont pas un caractère systématique. Leur attribution, voire la modulation de leur niveau, est fonction des possibilités financières de l'agence et de l'efficacité attendue des projets concernés vis-à-vis de l'état des eaux et des milieux.

Ces aides ont pour objet de contribuer à la réalisation de tout projet concourant aux objectifs définis dans le programme d'intervention de l'agence, notamment dans les domaines de l'amélioration des connaissances, de la

lutte contre les pollutions, de l'amélioration qualitative et quantitative des ressources en eau, de la préservation des milieux naturels aquatiques.

Enfin, sont éligibles les travaux et études réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique et n'ayant pas fait l'objet d'un commencement d'exécution avant la date à laquelle la demande est reçue par le service instructeur.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L5211-10,

Vu l'article 1.8 « Eau potable » du Chapitre I du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu l'article 1.9. « Assainissement » du Chapitre I du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu la délibération du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 26 juillet 2012, validant les plans quinquennaux de travaux en eau potable et assainissement,

Vu l'article 4.1 de la délibération du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour solliciter les subventions les plus élevées possibles auprès de l'ensemble des établissements publics et privés et valider les plans de financement associés,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel d'une première tranche du programme 2024 de travaux et d'études :

PROGRAMME EAU POTABLE

| Projet à financer | Adresse | Montant total (€ HT) | Montant prévisionnel subvention Agence de l'Eau (€ HT) | Montant AA (€ HT) |
|------------------------------------|--------------------------------|----------------------|--|-------------------|
| ETUDE SCHÉMA DIRECTEUR EAU POTABLE | Avenue Jean JAURES – Tranche 2 | 600 000 | 300 000 | 300 000 |

2°/ **DE SOLLICITER** l'octroi d'une subvention la plus élevée possible auprès de l'Agence de l'Eau.

3°/ **DE SIGNER** ou d'autoriser son représentant à signer tous les actes et documents afférents à la présente demande de subvention,

4°/ **DE DIRE** que les recettes correspondantes seront prévues aux budgets des exercices en cours et à venir.

Le Président
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Publication le/...../ 2024

Télétransmission le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président,

Jean DIONIS du SEJOUR



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 002 DU 4 JANVIER 2024

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET LE SYNDICAT TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE (TE47) POUR LA CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE SOUTERRAINE SUR LES PARCELLES CADASTREES SECTION ZE N° 512, 514, 591, 593, 595, 597 ET 600 SUR LA COMMUNE DE SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS

Contexte

L'Agglomération d'Agen est propriétaire des parcelles cadastrées section ZE n° 512, 514, 591, 593, 595, 597 et 600, situées lieu-dit « Petit Peyrouet », à Sainte-Colombe-en-Bruilhois.

A ce titre, l'Agglomération d'Agen autorise le Syndicat Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE47) à intervenir sur lesdites parcelles afin de réaliser des travaux nécessaires au service public de la distribution d'électricité.

Exposé des motifs

L'Agglomération d'Agen, propriétaire des parcelles cadastrées section ZE n° 512, 514, 591, 593, 595, 597 et 600, d'une superficie totale de 46 849 m², situées lieu-dit « Petit Peyrouet » à Sainte-Colombe-en-Bruilhois, autorise par voie conventionnelle, le Syndicat Territoire d'Energie Lot-et-Garonne à y réaliser des travaux consistant en la construction d'une ligne de distribution électrique souterraine. Elle consent également une servitude de passage au profit de TE47 sur les parcelles précitées.

A ce titre, l'Agglomération d'Agen consent à titre réel à TE47, l'établissement à demeure dans une bande de 3 mètres de large et de 1,30 mètres de profondeur maximum, 1 canalisation souterraine de distribution électrique sur une longueur totale d'environ 395 mètres, ainsi que ses accessoires.

De la même façon, l'Agglomération d'Agen :

- autorise l'accès aux ouvrages construits pour des travaux de renforcement ou de raccordements nouveaux,
- s'interdit de faire sur et sous le tracé et à proximité des ouvrages définis, toute plantation d'arbre ou arbuste, toute culture, et plus généralement toute construction en dur qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation, la solidité et la sécurité des ouvrages,
- s'interdit de porter atteinte à la sécurité des installations,
- s'engage, en cas de vente ou d'échange de l'une ou plusieurs des parcelles considérées, à dénoncer les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant l'acquéreur ou le coéchangiste à la respecter en ses lieu et place,
- s'engage à prévenir le fermier dans le cas où le terrain est donné à bail, de la date des travaux,
- autorise TE47 à faire pénétrer sur ces parcelles ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Le Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne s'engage quant à lui à :

- exécuter les travaux conformément aux lois et règlements en vigueur et de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au maximum,
- effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou tous arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le syndicat pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 05 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution,
- régler à l'amiable et à dire d'expert tous les dommages qui pourraient être causés à la propriété et aux cultures par les travaux de pose, d'entretien et de suppression de l'ouvrage.

Eu égard à la nature et à l'objet des travaux d'intérêt public réalisés, la présente servitude est accordée sans contrepartie ni indemnité de la part de Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne.

La présente convention de servitude prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et est consentie pour toute la durée d'exploitation du réseau et jusqu'à l'enlèvement par TE47 ou son concessionnaire des divers tronçons formant l'ensemble dudit réseau.

Cette convention sera régularisée par acte authentique en la forme administrative de servitude qui lui sera substituée, aux frais et à la diligence de TE47.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-10,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Civil, et notamment les articles 639, 649 et 650,

Vu le Code de l'Énergie et notamment, les articles L.323-4 à L.323-9, R.323-1 et D.323-16,

Vu l'article 2.2 « *Mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie* » du Chapitre I du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu l'article 2.3 de la délibération n° DCA_006/2022 du Conseil d'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation au Président pour contractualiser avec les concessionnaires (ERDF, GRDF, SDEE...) et notamment dans le cadre des réseaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ D'ACCEPTER la constitution d'une servitude au profit du Syndicat Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne sur les parcelles cadastrées section ZE n° 512, 514, 591, 593, 595, 597 et 600, situées lieu-dit « Petit Peyrouet » sur la Commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois, et propriété de l'Agglomération d'Agen,

2°/ DE VALIDER les termes de la convention de servitude entre Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne et l'Agglomération d'Agen, pour la construction d'une ligne de distribution électrique souterraine d'une longueur totale d'environ 395 mètres, ainsi que ses accessoires sur les parcelles précitées,

3°/ DE DIRE que ladite convention de servitude prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et est conclue pour la durée d'exploitation du réseau et jusqu'à l'enlèvement par TE47 ou son concessionnaire,

4°/ **DE DIRE** que cette servitude est accordée sans contrepartie ni indemnité,

5°/ **DE DIRE** que cette convention sera régularisée par acte authentique en la forme administrative de servitude qui lui sera substituée, aux frais et à la diligence de TE47,

6°/ **DE SIGNER** ou d'autoriser son représentant à signer ladite convention de servitude, ainsi que tous actes documents y afférents.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président

Jean DIONIS DU SEJOUR

Le propriétaire déclare que la totalité des parcelles ci-après désignées lui appartient :

| COMMUNE | Section & N° | Superficie (en ha a ca) | Lieu-dit | Nature cadastrale | Emprise de la servitude (m ²) |
|--------------------------------------|--------------|----------------------------|---------------------|----------------------|--|
| SAINTE COLOMBE EN BRUILHOIS | ZE 512 | 1ha89a66ca | PETIT PEYROUET | TERRE | 264m ² |
| | ZE 514 | 0ha01a07ca | PETIT PEYROUET | TERRE | 6m ² |
| | ZE 591 | 0ha12a87ca | GAILLAC | TERRE | 165m ² |
| | ZE 593 | 0ha00a76ca | GAILLAC | TERRE | 9m ² |
| | ZE 595 | 0ha00a45ca | CHAMP DU MIDI OUEST | TERRE | 6m ² |
| | ZE 597 | 2ha20a22ca | CHAMP DU MIDI OUEST | TERRE | 141m ² |
| | ZE 600 | 0ha43a46ca | CHAMP DU MIDI OUEST | TERRE | 564m ² |

Ces parcelles font partie : Du domaine public de la collectivité (bien appartenant à la personne publique et affecté à l'usage direct du public ou affecté à un service public)

Du domaine privé de la collectivité (chemin rural, immeuble de bureaux par exemple)

Vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par les articles L.323-3 à L.323-9 du Code de l'Energie que par le décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié et, à titre de reconnaissance de ces droits, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

OBJET DE LA CONVENTION

Etablir à demeure dans une bande de 3 mètres de large maximum, 1 canalisation(s) souterraine(s) de distribution électrique sur une longueur totale d'environ 395 mètres, ainsi que ses accessoires (comme implanté(s) sur le plan annexé) ;

Poser ou encastrer coffret(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade (comme implanté(s) sur le plan annexé).

JE SOUSSIGNE(E) M. Henri TANDONNET déclare,

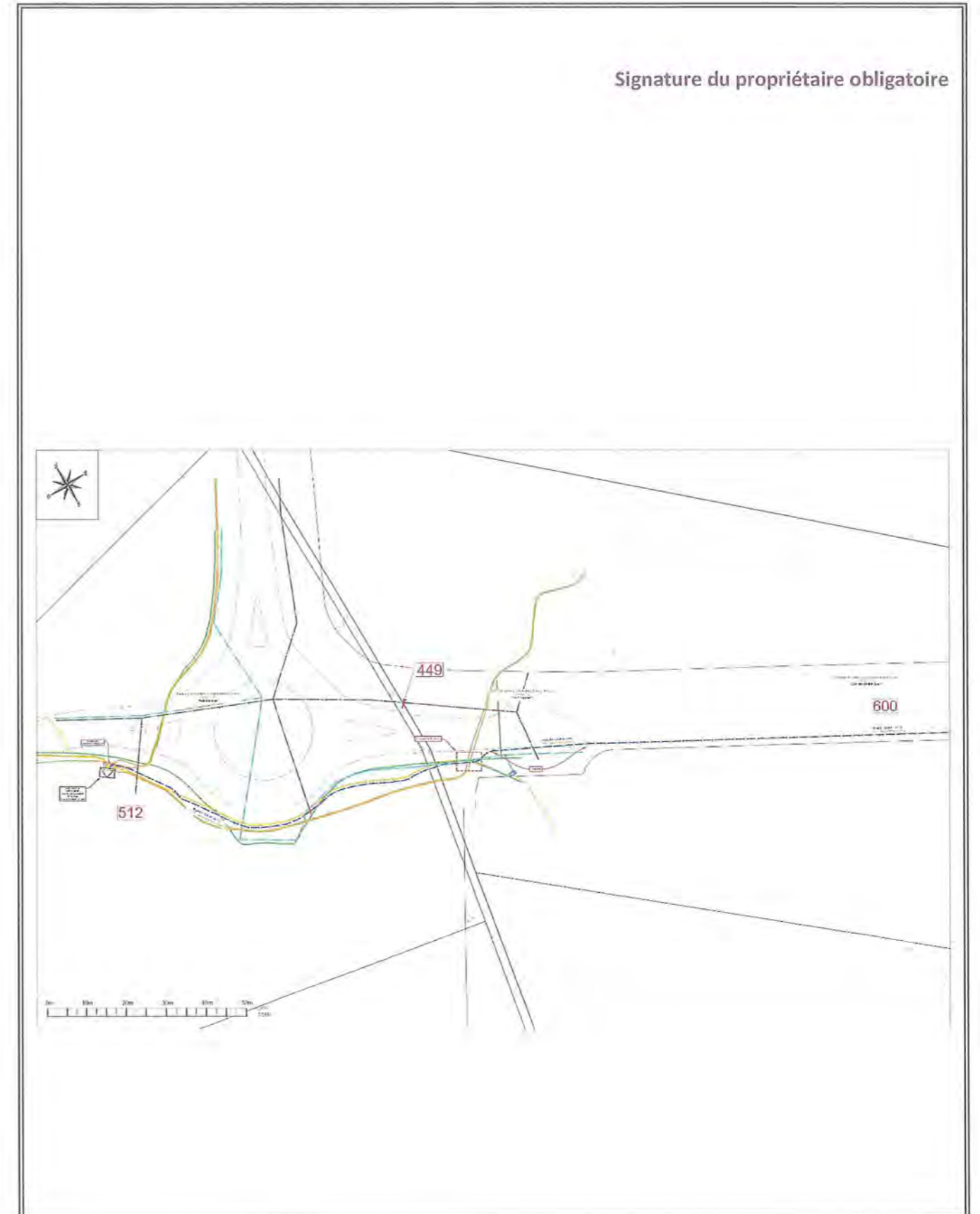
- avoir pris connaissance du tracé et avoir été informé(e) que l'emprise sur le terrain de la ligne de distribution électrique est de 3 mètres de large et de 1,30 mètres de profondeur, maximum;
- avoir été informé que les travaux seront exécutés par une entreprise dûment accréditée par le SYNDICAT ;
- avoir été informé de la nécessité de signer l'acte authentique de servitude qui sera établi après travaux par TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE et à ses frais.
- déclare que la (les) parcelle(s) ci-dessus référencée(s) est/sont exploitée(s) par :

moi-même M./Mme
ou désigné(e) le fermier
Adresse :

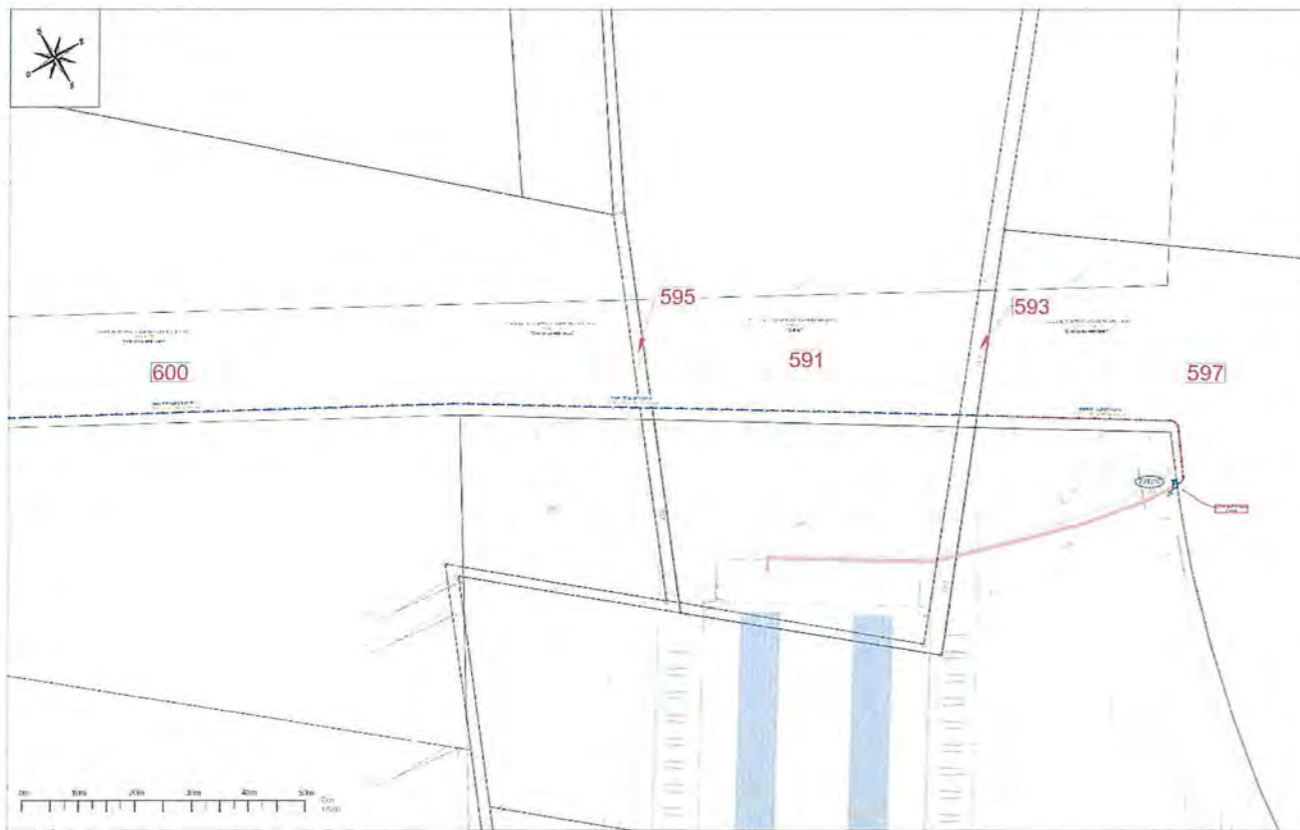
sans objet



ANNEXE 2 : Extrait du plan d'implantation des ouvrages 1/2



Signature du propriétaire obligatoire



CONVENTION DE SERVITUDE AMIABLE

Commune : SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS
Affaire TE 47 : EFPRI TECHNOPOLE ESSOR CEM
N° affaire : 472382203-EFPRI01
N° convention :

CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE SOUTERRAINE SUPERIEURE OU EGALE A 2 METRES

Entre :

TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE,
N° SIREN 254 701 824

Dont le siège social est situé : 26 rue Diderot - 47 031 AGEN Cedex (Lot-et-Garonne),
Représenté par son 1^{er} Vice-Président, Monsieur Michel PONTTHOREAU,

Dénommé le « Syndicat » ou « TE 47 », d'une part,

Et :

~~La Commune / le Syndicat / la Communauté d'Agglomération / le Département :~~
AGGLOMERATION D'AGEN

Numéro SIREN : 200096956

Adresse : 8 RUE ANDRE CHENIER 47000 AGEN

Représenté(e) par Monsieur/Madame : Henri TANDONNET

Sa fonction (Maire, Président) : 1^{ER} Vice-Président agissant en vertu d'une délibération en date du
déposée et reçue par la Préfecture le dont une copie est demeurée annexée.

Tél : 05 53 69 60 04 Email : lana.kwartnik@agglo-agen.fr

Dénommé(e) le « Propriétaire », d'autre part,

Convention ASD06 ≥ 2m Collectivité territoriale – v2021



DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, portant création de servitude, sera valable pendant la durée de l'exploitation du réseau et jusqu'à l'enlèvement par TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE ou son concessionnaire (ENEDIS à la date de signature des présentes), des divers tronçons formant l'ensemble dudit réseau, le propriétaire et ses ayants causes étant informés de l'arrivée du terme.

CLAUSES DIVERSES

- Le SYNDICAT ou son concessionnaire (ENEDIS à la date de signature des présentes), pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis ;
- Le PROPRIETAIRE sera préalablement averti des interventions du SYNDICAT et de son concessionnaire, sauf cas d'urgence ;
- Conformément à l'article L.323-6 du Code de l'Énergie, l'exercice des servitudes n'entraîne aucune dépossession pour le PROPRIETAIRE ;
- Le concessionnaire du SYNDICAT, pourra, à ses frais, déplacer ou modifier les ouvrages, si le PROPRIETAIRE envisage de réaliser des travaux (clôture, nouvelle construction, démolition, réparation ou surélévation de la construction existante) rendant incompatible le maintien des ouvrages publics en place. Pour ce faire, le PROPRIETAIRE devra faire connaître au concessionnaire du SYNDICAT, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux envisagés. Le concessionnaire du SYNDICAT sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date d'avis de réception ;
- Le concessionnaire du SYNDICAT bénéficie des droits et des obligations attachés à la présente convention, dès la remise en concession de l'ouvrage ;
- La présente convention prend effet à dater de ce jour ;
- Elle est conclue pour la régularisation par acte authentique en la forme administrative de servitude qui lui sera substituée, aux frais et à la diligence de Territoire d'énergie Lot-et-Garonne ;
- Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable ;
- Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation des parcelles.



CLAUSE DE SUBSTITUTION

Il est expressément convenu que l'Etat ou toute autre collectivité aura la faculté de se substituer à TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE dans les mêmes conditions.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, avec le concours d'un intermédiaire.

Elles attestent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code Civil, négociées de bonne foi, et qu'en application de celles de l'article 1112-1 du même code, toutes les informations détenues par l'une d'entre elles, dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre, ont été révélées. Elles affirment que le présent contrat reflète l'équilibre voulu par chacune d'entre elles.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités de rédaction des actes en la forme administrative, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de cette finalité, les données des parties sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- Les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFIP,
- Les établissements publics participant à l'acte,

Conformément au Règlement de l'Union Européenne 2016/679 du 27 Avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE et du délégué à la protection des données désigné par TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE à l'adresse suivante : Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne (53, rue de Cartou - CS 80050 47901 AGEN CEDEX 9).

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Fait en quatre exemplaires,

A, le

A AGEN, le

Le PROPRIETAIRE
AGGLOMERATION D'AGEN représentée par
M. Henri TANDONNET son 1^{ER} Vice-Président

Pour TE 47,
Le Vice-Président
Michel PONTHEAU



OBSERVATIONS PARTICULIERES

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

ANNEXE 1 : Photographie de l'implantation des ouvrages

Photographie non Contractuelle



MISE EN CONCESSION

- Le SYNDICAT est propriétaire des réseaux basse et moyenne tension du département. Il a confié l'exploitation de ce réseau à ENEDIS par contrat de concession en date du 22 juin 2018 pour une durée de trente ans. A ce titre, ENEDIS assure le contrôle de la bonne exploitation du réseau et la réalisation de travaux.

CHARGES ET CONDITIONS

TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE S'ENGAGE :

- Pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.), à exécuter les travaux conformément aux lois et règlements en vigueur et de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au maximum ;
- A effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou tous arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le SYNDICAT pourra confier ces travaux au PROPRIETAIRE, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution ;
- A régler à l'amiable et à dire d'expert tous les dommages qui pourraient être causés à la propriété et aux cultures par les travaux de pose, d'entretien et de suppression de l'ouvrage.

LE PROPRIETAIRE S'ENGAGE :

- Le PROPRIETAIRE s'engage à autoriser l'accès aux ouvrages construits pour des travaux de renforcement ou de raccordements nouveaux ;
- Le PROPRIETAIRE s'interdit toutefois de faire sur et sous le tracé et à proximité des ouvrages définis, toute plantation d'arbre ou arbuste, toute culture et plus généralement toute construction en dur qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation, la solidité et la sécurité des ouvrages ; Le PROPRIETAIRE s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations ;
- Le PROPRIETAIRE s'engage, en cas de vente ou d'échange de l'une ou plusieurs des parcelles considérées, à dénoncer les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant l'acquéreur ou le co-échangiste à la respecter en ses lieu et place ;
- Le PROPRIETAIRE s'engage à prévenir le fermier dans le cas où le terrain est donné à bail, de la date des travaux ;
- Le PROPRIETAIRE s'engage à l'exécution de ces obligations sans contrepartie ni indemnité de la part de TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE.





DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 003 DU 4 JANVIER 2024

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET LE SYNDICAT TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE (TE47) POUR LA CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE SOUTERRAINE SUR LES PARCELLES CADASTREES SECTION ZE N°532, 565, 567, 572 ET 574 SUR LA COMMUNE DE SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS

Contexte

L'Agglomération d'Agen est propriétaire des parcelles cadastrées section ZE n°532, 565, 567, 572 et 574, situées Allée de Métalé, à Sainte-Colombe-en-Bruilhois.

A ce titre, l'Agglomération d'Agen autorise le Syndicat Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE47) à intervenir sur lesdites parcelles afin de réaliser des travaux nécessaires au service public de la distribution d'électricité.

Exposé des motifs

L'Agglomération d'Agen, propriétaire des parcelles cadastrées section ZE n°532, 565, 567, 572 et 574, d'une superficie totale de 26 587 m², situées Allée de Métalé à Sainte-Colombe-en-Bruilhois, autorise par voie conventionnelle, le Syndicat Territoire d'Energie Lot-et-Garonne à y réaliser des travaux consistant en la construction d'une ligne de distribution électrique souterraine. Elle consent également une servitude de passage au profit de TE47 sur les parcelles précitées.

A ce titre, l'Agglomération d'Agen consent à titre réel à TE47, l'établissement à demeure dans une bande de 3 mètres de large et de 1,30 mètres de profondeur maximum, 1 canalisation souterraine de distribution électrique sur une longueur totale d'environ 191 mètres, ainsi que ses accessoires.

De la même façon, l'Agglomération d'Agen :

- autorise l'accès aux ouvrages construits pour des travaux de renforcement ou de raccordements nouveaux,
- autorise TE47 à poser ou encastrer un coffret et/ou ses accessoires notamment, dans un mur, un muret ou une façade,
- s'interdit de faire sur et sous le tracé et à proximité des ouvrages définis, toute plantation d'arbre ou arbuste, toute culture, et plus généralement toute construction en dur qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation, la solidité et la sécurité des ouvrages,
- s'interdit de porter atteinte à la sécurité des installations,
- s'engage, en cas de vente ou d'échange de l'une ou plusieurs des parcelles considérées, à dénoncer les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant l'acquéreur ou le coéchangiste à la respecter en son lieu et place,
- s'engage à prévenir le fermier dans le cas où le terrain est donné à bail, de la date des travaux ;
- autorise TE47 à faire pénétrer sur ces parcelles ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Le Territoire d'Energie Lot-et-Garonne s'engage quant à lui à :

- exécuter les travaux conformément aux lois et règlements en vigueur et de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au maximum,
- effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou tous arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le syndicat pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 05 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution,
- régler à l'amiable et à dire d'expert tous les dommages qui pourraient être causés à la propriété et aux cultures par les travaux de pose, d'entretien et de suppression de l'ouvrage.

Eu égard à la nature et à l'objet des travaux d'intérêt public réalisés, la présente servitude est accordée sans contrepartie ni indemnité de la part de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

La présente convention de servitude prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et est consentie pour toute la durée d'exploitation du réseau et jusqu'à l'enlèvement par TE47 ou son concessionnaire des divers tronçons formant l'ensemble dudit réseau.

Cette convention sera régularisée par acte authentique en la forme administrative de servitude qui lui sera substituée, aux frais et à la diligence de TE47.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, l'article L.5211-10,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Civil, et notamment les articles 639, 649 et 650,

Vu le Code de l'Energie et notamment, les articles L.323-4 à L.323-9, R.323-1 et D.323-16,

Vu l'article 2.3 de la délibération n° DCA_006/2022 du Conseil d'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation au Président pour contractualiser avec les concessionnaires (ERDF, GRDF, SDEE...) et notamment dans le cadre des réseaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ D'ACCEPTER la constitution d'une servitude au profit du Syndicat Territoire d'Energie Lot-et-Garonne sur les parcelles cadastrées section ZE n°532, 565, 567, 572 et 574, situées Allée de Métalé sur la Commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois, et propriété de l'Agglomération d'Agen,

2°/ DE VALIDER les termes de la convention de servitude entre Territoire d'Energie Lot-et-Garonne et l'Agglomération d'Agen, pour la construction d'une ligne de distribution électrique souterraine d'une longueur totale d'environ 191 mètres, ainsi que ses accessoires sur les parcelles précitées,

3°/ DE DIRE que ladite convention de servitude prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et est conclue pour la durée d'exploitation du réseau et jusqu'à l'enlèvement par TE47 ou son concessionnaire,

4°/ **DE DIRE** que cette servitude est accordée sans contrepartie ni indemnité,

5°/ **DE DIRE** que cette convention sera régularisée par acte authentique en la forme administrative de servitude qui lui sera substituée, aux frais et à la diligence de TE47,

6°/ **DE SIGNER** ou d'autoriser son représentant à signer ladite convention de servitude, ainsi que tous actes documents y afférents.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président,

Jean DIONIS DU SEJOUR

Le propriétaire déclare que la totalité des parcelles ci-après désignées lui appartient :

| COMMUNE | Section & N° | Superficie (en ha a ca) | Lieu-dit | Nature cadastrale | Emprise de la servitude (m ²) |
|--------------------------------------|--------------|----------------------------|-----------------|----------------------|--|
| SAINTE COLOMBE EN BRUILHOIS | ZE 532 | 0ha09a63ca | METALE | SOL | 270m ² |
| | ZE 565 | 0ha00a50ca | CARRERE DE BRAX | TERRE | 9m ² |
| | ZE 567 | 1ha31a29ca | METALE | TERRE | 159m ² |
| | ZE 572 | 0ha00a53ca | CARRERE DE BRAX | TERRE | 18m ² |
| | ZE 574 | 1ha23a92ca | FAURAT | SOL | 117m ² |

Ces parcelles font partie : Du domaine public de la collectivité (bien appartenant à la personne publique et affecté à l'usage direct du public ou affecté à un service public)

Du domaine privé de la collectivité (chemin rural, immeuble de bureaux par exemple)

Vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par les articles L.323-3 à L.323-9 du Code de l'Energie que par le décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié et, à titre de reconnaissance de ces droits, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

OBJET DE LA CONVENTION

Etablir à demeure dans une bande de 3 mètres de large maximum, 1 canalisation(s) souterraine(s) de distribution électrique sur une longueur totale d'environ 191 mètres, ainsi que ses accessoires (comme implanté(s) sur le plan annexé) ;

Poser ou encastrier 1 coffret(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade (comme implanté(s) sur le plan annexé).

JE SOUSSIGNE(E) M. Henri TANDONNET déclare,

- avoir pris connaissance du tracé et avoir été informé(e) que l'emprise sur le terrain de la ligne de distribution électrique est de 3 mètres de large et de 1,30 mètres de profondeur, maximum;
- avoir été informé que les travaux seront exécutés par une entreprise dûment accréditée par le SYNDICAT ;
- avoir été informé de la nécessité de signer l'acte authentique de servitude qui sera établi après travaux par TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE et à ses frais.
- déclare que la (les) parcelle(s) ci-dessus référencée(s) est/sont exploitée(s) par :

moi-même M./Mme
ou désigné(e) le fermier
Adresse :

sans objet

ANNEXE 2 : Extrait du plan d'implantation des ouvrages



Commune : SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS

Affaire TE 47 : EFPUB – ALLEE DE METAL

N° affaire : 472382302-EFPUB01

N° convention :

CONVENTION DE SERVITUDE AMIABLE

CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE SOUTERRAINE SUPERIEURE OU EGALE A 2 METRES

Entre :

TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE,

N° SIREN 254 701 824

Dont le siège social est situé : 26 rue Diderot - 47 031 AGEN Cedex (Lot-et-Garonne),

Représenté par son 1^{er} Vice-Président, Monsieur Michel PONTTHOREAU,

Dénommé le « Syndicat » ou « TE 47 », d'une part,

Et :

~~La Commune / le Syndicat / la Communauté d'Agglomération / le Département :~~

AGGLOMERATION D'AGEN

Numéro SIREN : 200096956

Adresse : 8 RUE ANDRE CHENIER 47000 AGEN

Représenté(e) par Monsieur/Madame : Henri TANDONNET

Sa fonction (Maire, Président) : 1^{ER} Vice-Président agissant en vertu d'une délibération en date du

....., déposée et reçue par la Préfecture le dont une

copie est demeurée annexée.

Tél : 05 53 69 60 04 Email : lana.kwartnik@agglo-agen.fr

Dénommé(e) le « Propriétaire », d'autre part,

DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, portant création de servitude, sera valable pendant la durée de l'exploitation du réseau et jusqu'à l'enlèvement par TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE ou son concessionnaire (ENEDIS à la date de signature des présentes), des divers tronçons formant l'ensemble dudit réseau, le propriétaire et ses ayants causes étant informés de l'arrivée du terme.

CLAUSES DIVERSES

- Le SYNDICAT ou son concessionnaire (ENEDIS à la date de signature des présentes), pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis ;
- Le PROPRIETAIRE sera préalablement averti des interventions du SYNDICAT et de son concessionnaire, sauf cas d'urgence ;
- Conformément à l'article L.323-6 du Code de l'Energie, l'exercice des servitudes n'entraîne aucune dépossession pour le PROPRIETAIRE ;
- Le concessionnaire du SYNDICAT, pourra, à ses frais, déplacer ou modifier les ouvrages, si le PROPRIETAIRE envisage de réaliser des travaux (clôture, nouvelle construction, démolition, réparation ou surélévation de la construction existante) rendant incompatible le maintien des ouvrages publics en place. Pour ce faire, le PROPRIETAIRE devra faire connaître au concessionnaire du SYNDICAT, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux envisagés. Le concessionnaire du SYNDICAT sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date d'avis de réception ;
- Le concessionnaire du SYNDICAT bénéficie des droits et des obligations attachés à la présente convention, dès la remise en concession de l'ouvrage ;
- La présente convention prend effet à dater de ce jour ;
- Elle est conclue pour la régularisation par acte authentique en la forme administrative de servitude qui lui sera substituée, aux frais et à la diligence de Territoire d'énergie Lot-et-Garonne ;
- Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable ;
- Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation des parcelles.



CLAUSE DE SUBSTITUTION

Il est expressément convenu que l'Etat ou toute autre collectivité aura la faculté de se substituer à TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE dans les mêmes conditions.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, avec le concours d'un intermédiaire.

Elles attestent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code Civil, négociées de bonne foi, et qu'en application de celles de l'article 1112-1 du même code, toutes les informations détenues par l'une d'entre elles, dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre, ont été révélées. Elles affirment que le présent contrat reflète l'équilibre voulu par chacune d'entre elles.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités de rédaction des actes en la forme administrative, notamment de formalités d'actes.

Pour la réalisation de cette finalité, les données des parties sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- Les partenaires légalement habilités tels que les services de la publicité foncière de la DGFiP,
- Les établissements publics participant à l'acte,

Conformément au Règlement de l'Union Européenne 2016/679 du 27 Avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE et du délégué à la protection des données désigné par TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE à l'adresse suivante : Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne (53, rue de Cartou - CS 80050 47901 AGEN CEDEX 9).

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Fait en quatre exemplaires,

A, le

A AGEN, le

Le PROPRIETAIRE
AGGLOMERATION D'AGEN représentée par
M. Henri TANDONNET son 1^{ER} Vice-Président

Pour TE 47,
Le Vice-Président
Michel PANTHOREAU



OBSERVATIONS PARTICULIERES

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

ANNEXE 1 : Photographie de l'implantation des ouvrages

Photographie non Contractuelle



MISE EN CONCESSION

- Le SYNDICAT est propriétaire des réseaux basse et moyenne tension du département. Il a confié l'exploitation de ce réseau à ENEDIS par contrat de concession en date du 22 juin 2018 pour une durée de trente ans. A ce titre, ENEDIS assure le contrôle de la bonne exploitation du réseau et la réalisation de travaux.

CHARGES ET CONDITIONS

TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE S'ENGAGE :

- Pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.), à exécuter les travaux conformément aux lois et règlements en vigueur et de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au maximum ;
- A effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou tous arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le SYNDICAT pourra confier ces travaux au PROPRIETAIRE, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution ;
- A régler à l'amiable et à dire d'expert tous les dommages qui pourraient être causés à la propriété et aux cultures par les travaux de pose, d'entretien et de suppression de l'ouvrage.

LE PROPRIETAIRE S'ENGAGE :

- Le PROPRIETAIRE s'engage à autoriser l'accès aux ouvrages construits pour des travaux de renforcement ou de raccordements nouveaux ;
- Le PROPRIETAIRE s'interdit toutefois de faire sur et sous le tracé et à proximité des ouvrages définis, toute plantation d'arbre ou arbuste, toute culture et plus généralement toute construction en dur qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation, la solidité et la sécurité des ouvrages ; Le PROPRIETAIRE s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations ;
- Le PROPRIETAIRE s'engage, en cas de vente ou d'échange de l'une ou plusieurs des parcelles considérées, à dénoncer les servitudes dont elles sont grevées par la présente convention, en obligeant l'acquéreur ou le co-échangiste à la respecter en ses lieu et place ;
- Le PROPRIETAIRE s'engage à prévenir le fermier dans le cas où le terrain est donné à bail, de la date des travaux ;
- Le PROPRIETAIRE s'engage à l'exécution de ces obligations sans contrepartie ni indemnité de la part de TERRITOIRE D'ENERGIE LOT-ET-GARONNE.

REPUBLIQUE FRANCAISE



DECISION DU PRESIDENT N°2024_004 DU 9 JANVIER 2024

OBJET : CONSULTATION N°2023DEA10 « ELABORATION DES SCHEMAS DIRECTEURS D'EAU POTABLE ET D'EAUX USEES DE L'AGGLOMERATION D'AGEN » - LOT 2 SCHEMA DIRECTEUR DES EAUX USEES – DECLARATION SANS SUITE

Contexte :

Une consultation a été lancée pour « l'élaboration des schémas directeurs d'eau potable et d'eaux usées de l'agglomération d'Agen » comprenant deux lots. Le lot 2 a pour objet l'élaboration du schéma directeur des eaux usées.

Cette consultation a été passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Exposé des motifs :

A la date limite de réception des offres fixée le 27/11/2023 à 12h, aucun pli n'a été réceptionné pour le lot 2.

En conséquence, le pouvoir adjudicateur décide d'abandonner la procédure et de la déclarer sans suite pour motif d'infructuosité.

Cadre juridique de la décision

VU l'article R.2185-1 du Code de la commande publique.

VU la délibération de l'Agglomération d'Agen en date du 20 janvier 2022 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, sans limite de montant y compris pour les marchés formalisés au-delà des seuils européens.

VU l'arrêté n°2022-AG-199 en date du 26 septembre 2022 donnant délégation de fonction à Madame Clémence BRANDOLIN-ROBERT, Représentant du pouvoir adjudicateur.

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ **DE DECLARER SANS SUITE** la procédure de passation du marché 2023DEA10 « Elaboration des schémas directeurs d'eau potable et des eaux usées » lot 2 Elaboration du schéma directeur des eaux usées de l'agglomération d'Agen pour motif d'infructuosité.

2/ **DE RELANCER** avec un cahier des charges identique une nouvelle procédure de passation dans les meilleurs délais.

Le Président
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de
cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un
recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal
Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à
compter des formalités de publication et de transmission
en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Pour le Président

Clémence BRANDOLIN-ROBERT



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 005 DU 9 JANVIER 2024

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN VÉHICULE PAR EAU DE GARONNE AU PROFIT DE L'AGGLOMÉRATION D'AGEN

Contexte

La société Eau de Garonne dispose, dans son parc automobile, d'un véhicule de type fourgon aménagé en « point d'information client », permettant des interventions mobiles de sensibilisation et d'échanges auprès du grand public.

Dans le cadre de sa révolution des poubelles, l'Agglomération d'Agen a pour objectif de communiquer et de sensibiliser les usagers par des actions de communication de proximité.

Eau de Garonne n'ayant qu'une utilité ponctuelle de ce véhicule, il a été convenu que ce minibus pouvait être mis à disposition du service « Économie Circulaire et Gestion des Déchets » de l'Agglomération d'Agen, afin de permettre son utilisation dans le cadre d'événements accueillant du public, où l'Agglomération d'Agen est présente pour œuvrer à la sensibilisation des citoyens autour d'une meilleure des gestions des déchets.

Exposé des motifs

Le véhicule mis à disposition par de l'Agglomération d'Agen répond aux caractéristiques suivantes :

| IMMATRICULATION | MARQUE | MODELE | GENRE NATIONAL |
|-----------------|---------|--------|----------------|
| FH-724-GM | Renault | Master | VASP |

Cette mise à disposition, consentie à titre gratuit, a pour objet de permettre via un moyen adapté, la présence des équipes du service « Economie Circulaire et Gestion des déchets » de l'Agglomération d'Agen sur les événements accueillant du public, et où une mission de sensibilisation à la gestion des déchets est prévue.

En conséquence, il est prévu que ce véhicule fasse l'objet d'une nouvelle sérigraphie externe, aux couleurs de l'Agglomération d'Agen (*restickage extérieur*).

L'ensemble des frais correspondants seront pris en charge par l'Agglomération d'Agen.

Le véhicule sera placé sous la pleine et entière responsabilité de l'Agglomération d'Agen pour toute la durée du prêt. Elle devra en conséquence souscrire une assurance pour la couverture des risques automobiles garantissant, à minima, la responsabilité civile du conducteur.

L'Agglomération d'Agen devra également tenir le véhicule prêté en bon état d'entretien pendant toute la durée de la mise à disposition. Elle prendra à sa charge l'entretien courant, le passage du contrôle technique ainsi que du contrôle anti-pollution du véhicule.

Il convient de préciser qu'en cas d'infraction commise au moyen du véhicule prêté, un avis de contravention sera dressé à l'encontre de la société Eau de Garonne, propriétaire du véhicule en cause. Le cas échéant, Eau de Garonne en informera l'Agglomération d'Agen afin qu'il soit procédé à la dénonciation du conducteur auteur de l'infraction, conformément à l'article L.121-6 du Code de la Route.

Cette convention prend effet le jour de la signature par les parties et prendra fin le 31 décembre 2026.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-10,

Vu le Code de la Route, notamment l'article L.121-6,

Vu l'article 1.7 « *Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés* » du Chapitre I du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu la délibération du Conseil de l'Agglomération d'Agen n° DCA_023/2021 en date du 25 mars 2021, portant approbation du plan local de réduction des déchets,

Vu la délibération du Conseil de l'Agglomération d'Agen n° DCA_118/2021 du 16 décembre 2021 relative à l'approbation du service public de valorisation des déchets de demain (2022/2030) et notamment le programme d'actions liées à la gestion des déchets verts,

Vu l'article 6.3 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes de la convention relative à la mise à disposition d'un véhicule par Eau de Garonne au profit de l'Agglomération d'Agen,

2°/ DE DIRE que cette mise à disposition est consentie à titre gratuit et jusqu'au 31 décembre 2026,

3°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ladite convention entre l'Agglomération d'Agen et Eau de Garonne ainsi que tous les actes et documents y afférents,

| |
|---|
| Le Président Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture Télétransmission le/...../ 2024 Publication le/...../ 2024 |
|---|

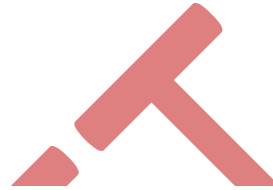
Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président,

Jean DIONIS du SÉJOUR

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
D'UN VÉHICULE PAR EAU DE GARONNE AU PROFIT DE L'AGGLOMÉRATION D'AGEN

ENTRE :



L'entreprise Eau de Garonne, enregistrée sous le numéro Siret 844 291 542 00026, dont le siège est situé 97 Boulevard du Président Carnot à Agen (47000), représentée par Monsieur Michel MALEt, Directeur de Territoire ,

Désignée ci-après par « Eau de Garonne » ,

D'une part,

ET

L'Agglomération d'Agen, dont le siège est situé 8 rue André Chénier à Agen (47000), représentée par son Vice-Président en charge de la transition écologique, de la collecte, de la valorisation des déchets et de l'économie circulaire, Monsieur Patrick BUISSON, dûment habilité aux fins des présentes par une décision n° en date du ... janvier 2024,

Désignée ci-après par « **L'Agglomération d'Agen** » ,

D'autre part,

PREAMBULE

La société Eau de Garonne dispose dans son parc automobile d'un véhicule de type fourgon aménagé en « point d'information client », permettant des interventions mobiles de sensibilisation et d'échanges auprès du grand public ;

Dans le cadre de sa révolution des poubelles, l'Agglomération d'Agen a pour objectif de communiquer et sensibiliser les usagers par des actions de communication de proximité.

Eau de Garonne n'ayant qu'une utilité ponctuelle de ce véhicule, il a été convenu que ce minibus pouvait être mis à disposition du service Économie Circulaire et Gestion des Déchets de l'Agglomération d'Agen, afin de permettre son utilisation dans le cadre d'événements accueillant du public, où l'Agglomération d'Agen est présente pour œuvrer à la sensibilisation des citoyens autour d'une meilleure des gestions des déchets.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route, notamment l'article L.121-6,

Vu l'article 1.7 du chapitre 1 du titre 3 des statuts de l'Agglomération d'Agen « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu la délibération du conseil de l'Agglomération d'Agen n° DCA_023/2021 en date du 25 mars 2021, portant approbation du plan local de réduction des déchets,

Vu la délibération du conseil de l'Agglomération d'Agen n°DCA_118/2021 en date du 16 décembre 2021, portant approbation du service public de valorisation des déchets de demain (2022/2030),

Vu l'arrêté n°2022_AG_14 du Président de l'Agglomération d'Agen en date du 21 janvier 2022 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Patrick BUISSON, 4^{ème} Vice-Président en charge de la transition écologique, de la collecte, de la valorisation des déchets et de l'économie circulaire.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles Eau de Garonne met à la disposition de l'Agglomération d'Agen un véhicule de type fourgon aménagé en « point d'information client » désigné à l'article 2, afin d'assurer la sensibilisation du grand public autour d'une meilleure gestions des déchets.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES BIENS

Le véhicule mis à disposition de l'Agglomération d'Agen répond aux caractéristiques suivantes :

| IMMATRICULATION | MARQUE | MODELE | GENRE NATIONAL |
|-----------------|---------|--------|----------------|
| FH-724-GM | Renault | Master | VASP |

ARTICLE 3 – DESTINATION ET UTILISATION DU VEHICULE

Cette mise à disposition a pour objet de permettre via un moyen adapté la présence des équipes du service Economie Circulaire et Gestion des déchets de l'Agglomération d'Agen sur les événements accueillant du public, et où une mission de sensibilisation à la gestion des déchets est prévue.

En conséquence, il est prévu que ce véhicule fasse l'objet d'une nouvelle sérigraphie externe, aux couleurs de l'Agglomération d'Agen (restickage extérieur). L'ensemble des frais correspondants seront pris en charge par l'Agglomération d'Agen.

Les effectifs utilisant ce véhicule s'élèvent à trois personnes maximum (2 passagers et 1 chauffeur).
Les personnes habilitées à conduire le véhicule sont :

L'Agglomération d'Agen informera Eau de Garonne de tout mobilité, absence ou remplacement impliquant une modification des agents autorisés à conduire le véhicule.

Le véhicule est susceptible de réaliser des déplacements tout au long de l'année, et sur l'entièreté du territoire de l'Agglomération d'Agen, voire ponctuellement dans un périmètre proche à l'extérieur de celle-ci selon les besoins du calendrier événementiel, et les sollicitations externes éventuelles.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et trouvera son terme le 31 décembre 2026.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le véhicule demeure sous la responsabilité de l'Agglomération d'Agen, dès sa mise à disposition par Eau de Garonne.

L'Agglomération d'Agen devra assurer le véhicule pour la durée du prêt. Ce contrat devra, à minima, garantir la responsabilité civile du conducteur.

Il est rappelé qu'Eau De Garonne ne peut être redevable d'aucune responsabilité en cas de vol de matériel et / ou d'effets personnels de l'Agglomération d'Agen, dans le véhicule concerné.

L'Agglomération d'Agen s'engage à aviser immédiatement Eau De Garonne de tout sinistre.

Eau De Garonne pourra tenter tout recours contre l'Agglomération d'Agen pour tout sinistre intervenu de son fait.

ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIÈRES

La présente convention est consentie à titre gratuit.

Aucun titre ne sera émis par EDG pour la mise à disposition de ce biens au profit de l'Agglomération d'Agen.

ARTICLE 7 – ETAT DES LIEUX ET ENTRETIEN DU VEHICULE

L'Agglomération d'Agen prendra le véhicule dans l'état où il se trouve lors son entrée en jouissance.

Un état des lieux d'entrée devra être effectué avant la mise à disposition du véhicule programmée de même, un état des lieux de retour sera effectué lors de la restitution du véhicule.

Cet état des lieux permettra également à l'Agglomération d'Agen de prendre connaissance des modalités de fonctionnement des équipements du véhicule.

L'Agglomération d'Agen devra tenir le véhicule en bon état d'entretien pendant toute la durée de la mise à disposition et le rendre à l'expiration de la convention, dans le même état que celui qui sera contradictoirement constaté lors de l'état des lieux d'entrée. L'entretien courant, le passage du contrôle technique et du contrôle anti-pollution du véhicule sera réalisé par l'Agglomération d'Agen.

Ainsi, L'Agglomération d'Agen s'engage à :

- Veiller à la bonne utilisation du véhicule mis à sa disposition. Par conséquent, elle ne pourra faire, ni laisser faire, quoi que ce soit qui puisse le détériorer, nuire à son aspect, à sa conservation et à sa propreté.
- A faire réparer le véhicule en cas d'accident ou de détériorations dues à un mauvais usage.
- Accepter, sans condition, les inconvénients causés par toutes réparations ou autres, sans pouvoir réclamer aucune indemnité à Eau De Garonne.

Le véhicule sera restitué destocké, et dans un état « normal » d'entretien, vétusté d'usage incluse.

ARTICLE 8 – INFRACTIONS ET RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

L'Agglomération d'Agen déclare que l'ensemble des personnes autorisées à conduire le véhicule sont titulaires d'un permis de conduire en cours de validité.

En cas infraction commise au moyen du véhicule prêté, un avis de contravention sera dressé à l'encontre d'Eau de Garonne, propriétaire du véhicule. Celui-ci en informera dès réception l'Agglomération d'Agen qui communiquera sans délai toutes les informations utiles et nécessaires pour procéder à la désignation du conducteur auteur de l'infraction.

Il convient de rappeler que conformément à l'article L.121-6 du code de la route, en cas d'infraction commise au moyen d'un véhicule appartenant à une personne morale, le représentant de cette dernière est tenu d'indiquer, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de l'envoi de la remise de l'avis de contravention, l'identité et l'adresse de la personne physique qui conduisait ce véhicule. Le défaut de dénonciation du conducteur par une personne morale est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra, à tout moment, faire l'objet d'une modification. Cette dernière devra requérir l'accord des parties et prendra la forme d'un avenant.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles, restée infructueuse.

Les parties se réservent également le droit de solliciter, par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation de la présente convention pour tout motif. La partie à l'initiative de cette demande respectera un préavis de trois mois.

La résiliation anticipée de la présente convention n'ouvrira droit à aucune indemnité.

ARTICLE 11 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal Administratif de Bordeaux (*situé 9, rue Tastet 33000 BORDEAUX*).

Fait à Agen
Le

Pour l'Agglomération d'AGEN

Le Vice-Président en charge de la transition écologique,
de la collecte, de la valorisation des déchets et de
l'économie circulaire

Patrick BUISSON

Pour Eau de Garonne

Le Directeur de Territoire Garonne

Michel MALET

PROJET



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 006 DU 11 JANVIER 2024

OBJET : SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS (PROPRIETAIRE NON OCCUPANT) – MARCHÉ D'INTERET NATIONAL D'AGEN-BOÉ

Contexte

L'Agglomération d'Agen a renouvelé l'ensemble de ses contrats d'assurance au 1^{er} janvier 2024. L'unique offre reçue sur le lot « dommage aux biens » exclu des sites garantis le Marché d'Intérêt National d'Agen-Boé, que l'Agglomération d'Agen se doit d'assurer en substitution du propriétaire.

Il convient donc de souscrire un contrat propre pour garantir le site du MIN pour l'ensemble des risques de dommage aux biens.

Exposé des motifs

En fin d'année 2023, le groupement de commandes composé de la Ville, de l'Agglomération et du CCAS d'Agen a lancé une consultation pour le renouvellement de ses contrats d'assurance à compter du 1^{er} janvier 2024. L'unique offre reçue sur le lot « dommage aux biens » a exclu des sites garantis le Marché d'Intérêt National d'Agen-Boé. S'agissant d'une consultation lancée dans le cadre d'un appel d'offres, aucune négociation de cette offre n'était envisageable.

Afin de ne pas courir le risque de ne disposer d'aucune couverture au 1^{er} janvier, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 18 décembre 2023 a décidé d'attribuer ce lot et il a été convenu de relancer une nouvelle consultation pour la souscription d'un contrat d'assurance propre au site du MIN.

Trois opérateurs susceptibles de répondre à ce besoin complexe dans des délais contraints ont été consultés et ont, à leur tour, sollicité plus de quarante autres assureurs susceptibles de se positionner sur ce type de marché. Au terme de cette consultation, seule la Caisse Meusienne d'Assurances Mutuelles, via le courtier Ysa Solutions, a accepté de présenter une offre dont les principales caractéristiques sont rappelées ci-après :

- Durée du contrat : 1 an avec tacite reconduction. Le contrat est susceptible d'être résiliée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de deux mois avant l'échéance principale.
- Cotisation annuelle :

| | |
|---|--------------------|
| Cotisation nette hors catastrophes naturelles | 47 268,26 € |
| Surprime catastrophes naturelles HT | 4 370,83 € |
| Total des frais et taxes y compris FGTI | 13 677,64 € |
| Cotisation annuelle TTC | 65 316,72 € |

- Garanties, capitaux et franchises :

Les garanties mentionnées dans le tableau ci-dessous s'exercent dans la limite des montants maximum garanties ci-après et sous réserve des franchises prévues par le contrat :

| BIENS ET RECOURS ASSURES | CAPITAUX |
|---|---------------------------------------|
| Bâtiments, installations | 27 624 500 € (vétusté déduite) |
| Dont aménagement extérieurs et panneaux photovoltaïques | Exclu |
| Contenu matériel et mobilier | Exclu |
| Recours des voisins et des tiers | 1 000 000 € |
| Garantie automatique sur investissement | Exclu |

| EVENEMENTS ASSURES | FRANCHISE |
|--|---|
| Incendie et événements assimilés | 100 000 € |
| Tempête, grêle et poids de la neige | 20% des dommages avec un minimum de 100 000 € |
| Sauf grêle dont le capital assuré est limité à 2 762 450 € | |
| Effondrement | Exclu |
| Catastrophes naturelles | 20% des dommages avec un minimum de 100 000 € |
| Dommages aux appareils électriques | Exclu |
| Dégâts des eaux | Exclu |
| Vol et détériorations immobilières | Exclu |
| Bris de glace | Exclu |
| Bris de machines hors informatique | Exclu |

| EVENEMENTS ASSURES | CAPITAUX |
|--------------------|-------------|
| Frais et pertes | 2 500 000 € |
| Pertes indirectes | Exclu |

| RESPONSABILITE CIVILE PROPRIETAIRE D'IMMEUBLE | CAPITAUX | FRANCHISES |
|---|-------------|------------|
| Tous dommages confondus | 5 000 000 € | 2000 € |
| Dont dommages immatériels consécutifs | 800 000 € | |
| Vol par des préposés | 9 000 € | |
| Dommages matériels aux biens des préposés | 90 000 € | |

| DEFENSE ET RECOURS | FRANCHISE |
|--------------------|-----------|
| 10 000 € | 500 € |

- Limite contractuelle d'indemnité : 5 990 000 €

Afin de respecter les exigences issues du Code de la Commande Publique, l'Agglomération d'Agen engagera au cours de l'année 2024 une nouvelle procédure de publicité de mise en concurrence préalable à la sélection d'un nouvel assureur à compter du 1^{er} janvier 2025.

Cadre juridique de la décision

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-10,

VU la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil d'Agglomération d'Agen en date du 20 janvier 2022, donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, sans limite de montant, y compris pour les marchés formalisés au-delà des seuils européens.

CONSIDERANT l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes et conditions de la proposition d'assurance « Propriétaire Non Occupant – Dommage directs » pour la couverture du site du Marché d'Intérêt National d'Agen du courtier Ysa Solutions,

2°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ledit contrat ainsi que tous les actes et documents y afférents,

3°/ DE DIRE que les crédits seront prévus au budget de l'exercice 2024.

| |
|--|
| <p>Le Président Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture</p> <p>Publication le/...../ 2024</p> <p>Télétransmission le/...../ 2024</p> |
|--|

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président

Jean DIONIS du SEJOUR



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 007 DU 12 JANVIER 2024

OBJET : CONCOURS RESTREINT DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION DU CENTRE TECHNIQUE DE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET DE LA VILLE D'AGEN – CHOIX DES CANDIDATS ADMIS A CONCOURIR.

Contexte

L'Agglomération d'Agen a lancé un appel à candidatures pour le concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la construction du centre technique de l'Agglomération d'Agen et de la Ville d'Agen.

Ce projet comprend :

- la construction neuve des locaux pour le CTMA
- la démolition des locaux administratifs du Marché aux Bestiaux et la reconstruction de nouveaux locaux
- le réaménagement de la Halle aux Bestiaux pour le CTMA et le Marché aux Bestiaux ;
- la démolition de la brasserie du Marché sous la Halle aux Bestiaux et la prise en compte d'une réserve foncière, centrale et visible depuis l'avenue d'Aquitaine, pour l'implantation du futur restaurant ;
- la prise en compte d'une réserve foncière près de la future station bioGNV pour l'implantation des futurs locaux du délégataire transports.

Exposé des motifs

S'agissant d'un concours restreint avec sélection de trois à quatre candidats, le jury de concours désigné par la décision du Président n°2023_243 du 01 décembre 2023 s'est réuni le 15 décembre 2023 afin de sélectionner les candidats retenus à l'issue de la phase sélection des candidatures.

Le jury a retenu les quatre équipes suivantes :

- Equipe N°9 AROTCHAREN / BERNADBEROY / CESMA / TECHNISPHERE / BONNET / INDDIGO / GROUPE GAMBA / IN SITU / CLIP.
- Equipe N°33 TEISSIER PORTAL / EGIS / SOLER / TECTA / KANOPE / BUILDERS AND PARTNERS / ACOUSTB / AD INGE.
- Equipe N°46 DAUPHINS / GESCOR / DEHAYE / TERRELL / DIESE / SOCAMA / MOREAU / 180° / EMACOUSTIC / R-USE / IN SITU.
- Equipe N°64 FRANCOIS DE LA SERRE / SCAW / MDLS / SAGNETTE / BECICE / SINTEO / MONTET / AZCA / CITEA / HYDROGEN.

Cadre juridique de la décision

Vu la délibération de l'Agglomération d'Agen en date du 20 Janvier 2022 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, sans limite de montant y compris pour les marchés formalisés au-delà des seuils européens ;

Vu les articles R2162-16 à R2162-17 du Code de la Commande Publique relatifs aux choix des candidats admis à concourir.

Vu l'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication le 6 octobre 2023 auprès du BOAMP et du JOUE ;

Vu les 63 candidatures reçues à la date limite de réception des offres fixée au 6 novembre 2023 à 12h00 ;

Vu l'avis du jury du 15 décembre 2023 qui propose quatre candidats admis à concourir au vu des critères de sélection des candidatures :

- Adéquation des compétences de l'équipe aux niveaux de complexité du projet considérant la qualité du candidat à travers les effectifs mis à disposition, leurs compétences, leur qualification
- Expérience et capacité technique de l'équipe au vu notamment de la qualité des références présentées, et au vu des missions faisant l'objet du présent marché
- Qualité architecturale et environnementale des références présentées par la compétence architecture (mandataire ou associé)

Considérant que le pouvoir adjudicateur doit arrêter la liste des candidats admis à concourir ;

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE SUIVRE L'AVIS DU JURY ;

2°/ D'ADMETTRE LES QUATRE CANDIDATS SUIVANTS :

- Equipe N°9 AROTCHAREN / BERNADBEROY / CESMA / TECHNISPHERE / BONNET / INDDIGO / GROUPE GAMBA / IN SITU / CLIP.
- Equipe N°33 TEISSIER PORTAL / EGIS / SOLER / TECTA / KANOPE / BUILDERS AND PARTNERS / ACOUSTB / AD INGE.
- Equipe N°46 DAUPHINS / GESCOR / DEHAYE / TERRELL / DIESE / SOCAMA / MOREAU / 180° / EMACOUSTIC / R-USE / IN SITU.
- Equipe N°64 FRANCOIS DE LA SERRE / SCAW / MDLS / SAGNETTE / BECICE / SINTEO / MONTET / AZCA / CITEA / HYDROGEN.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président

Jean DIONIS du SEJOUR



DECISION DU PRESIDENT N° 2024_008 DU 15 JANVIER 2024

OBJET : ATTRIBUTION DU MARCHÉ SUBSEQUENT N° 2024S09A3TC1L2 RELATIF A LA FOURNITURE DE CARBURANTS STOCKES POUR STATIONS DE DISTRIBUTION INTERNES.

Contexte

L'Agglomération d'Agen a lancé une consultation pour la Fourniture de carburants stockés Lot 2 – Carburants pour stations de distribution internes pour les services de l'Agglomération d'Agen.

Il s'agit d'un marché subséquent issu de l'accord cadre de Fourniture de carburants 2023TC01 concernant un groupement d'achats de Fournitures de la Ville d'Agen, de la Ville de Pont-du-Casse et de l'Agglomération d'Agen.

Les titulaires du lot 2 de l'accord-cadre susvisé sont les suivants :

- LESPORTES SAS - 311 Route des Landes 47250 BOUGLON - Siret : 389 826 256 00015
- PECHAVY ENERGIE ZI Le Treil – 612 Avenue du Brulhois 47520 LE PASSAGE - Siret : 750 593 410 00012
- DYNEFF SAS - 1300 Avenue Albert Einstein 34060 MONTPELLIER - Siret : 305 800 997 01000
- SAS LOUDA AGEN - 29 rue des Cornières 47 000 AGEN - Siret : 388 244 758 00016

Exposé des motifs

À la date limite de réception des offres fixée le 15/01/2024 à 11h00, 4 offres ont été réceptionnées.

Le 15/01/2024, la Commission Marchés à Procédure Adaptée, après analyse des plis, a proposé de retenir l'offre de la société **PECHAVY ENERGIE** - ZI Le Treil – 612 Avenue du Brulhois 47520 LE PASSAGE - Siret : 750 593 410 00020, pour un montant estimatif de **49 899.40 € HT**, soit 59 879.28 € TTC.

Cadre juridique de la décision

VU les articles L. 2122-1 et R. 2122-2 du Code de la commande publique,

VU l'article 1.1 de la délibération du conseil d'Agglomération en date du 20 janvier 2022 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, sans limite de montant, y compris pour les marchés formalisés au-delà des seuils européens.

VU l'avis favorable de la Commission Marchés à Procédure Adaptée en date du 15/01/2024,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ **D'ATTRIBUER ET DE SIGNER** le marché subséquent N° **2024S09A3TC1L2** relatif à la « fourniture de carburants stockés Lot 2 – Carburants pour stations de distribution internes pour les services de l'Agglomération d'Agen » avec la société **PEHAVY ENERGIE** - ZI Le Treil – 612 Avenue du Brulhois 47520 LE PASSAGE - Siret : 750 593 410 00012, pour un montant estimatif de **49 899.40 € HT**, soit 59 879.28 € TTC.

2°/ **DE DIRE** que les crédits sont prévus au budget 2024.

Le Président
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours
pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de
Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités
de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme
Pour le Président

Clémence BRANDOLIN ROBERT



DECISION DU PRESIDENT N° 2024_009 DU 16 JANVIER 2024

OBJET : ATTRIBUTION DU MARCHE SUBSEQUENT 2023S08A3DEA01 « RENOUELEMENT DE LA CANALISATION D'EAU POTABLE – LIEU DIT PESQUE - ASTAFFORT » - ISSU DE L'ACCORD-CADRE 2023DEA01 POUR LES TRAVAUX SUR LES RESEAUX D'EAU POTABLE, D'EAUX USEES ET D'EAU PLUVIALES – LOT 1

Contexte

Le marché subséquent 2023S08A3DEA01 a pour objet le renouvellement d'une canalisation d'eau potable, lieu dit Pesque à Astaffort.

Il s'agit d'un marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre cité ci-dessus dont les titulaires sont les entreprises suivantes :

- Entreprise COUSIN PRADERE - ZI de Marchés – BP50089 – 82104 CASTELSARRASIN – N° SIRET : 845 550 102 00030
- Groupement SADE CGTH / INEO Réseaux Nouvelle Aquitaine – 15 avenue Gustave Eiffel – 33600 PESSAC – N° SIRET : 562 077 503 00455
- Groupement SAINCRY Ets de SOGEA / EUROVIA AQUITAINE – ZA de Borie, 13 rue des entrepreneurs – 47480 PONT DU CASSE – SIRET N° 525 580 197 00107
- Groupement SAS LAGES ET FILS / SPIE BATIGNOLLES MALET – ZAC du Villeneuvois, rue Gorges Charpak 47300 VILLENEUVE SUR LOT – SIRET N° 319 116 752 00050
- Entreprise ESBTP RESEAUX – 2 route des Métiers - 47310 ESTILLAC – SIRET N° 322 981 200 00049

Exposé des motifs

A la date limite de réception des offres fixée au 28/11/2023 à 12h, 5 plis ont été réceptionnés.

Le 16/01/2024, la Commission Marchés à Procédure Adaptée, après analyse des plis, a proposé de retenir l'offre de l'entreprise **ESBTP RESEAUX** – domiciliée au 2 route des métiers - 47310 ESTILLAC, Siret : 322 981 200 00049 pour un montant estimatif de **129 984.00 HT €**, soit 155 980.80 € TTC.

Cadre juridique de la décision

VU les articles L. 2122-1 et R. 2122-2 du Code de la commande publique,

VU l'article 1.2 de la délibération DCA_006/2022 du conseil d'Agglomération en date du 20 janvier 2022 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, sans limite de montant, y compris pour les marchés formalisés au-delà des seuils européens.

VU l'arrêté n°2022-AG-199 en date du 26/09/2022 donnant délégation de fonction à Madame Clémence BRANDOLIN-ROBERT, Représentant du pouvoir adjudicateur,

VU l'avis favorable de la Commission Marchés à Procédure Adaptée en date du 16/01/2024,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ D'ATTRIBUER ET DE SIGNER LE MARCHE SUBSEQUENT 2023S08A3DEA01 « RENOUELEMENT DE LA CANALISATION D'EAU POTABLE – LIEU DIT PESQUE - ASTAFFORT » AVEC L'ENTREPRISE **ESBTP RESEAUX – DOMICILIEE AU 2 ROUTE DES METIERS - 47310 ESTILLAC, SIRET : 322 981 200 00049 POUR UN MONTANT ESTIMATIF DE **129 984.00 HT €**, SOIT 155 980.80 € TTC.**

2°/ DE DIRE QUE LES DEPENSES SERONT PRELEVEES SUR LE CREDIT INSCRIT A CET EFFET AU BUDGET 2024 ET LES SUIVANTS

Le Président
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de
cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un
recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal
Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à
compter des formalités de publication et de transmission
en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme

Pour le Président et par délégation conformément à
l'arrêté du 26/09/2022,

Clémence BRANDOLIN ROBERT



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 10 DU 18 JANVIER 2024

OBJET : VIREMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE DANS LE CADRE DE LA FONGIBILITE DES CREDITS – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES EAU (B05) ET ASSAINISSEMENT (B07) DE L'AGGLOMERATION D'AGEN - EXERCICE 2023

Contexte

Dans le cadre de la clôture de l'exercice comptable 2023 du budget principal de l'Agglomération d'Agen et des budgets annexes Eau (B05) et Assainissement (B07), il est apparu nécessaire de comptabiliser des intérêts courus non échus relatifs à l'encours total de la dette, des intérêts liés aux lignes de trésorerie et aux emprunts en cours ainsi que des frais liés aux nouveaux emprunts souscrits, dont les montants dépassent les crédits ouverts au budget sur les chapitres concernés.

Exposé des motifs

Le cadre comptable M57, par le biais de la fongibilité des crédits, offre la possibilité de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section, hors dépenses de personnel.

Pour le budget principal, un recours important aux deux lignes de trésorerie souscrites pour un montant total de 8M€, en particulier du fait du portage financier du projet du Pont et du Barreau de Camélat, a généré le paiement d'intérêts dont le montant dépasse les prévisions budgétaires.

Il s'agit donc d'abonder le chapitre 66, charges financières, depuis le chapitre 011, charges à caractère général pour un montant de 28 092,75 euros, soit un montant inférieur aux 3 518 416,46 euros représentant 7,5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement hors dépenses de personnel.

Pour le budget annexe Assainissement (B07), ce sont les intérêts courus non échus de l'encours total de la dette qui s'avèrent supérieurs aux prévisions budgétaires.

Il s'agit donc d'abonder le chapitre 66, charges financières, depuis le chapitre 011, charges à caractère général pour un montant de 10 440,33 euros, soit un montant inférieur aux 53 211,35 euros représentant 7,5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement hors dépenses de personnel.

Pour le budget annexe Eau (B05), la souscription de deux nouveaux emprunts en fin d'exercice a engendré des frais bancaires supérieurs aux prévisions budgétaires et comme sur le budget annexe assainissement, les intérêts courus non échus de l'encours total de la dette s'avèrent supérieurs aux prévisions budgétaires.

Il s'agit donc d'abonder le chapitre 66, charges financières pour un montant de 285,91 euros et le chapitre 011, charges à caractère général, pour un montant de 3 613,00 euros, depuis le chapitre 65, autres charges de gestion courante, représentant un montant inférieur aux 38 330,43 euros représentant 7,5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement hors dépenses de personnel.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, l'article L.5217-10-6 traitant de la fongibilité des crédits,

Vu l'article 242 de la Loi de Finances pour 2019 rendant nécessaire l'adoption du nouveau référentiel budgétaire et comptable M57 pour mettre en œuvre le compte financier unique à titre expérimental,

Vu la délibération n° DCA_063/2021 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 08 juillet 2021, portant sur l'expérimentation du CFU et le passage à la nomenclature comptable M57 au 1^{er} janvier 2022 et donnant délégation permanente au Président pour recourir à la procédure de fongibilité des crédits,

Vu les délibérations n° DCA_005/2023 et DCA_006/2023 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 2 février 2023 portant sur le vote par chapitre du budget primitif 2023 (*respectivement budget principal et budgets annexes*) et rappelant l'autorisation donnée au Président de prendre tout acte en exécution de ce budget et notamment de procéder à des virements des crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de fonctionnement de la section, hors dépenses de personnel, comme l'autorise l'instruction comptable M57,

Vu l'arrêté n°2022-AG-199 du Président de l'Agglomération d'Agen, en date du 26 septembre 2022, portant délégation de fonction à Madame Clémence BRANDOLIN-ROBERT, 13^{ème} Vice-présidente, en charge des Finances,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE RECOURIR, pour le budget principal, à la procédure de la fongibilité des crédits du chapitre 011 au chapitre 66 pour un montant de 28 092,75 euros, soit un montant inférieur à 7,5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement hors charges de personnel,

2°/ DE RECOURIR, pour le budget annexe EAU, à la procédure de la fongibilité des crédits du chapitre 65 au chapitre 011 pour un montant de 3 613,00 euros et au chapitre 66 pour un montant de 285,91 euros, soit un montant inférieur à 7.5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement hors charges de personnel,

3°/ DE RECOURIR, pour le budget annexe ASSAINISSEMENT, à la procédure de la fongibilité des crédits du chapitre 011 au chapitre 66 pour un montant de 10 440,33 euros, soit un montant inférieur à 7.5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement hors charges de personnel.

| |
|---|
| Le Président Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture Télétransmission le/...../ 2024 Publication le/...../ 2024 |
|---|

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme

Pour le Président et par délégation

La Vice-Présidente en charge des Finances

Conformément à l'arrêté du 26 septembre 2022

Clémence BRANDOLIN-ROBERT



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 11 DU 18 JANVIER 2024

OBJET : CONVENTION ENTRE ENEDIS ET L'AGGLOMERATION D'AGEN POUR L'IMPLANTATION D'UN POSTE DE TRANSFORMATION HTA/BT SUR LES SITES TECHNIQUES DE DONDAS

Contexte

L'électricité d'origine photovoltaïque présente un intérêt évident sur le plan de la protection de l'environnement.

En effet, les panneaux photovoltaïques permettent d'avoir une consommation d'électricité éco-responsable qui provient d'énergies 100% renouvelables et permet de réduire considérablement l'empreinte carbone. C'est pourquoi l'Agglomération d'Agen projette d'installer des panneaux photovoltaïques sur les toitures des sites techniques de Dondas.

Exposé des motifs

Dans le cadre du projet photovoltaïque sur les sites techniques de Dondas, l'Agglomération d'Agen a sollicité le groupe ENEDIS afin de réaliser les travaux nécessaires à l'implantation d'un poste de transformation HTA/BT desservant ce projet.

A ce titre, l'Agglomération d'Agen autorise ENEDIS à :

- Occuper un terrain d'une superficie de 25 m², situé route du Bourg, faisant partie de l'unité foncière cadastrée section ZB n° 174 d'une superficie totale de 10 659 m²,
- Occuper un terrain d'une superficie de 25 m², situé route du Bourg, faisant partie de l'unité foncière cadastrée section ZB n° 173 d'une superficie totale de 5 100 m².

Cette autorisation d'occupation est consentie pour permettre à la société ENEDIS d'installer un poste de transformation de courant électrique ainsi que tous ses accessoires.

En conséquence, l'Agglomération d'Agen :

- S'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à ENEDIS (*poste et canalisations*), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.
- S'engage à garantir le libre accès à l'emplacement réservé. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.
- S'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. L'Agglomération d'Agen s'interdit notamment de

porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

- S'engage, en cas de vente, location ou mise à disposition du terrain, à faire mention dans l'acte des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou l'occupant sera tenu de respecter.

Pour sa part, ENEDIS :

- Veillera à laisser les parcelles concernées dans un état similaire à celui qui existait avant son intervention.
- Prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations. Les dégâts seront évalués à l'amiable ou à défaut par le tribunal compétent.

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, ENEDIS devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique à l'Agglomération d'Agen qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de 400,00 €.

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, ENEDIS fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

Cette convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'ENEDIS, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Civil et notamment les articles 639, 649 et 650,

Vu le Code de l'Energie, et notamment les articles L.323-4 à L.323-9, R. 323-1 et D.323-16,

Vu l'article 2.3 de la délibération n° DCA_006/2022 du Conseil d'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation au Président pour contractualiser avec les concessionnaires (ERDF, GRDF, SDEE...) et notamment dans le cadre des réseaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes de la convention de mise à disposition entre ENEDIS et l'Agglomération d'Agen valant autorisation de passage et de travaux au profit de la société ENEDIS pour l'implantation d'un poste de transformation de courant électrique et ses accessoires,

2°/ D'ACCEPTER la constitution d'une servitude d'une emprise de 25 m² au profit de la société ENEDIS sur les parcelles cadastrées section ZB n°173 et 174 situées route du Bourg à DONDAS,

3°/ DE DIRE que l'indemnité versée par ENEDIS en contrepartie des droits qui lui sont concédés est fixée à 400,00 €,

4°/ DE DIRE que la convention prendra effet à compter du jour de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages,

5°/ DE DIRE que la société ENEDIS assumera les frais, droits et émoluments induits par la constitution de la présente servitude et de la réitération de celle-ci par acte authentique porté devant notaire,

6°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ladite convention de mise à disposition entre ENEDIS et l'Agglomération d'Agen,

7°/ DE DIRE que la recette sera inscrite au budget de l'exercice en cours.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président

Jean DIONIS du SÉJOUR

Partie à compléter impérativement par le BUREAU D'ETUDE

Adresse exacte d'implantation des ouvrages : *Terrier 47470 DONDAS*

Références cadastrales : *ZB 173, ZB 174*

Nom du poste implanté : *Terrier 47082P0034* Type : *PAC 4 UF*

Surface prise en compte sur la parcelle : *25m²*

Longueur et largeur totales des lignes électriques réseaux souterraines : *5 mètres de câbles BT*
2 mètres de câbles HTA

Longueur et largeur totales des lignes aériennes : *∅*

Nombre de support(s) : *∅*

Nombre de coffret réseaux : *∅*

Partie à compléter impérativement par LE PROPRIETAIRE –personne physique

(une fiche par propriétaire)

Nom et prénoms :

(pour les femmes mariées indiquer le nom de jeune fille).....

Date et lieu de naissance :

Adresse postale.....

N° tel adresse mail

Coordonnées du notaire détenant le titre de propriété ou copie du titre :

date acquisition du bien

Partie à compléter impérativement POUR LES SOCIETES, ASSOCIATIONS, COPROPRIETES

Dénomination Sociale

Numéro du registre du commerce et des sociétés :

Nom Prénom de la Personne habilitée à représenter la société :

Qualité (PDG, Directeur, Gérant) :

Adresse postale :

N° tel adresse mail

Coordonnées du notaire détenant le titre de propriété ou copie du titre :

date acquisition du bien

Partie à compléter impérativement POUR LES COLLECTIVITES LOCALES

Nom prénom et qualité de la personne habilitée à signer :

Adresse postale :

N° tel adresse mail

Joindre une copie de la délibération du conseil municipal ou date du conseil municipal :

❖ coordonnées du notaire détenant le titre de propriété ou copie du titre :

date acquisition du bien

Fait leSignature



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Dondas

Département : LOT ET GARONNE

N° d'affaire Enedis : DC26/077968 PROD BT / OS47-0004A_Dondas-Nord

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Monsieur Jean-Marc BAIZÉ agissant en qualité de Directeur Régional Enedis Aquitaine NORD, 4 rue Isaac NEWTON 33700 MERIGNAC, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom * : **AGGLOMERATION d'AGEN** représenté(e) par son (sa)
 , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil
 en date du

Demeurant à : **08 rue André Chénier 47000 AGEN**

Téléphone :

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(* Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(* Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

ARTICLE 1 - OCCUPATION

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m², situé DU BOURG faisant partie de l'unité foncière cadastrée ZB 0174 d'une superficie totale de 10659 m².

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m², situé DU BOURG faisant partie de l'unité foncière cadastrée ZB 0173 d'une superficie totale de 5100 m².

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique 47082P0034 Terrier et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis.l'(le) Poste de transformation de courant électrique 47082P0034 Terrier et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis.

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain, le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/ses intervention(s) au titre des présentes.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des droits réels ainsi constitués.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 – INDEMNITE

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de quatre cent euros (400 €).

ARTICLE 10 – LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 11 – FORMALITES

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en TROIS ORIGINAUX et passé à.....

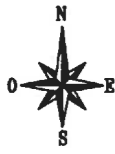
Le.....

| Nom Prénom | Signature |
|--|-----------|
| AGGLOMERATION d'AGEN représenté(e) par son (sa), ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du | |

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
- (2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le



Commune de DONDAS
Echelle 1/1250

Section ZB

173

174

34B10

Coffret projeté

Ligne HTA existante

2 câbles basse tension
projeté en souterrain

PAC 4UF projeté
47082P0034 Terrier

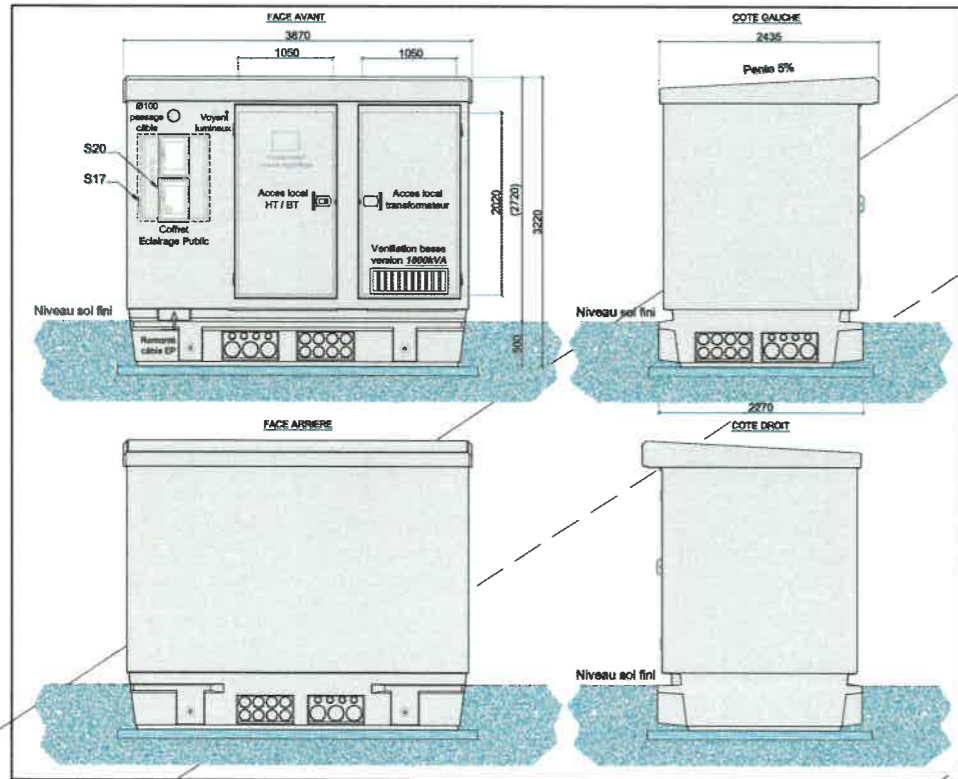
câble basse tension
projeté en souterrain

Coffret projeté

34C10

2 câbles haute tension
projetés en souterrain

PAC 4UF projeté
47082P0034 Terrier



BIGORRE

29

10

V.C. n°6

28



A RETOURNER
Signature Bon Pour Accord

161

Fiche Synthèse Projet

Implantation de structures photovoltaïques Sites Techniques de Dondas

Référents internes AA : Chloé PENIDON et Nazaré COSTA – Projet revalidé le 24/11/2022 par Christophe ENAULT

Éléments du dossier projet:

Emplacement serveur provisoire : S:\Voirie\TRAVAUX_EN_REGIE_UT\UTE\UTE_ChP\PHOTOVOLTAIQUE DONDAS

Pièce 1 - Délibération CCPAPS n°2020-024 du 25/06/2020 portant autorisation de lancement d'une procédure de sélection préalable à la délivrance d'un titre d'occupation temporaire du domaine public pour l'installation de centrales solaires en toiture et sur ombrières sur le site technique de Dondas.

Pièce 2 - Délibération CCPAPS n°2020-069 du 05/11/2020 portant autorisation de signature d'une Convention d'Occupation temporaire pour la construction de centrales solaires en toiture et ombrières sur le site technique de Dondas

COT CCPAPS et AVERGIES signée le 20/05/2021 et ses annexes

Pièce 3 -Présentation de l'offre initiale d'Avergies

Pièce 4 -Réponse du service Juridique de l'AA quant à la reprise de la COT suite à la fusion des EPCI au 01/01/2022

Pièce 5 – Compte rendu réunion du 31/03/2022

Pièce 6 – Note du 04/04/2022 – Éléments de contexte

Pièce 7 – Compte rendu de la réunion du 06/05/2022

Pièce 8 -Attestation d'unité foncière des sites techniques de Dondas émise par le DEAT- Foncier

Pièce 9 – Compte rendu de la réunion du 29/08/2022

Pièce 10 – Compte rendu de la réunion du 29/09/2022

Pièce 11 -Pièce Présentation de l'offre Avergies actualisée le 21/10/2022





Pièce 12 - Devis SEE YOU SUN n° 191022 du 19/10/2022 pour l'installation borne de rechargement véhicules électriques

Pièce 13- Dossier divers plans et documents d'analyses des contraintes

Pièce 14- Dossier divers correspondance mails

Pièce 15 - Fiche Synthèse Projet

Commentaires divers : **Démarrage chantier prévu Semaine 3 2024**

| Modifications apportées au projet initial | | |
|---|--|---|
| | Projet Initial | Projet Retenu |
| Implantations |  |  |
| Raccordements |  |  |
| Puissance solaire installée | 300 kWc | 398 kWc |
| Productible (P50) | 1108 kWh/kWc | 1108 kWh/kWc |
| Production annuelle | 332,4 MWh | 406,6 MWh |
| Tranchée pour rejoindre le poste HTA/BT | 325 m | 325 m |
| Tranchée sur site | | 115 m |
| Surface totale PV | 1675 m ² | 1759 m ² |

| | | |
|---|---|---|
| Date démarrage travaux | T2 2022 | T3 2023 |
| Durée des travaux | 8 à 10 sem | 8 à 10 sem |
| Bornes rechargement véhicules élec | | Ombrière parking vI Centre Technique – Prestation en sus, non comprise dans l'offre. Devis 5 149, 87 €HT |
| Convention d'Occupation Temporaire – Réalisation et exploitation Centrale Photovoltaïque | | |
| Convention signée le | 20/05/2021 | |
| Les parties | La Communauté de Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres représentée par son Président Jean-Louis COUREAU & SAS Ombrières Solaires 47, représentée par son Président François GUERIN | |
| Localisation de l'occupation | Déchetterie et Centre Technique, 3015 route du Bourg 47470 Dondas Références cadastrales 000 ZB 173 et 174 | |
| Objet de l'utilisation | La société bénéficiaire utilisera l'espace indiqué pour le développement, la conception, la réalisation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque en ombrière de parking et sur toiture afin de produire et commercialiser de l'électricité. | |
| Durée de la convention | 30 ans à compter de la mise en service de la centrale. | |
| Devenir de l'équipement en fin de convention | 3 options possibles : <ul style="list-style-type: none"> Par voie de l'accession, la collectivité récupère l'Equipement sans acte ni versement d'indemnité. Elle peut ainsi en disposer librement pour en assurer ou en faire assurer l'exploitation. La société bénéficiaire dépose l'installation et remet en état le domaine. Négociation de prorogation de la convention, 6 mois avant le terme. | |
| Maîtrise d'Ouvrage | La société bénéficiaire a seule qualité de maître d'ouvrage des travaux réalisation de l'équipement. Elle est la seule qualifiée tant pour donner les instructions nécessaires à la bonne exécution des travaux que pour prononcer la livraison de l'équipement. Durant les travaux d'implantation de l'Equipement, un technicien de la collectivité pourra participer aux réunions de chantier et accéder aux document d'exécution des entreprises. | |
| Maîtrise d'Œuvre | La société bénéficiaire fait son affaire de la maîtrise d'œuvre du projet, du choix et de la conduite des entreprises appelées à la mise en place de l'installation | |
| Responsabilité et assurances | La société bénéficiaire fait son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de l'installation de l'Equipement, de son fonctionnement et de son exploitation. Elle devra contracter toutes les assurances de dommages aux biens et de responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance. Ces contrats d'assurance devront notamment garantir la responsabilité civile, les risques d'incendie, de voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion et électriques, et autres dommage pouvant survenir au domaine mis à disposition. Les polices souscrites devront garantir la collectivité contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit tiré de l'utilisation du domaine. | |
| Impôts | Tous les impôts et taxes, quels qu'ils soient, liés à l'Equipement et à son exploitation, sont à la charge de la société bénéficiaire. | |
| Conditions financières | Redevance annuelle d'occupation versée par la société bénéficiaire à la collectivité durant toute la durée de la convention d'un montant de 700 € assujettie à la TVA. Pour la première année, redevance versée par virement bancaire dans les 30 jours suivant la mise en service de l'Equipement. Puis dans les 30 jours suivant la réception de l'état liquidatif adressé par la collectivité. | |
| Résiliation | Résiliation unilatérale de collectivité au motif d'intérêt général : effective après notification et 6 mois de préavis. Indemnisation de la société bénéficiaire, à déterminer à l'amiable et prenant en compte la part non amortie des ouvrages au jour de la résiliation et de la perte d'exploitation correspondante. A défaut d'accord amiable recours auprès du TA de Bordeaux. Résiliation pour inexécution des clauses et conditions : n'ouvre droit à aucune indemnisation du préjudice qui pourrait en résulter pour la société bénéficiaire. La collectivité s'engage à résilier la convention dans l'hypothèse où l'exploitation de l'équipement serait non rentable du fait d'un surcoût d'investissement de la centrale lié à des éléments non identifiés en avant-projet, d'une baisse de tarif d'achat ou d'un coût de raccordement trop élevé. Sous 15 jours après notification et production de justificatifs. | |
| Cession | Toute cession doit faire l'objet d'un accord préalable de la collectivité, notifié dans un délai de 4 mois à la société bénéficiaire. | |
| Maintenance (cf. Annexe 3 de la COT) | Tous les ans : Maintenance sur les onduleurs, le poste de livraison BT, TGBT, l'armoire électrique BT. Tous les 2 ans : Nettoyage des panneaux Si défaut d'entretien de la part de la société bénéficiaire, la collectivité à la possibilité de recourir à l'exécution d'office des travaux et d'en faire supporter la charge à la société bénéficiaire. | |

Intervenants projet :

| | | | | |
|-------------|--------------------|--|----------------------------------|----------------|
| 2021 CCPAPS | Romain LABROUSSE | Directeur Général des Services Communauté de Communes Porte d'Aquitaine en Pays de Serres – 06 12 25 69 72 | | |
| 2022 AA | Thierry VALETTE | Maire de Saint-Martin-de-Beauville, Délégué Communautaire en charge des Énergies Renouvelables | | |
| | Nazaré COSTA | Transition Environnementale | nazare.costa@agglo-agen.fr | 07 86 15 11 33 |
| | Christophe CORREIA | Déchets et Économie Circulaire | christophe.correia@agglo-agen.fr | 06 71 14 64 41 |
| | Jean-Louis PETIT | Déchets et Économie Circulaire | jean-louis.petit@agglo-agen.fr | 06 08 35 50 69 |
| AVERGIES | Chloé PENIDON | Voirie-Eclairage public | chloe.penidon@agglo-agen.fr | 07 86 00 01 38 |
| | Maxime DALBIN | Développeur Photovoltaïque | maxime.dalbin@avergies.fr | 07 64 73 48 27 |
| | Christophe COUDERC | Responsable Développement Photovoltaïque | christophe.couderc@avergies.fr | 07 77 16 85 06 |
| SEE YOU SUN | Bryan LÉBOURLIGU | Chargé de projet | blebourligu@seeyousun.fr | 07 77 64 84 78 |



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 12 DU 18 JANVIER 2024

OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET L'ENTREPRISE BONCOLAC - DON DE BIO SEAUX EN MATERIELS REEMPLOYES

Contexte

A compter du 1^{er} janvier 2024 les collectivités territoriales et établissements publics locaux doivent proposer aux ménages de leur territoire une solution pour traiter séparément leurs biodéchets. Ainsi l'Agglomération d'Agen entend déployer courant 2024 trois modes de tris, selon les zones territoriales.

Pour les zones concernées par le compostage de proximité, les ménages se verront allouer un composteur d'une capacité de 400 litres ainsi qu'un bio-seau leur permettant de collecter leurs biodéchets.

Parallèlement, l'Agglomération d'Agen s'est engagée dans une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale qui vise à optimiser les ressources sur un territoire, via une approche systémique qui s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels.

C'est dans ce contexte qu'elle s'est rapprochée de l'entreprise BONCOLAC, œuvrant dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire et producteur d'un grand nombre de seaux alimentaires (*environ 15 000 seaux alimentaires/an*).

Exposé des motifs

L'Agglomération d'Agen souhaite récupérer les seaux alimentaires produits par l'entreprise BONCOLAC pour la valoriser.

Pour ce faire, elle s'est également engagée dans une démarche solidaire en confiant des prestations de services aux structures de l'Economie Sociale et Solidaire de son territoire (ESS). A ce titre, un partenariat a été mis en place avec un prestataire local qui aura en charge la collecte hebdomadaire, le lavage et le flocage des seaux alimentaires avant d'être remis dans le circuit et distribués aux usagers comme contenant pour collecter leurs biodéchets. En plus de cette fonction, ils feront office d'outil de sensibilisation pour promouvoir les démarches d'économie circulaire auprès du grand public.

C'est dans le cadre de cette synergie qu'un partenariat expérimental pour la production de 3 000 contenants est envisagé entre l'Agglomération d'Agen et l'entreprise BONCOLAC.

L'Agglomération d'Agen :

- Coordonne le projet entre les différentes parties prenantes : l'entreprise Boncolac, l'Agglomération d'Agen et son prestataire issu de l'Economie Sociale et Solidaire chargé de la collecte, du lavage et du flocage des seaux.
- L'Agglomération d'Agen prend en charge financièrement la mise en œuvre du projet (*mise à disposition de l'équipement de stockage, collecte hebdomadaire, lavage, flocage et conditionnement des seaux, dotation des usagers*).
- Communique sur l'engagement des parties prenantes et valorise leur action (*logos de l'entreprise, articles de presse, etc*).
- Récupère et prend en charge 3 000 contenants sur la période de l'expérimentation.

L'entreprise BONCOLAC

- Met à disposition de l'Agglomération d'Agen 3 000 contenants, seaux alimentaires. Ces seaux sont mis à disposition vides de contenus alimentaires, sans être lavés et sans aucune contrepartie financière.
- Stocke et conditionne sur son site les contenants, à l'aide des matériels fournis (rolls) par le prestataire de l'Agglomération d'Agen, qui en assurera la collecte de façon hebdomadaire. Les seaux seront empilés et les couvercles rangés en vrac dans des sacs par les soins de l'entreprise Boncolac.
- S'assure que le lieu de stockage pour la collecte des contenants soit accessible pour le prestataire.
- Communique sur sa participation au projet par le biais de ses propres canaux.

L'entreprise BONCOLAC cède gracieusement les bio-seaux.

L'Agglomération d'Agen assumera les autres coûts du projet :

- Prestation de collecte hebdomadaire
- Lavage des seaux alimentaires
- Flocage des seaux alimentaires.

Soit un coût estimé à 13 680,00 € TTC

Cette convention prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et trouvera son terme à la réception totale des 3 000 contenants.

Cette action présente un caractère expérimental et ne pourra être reconduite. Ainsi, à l'issue de l'expérimentation, le traitement des seaux alimentaires reviendra à la charge de l'entreprise.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-10,

Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire,

Vu l'article 1.7 du chapitre 1 du titre 3 des statuts de l'Agglomération d'Agen « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu la délibération n° DCA_118/2021 du 16 décembre 2021 relative à l'approbation du service public de valorisation des déchets de demain (2022/2030) et notamment le programme d'actions liées à la gestion des déchets verts

Vu l'article 6.2 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour accepter les dons et les legs qui ne sont pas grevés de conditions ni de charges,

Considérant l'exposé ci-dessus,

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes de la convention de partenariat entre l'Agglomération d'Agen et l'entreprise BONCOLAC pour le don de bio-seaux en matériels réemployés,

2°/ DE DIRE que ce partenariat est expérimental et conclu pour un réemploi de 3000 contenants,

3°/ DE DIRE que ce partenariat est réalisé à titre gracieux et que l'Agglomération d'Agen assumera les autres coûts du projet liés à la collecte, au lavage et au flocage des contenants estimés 13 680 € TTC,

4°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les actes et documents y afférent.

Le Président,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président,

Jean DIONIS du SÉJOUR



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'AGGLOMÉRATION D'AGEN ET L'ENTREPRISE BONCOLAC POUR LE DON DE BIO SEAUX EN MATÉRIELS REEMPLOYÉS

*

ENTRE :

L'Agglomération d'Agen dont le siège est situé 8 rue André Chénier – BP 90045 - 47916 AGEN CEDEX 9, Représentée par Monsieur Patrick BUISSON, 4^{ème} vice-président en charge de la Transition Ecologique, de la Collecte et de la valorisation des déchets et de l'Economie circulaire, dûment habilité aux fins des présentes par la décision du Président n° ... en date du ...,

Désignée ci-après par « **l'Agglomération d'Agen** »

ET

L'entreprise BONCOLAC dont le siège est situé 2 chemin du Saylat - 47310 Estillac Représentée par M. ROBBERECHTS, Directeur de site

Désignée ci-après par BONCOLAC

PREAMBULE

Un tiers du contenu des poubelles ménagères des Français est constitué de déchets alimentaires, soit 83 kg de déchets résiduels par habitant/an. C'est dans ce cadre que, conformément à la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire dite « loi AGECE », la généralisation du tri à la source doit prendre effet au 1^{er} janvier 2024 pour tous les producteurs de déchets en France (collectivités et administrations, ménages, professionnels, etc.)

Les collectivités territoriales et établissements publics locaux doivent ainsi proposer aux ménages de leur territoire une solution pour traiter séparément leurs biodéchets. Ainsi, l'Agglomération d'Agen déploiera courant 2024 trois modes de tri pour les biodéchets selon des zones territoriales (zone de faible densité de population, zone de densité moyenne de population, zone à forte densité d'habitation). Pour chaque zone, des dotations de matériels de collecte seront allouées aux usagers.

Pour les zones concernées par le compostage de proximité, les ménages se verront allouer un composteur d'une capacité de 400 litres ainsi qu'un bio seau leur permettant de collecter leurs biodéchets.

Parallèlement, l'Agglomération d'Agen s'est engagée dans une démarche d'Ecologie Industrielle et Territoriale (EIT) depuis quelques années. Pilier de l'économie circulaire, l'écologie industrielle et territoriale vise à optimiser les ressources sur un territoire, via une approche systémique qui s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels. Ainsi, à une échelle territoriale donnée, les acteurs peuvent réduire leur impact environnemental en optimisant et/ou valorisant les flux qu'ils emploient et qu'ils génèrent. Concrètement, c'est ainsi que les déchets et co-produits peuvent devenir une matière première dans une autre activité. L'Agglomération d'Agen joue un rôle

de facilitateur dans cette démarche pour identifier les gisements et créer des synergies entre les acteurs de son territoire.

L'Agglomération d'Agen a identifié une synergie de substitution sur son territoire permettant la réutilisation et la valorisation d'un flux déchet.

L'entreprise BONCOLAC, œuvrant dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire, génère un grand nombre de seaux alimentaires contenant la matière première nécessaire à leur production. Cela représente plus de 15 000 seaux alimentaires par an. Ces seaux sont considérés comme des déchets et traités comme tel générant un coût pour l'entreprise.

L'Agglomération d'Agen a identifié ces seaux comme étant une ressource et souhaite leur donner une seconde vie en leur donnant une nouvelle vocation : ils seront transformés en bio seau dans le cadre du développement du tri à la source des biodéchets et distribués aux usagers en zone compostage.

L'Agglomération d'Agen s'est également engagée dans une démarche solidaire en confiant des prestations de services aux structures de l'Economie Sociale et Solidaire de son territoire (ESS). A ce titre, un partenariat a été mis en place avec un prestataire local qui aura en charge la collecte hebdomadaire, le lavage et le flocage des seaux alimentaires.

Enfin, ces bio seaux seront remis dans le circuit et distribués aux usagers comme contenant pour collecter leurs biodéchets en cuisine. En plus de cette fonction, ils feront office d'outil de sensibilisation pour promouvoir les démarches d'économie circulaire auprès du grand public.

Ce projet représente une vraie boucle circulaire et va permettre :

- De préserver les ressources et réduire la production de déchets
- Contribuer au dynamisme du territoire et à l'emploi local en fournissant de l'activité à une structure de l'économie sociale et solidaire
- Sensibiliser les acteurs du territoire à de nouvelles pratiques vertueuses

Lancé de façon expérimentale, ce projet concernera la récupération et remise en circuit de 3 000 contenants.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à l'économie circulaire,

Vu l'article 1.7 du chapitre 1 du titre 3 des statuts de l'Agglomération d'Agen « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu la délibération n° DCA_118/2021 du 16 décembre 2021 relative à l'approbation du service public de valorisation des déchets de demain (2022/2030) et notamment le programme d'actions liées à la gestion des déchets verts

Vu l'arrêté n°2022_AG_14 du Président de l'Agglomération d'Agen en date du 21 janvier 2022 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Patrick BUISSON, 4^{ème} Vice-Président en charge de la transition écologique, de la collecte, de la valorisation des déchets et de l'économie circulaire.

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions du partenariat entre l'Agglomération d'Agen et l'entreprise Boncolac dans le cadre de la synergie décrite en préambule. Cette synergie est lancée de façon expérimentale pour la production de 3 000 contenants.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'Agglomération d'Agen :

- Coordonne le projet entre les différentes parties prenantes : L'entreprise Boncolac, l'Agglomération d'Agen et son prestataire issu de l'Economie Sociale et Solidaire chargé de la collecte, du lavage et du flocage des seaux.
- L'Agglomération d'Agen prend en charge financièrement la mise en œuvre du projet (mise à disposition de l'équipement de stockage, collecte hebdomadaire, lavage, flocage et conditionnement des seaux, dotation des usagers)
- Communique sur l'engagement des parties prenantes et valorise leur action (logos de l'entreprise, articles de presse, etc)

Récupère et prend en charge 3 000 contenants sur la période de l'expérimentation.

L'entreprise BONCOLAC

- Met à disposition de l'Agglomération d'Agen 3 000 contenants, seaux alimentaires. Ces seaux sont mis à disposition vides de contenus alimentaires, sans être lavés et sans aucune contrepartie financière
- Stocke et conditionne sur son site les contenants, à l'aide des matériels fournis (rolls) par le prestataire de l'Agglomération d'Agen, qui en assurera la collecte de façon hebdomadaire. Les seaux seront empilés et les couvercles rangés en vrac dans des sacs par les soins de l'entreprise Boncolac.
- S'assure que le lieu de stockage pour la collecte des contenants soit accessible pour le prestataire
- Communique sur sa participation au projet par le biais de ses propres canaux.

ARTICLE 3 – DURÉE

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature par les parties et trouvera son terme à la réception totale des 3 000 contenants.

Cette action présente un caractère expérimental et ne pourra être reconduite.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

L'entreprise BONCOLAC cède gracieusement les bioseaux.

L'Agglomération d'Agen assumera les autres coûts du projet :

- Prestation de collecte hebdomadaire
- Lavage des seaux alimentaires
- Flocage des seaux alimentaires.

Soit un coût estimé à 13 680,00 € TTC.

A l'issue de cette expérimentation, le traitement des seaux alimentaires reviendra à la charge de l'entreprise BONCOLAC.

ARTICLE 5 - MODIFICATION

La présente convention pourra, à tout moment, faire l'objet d'une modification. Cette dernière devra requérir l'accord des parties et prendra la forme d'un avenant.

ARTICLE 6 –RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles demeurées infructueuses.

Par ailleurs, l'Agglomération d'Agen se réserve le droit de résilier la présente convention pour tout motif d'intérêt général, sans préavis, ni indemnités.

ARTICLE 7- REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le Tribunal administratif de Bordeaux (*situé 9, rue Tastet, 33000 Bordeaux*).

Fait à Agen
Le

Pour l'Agglomération d'Agen
Le Vice-Président,

Monsieur Patrick BUISSON

Pour l'entreprise BONCOLAC
Le Directeur de site,

Monsieur ROBBERECHTS,



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 13 DU 18 JANVIER 2024

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL AGEN-GARONNE

Contexte

L'Agglomération d'Agen met à disposition de l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) Agen-Garonne deux de ses agents :

- Un(e) Gestionnaire carrière/paie.
- 1 Gestionnaire Comptable.

Exposé des motifs

Le travail des agents mis à disposition est organisé par l'Etablissement Public Foncier Local Agen-Garonne (*organisme d'accueil*) dans les conditions suivantes :

- Un(e) gestionnaire carrière/paie pour la saisie des dossiers sur logiciel Astre RH, saisie de la paie et vérification, pré-mandatement, mandatement, dématérialisation de la paie, gestion des maladies (*paie*), gestion des accidents de travail (*paie*) à hauteur de quatre heures mensuelles.
- Un(e) gestionnaire comptable pour le suivi du budget à hauteur de six heures mensuelles.

La mise à disposition de ces agents est convenue pour une durée de trois ans, du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2026.

Pendant toute la durée de la mise à disposition, les agents continuent à percevoir leur traitement ainsi que les compléments de rémunération éventuels, lesquels sont réglés par l'Agglomération d'Agen. L'Etablissement Public Foncier Local Agen Garonne remboursera à l'Agglomération d'Agen, le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes au temps des agents mis à disposition.

Le coût de la mise à disposition des agents est estimé à 2 620,00 euros/an.

Le montant du remboursement dû par l'Etablissement Public Foncier Local Agen Garonne étant estimatif au jour des présentes, ce dernier sera régularisé et réévalué lors du calcul au réel sur le titre de recette émis en fin d'année au regard des heures réellement réalisées.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L. 512-6 à L. 512-17

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics,

Vu l'article 2.1 de la délibération n° DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour prendre toute décision concernant l'attribution et le règlement des subventions, participations, conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen d'un montant inférieur ou égal à 10 000 € TTC,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes de la convention de mise à disposition de personnel entre l'Agglomération d'Agen et l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) Agen Garonne,

2°/ DE DIRE que cette mise à disposition est consentie pour une durée de 3 années, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026,

3°/ DE DIRE que cette mise à disposition est estimée à 2 620,00 € par an, qui seront intégralement remboursés par l'EPFL à l'Agglomération d'Agen sur la base des heures réellement réalisées,

4°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ladite convention ainsi que tous actes et documents y afférents avec l'EPFL Agen Garonne,

5°/ DE DIRE que les crédits seront prévus au budget de l'exercice 2024 et suivants.

Le Président,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme

Le Président,

Jean DIONIS du SÉJOUR

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL
ENTRE **L'AGGLOMÉRATION D'AGEN** ET
L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL AGEN-GARONNE

Entre :

L'Agglomération d'Agen, dont le siège se trouve 8, rue André Chénier, 47 000 Agen, représentée par Madame Pascale LUGUET, Vice-Présidente en charge des Ressources Humaines, agissant en vertu de la décision du Président n° ..., en date du ...,

D'une part,

Et :

L'Etablissement Public Foncier Local Agen-Garonne, dont le siège se trouve 8, rue André Chénier, 47000 Agen, représentée par monsieur Georges Rives, Directeur, agissant en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 21 décembre 2023,

D'autre part,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L. 512-6 à L. 512-17

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics,

Vu l'arrêté n°2022-AG-15 en date du 21 janvier 2022, portant délégation de fonction à Madame Pascale LUGUET, 5^{ème} Vice-Présidente en charge des Ressources Humaines,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet d'encadrer les modalités de la mise à disposition, par l'Agglomération d'Agen au profit de l'Etablissement Public Foncier Local Agen-Garonne, de deux agents :

- Un(e) gestionnaire carrière/paie.
- Un(e) gestionnaire comptable.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention prend effet à compter du jour de sa signature par les parties.
La mise à disposition des agents est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI

Le travail des agents mis à disposition en application de la présente convention est organisé par l'Etablissement Public Foncier Local Agen-Garonne dans les conditions suivantes :

- Un(e) gestionnaire carrière/paie pour la saisie des dossiers sur le logiciel Astre RH, saisie de la paie et vérification, pré-mandatement, mandatement, dématérialisation de la paie, gestion des maladies (*paie*), gestion des accidents de travail (*paie*) à hauteur de quatre heures mensuelles.
- Un(e) gestionnaires comptable pour le suivi du budget de l'EPFL Agen-Garonne à hauteur de six heures mensuelles.

L'employeur d'origine sera tenu informé des dates de congés annuels et destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève...

La situation administrative et les décisions (*avancements, octroi de temps partiel, congés maladie sauf CMO, congé de formation, actions relevant du DIF, discipline...*) de ces agents relèvent de l'établissement d'origine après avis de l'organisme d'accueil.

ARTICLE 4 : REMUNERATION

L'Etablissement Public Foncier Local Agen-Garonne versera directement à ces agents un complément de rémunération justifié par leurs fonctions, selon les règles applicables aux personnels de l'organisme d'accueil. Les arrêtés de mise à disposition individuels des agents préciseront, s'il y a lieu, la nature de ce complément de rémunération.

ARTICLE 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Pendant toute la durée de la mise à disposition, les agents continuent à percevoir leur traitement ainsi les compléments de rémunération éventuels, lesquels sont versés par l'organisme d'origine.

L'Etablissement Public Foncier Local Agen Garonne remboursera à l'Agglomération d'Agen, le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes au temps des agents mis à sa disposition.

Le coût de la mise à disposition des agents est estimé à 2620 euros/an. S'agissant d'une estimation, le montant définitif sera régularisé en fin d'année au regard des heures réellement réalisées.

ARTICLE 6 : FORMATION

L'Etablissement Public Foncier Local Agen-Garonne supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier les agents mis à sa disposition.

ARTICLE 7 : FIN DE MISE A DISPOSITION

La mise à disposition peut prendre fin à l'initiative de l'Agglomération d'Agen ou à l'initiative de l'Etablissement Public Foncier Local Agen-Garonne ou à l'initiative de l'agent moyennant un préavis d'un mois.

ARTICLE 8 : RENOUELEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention pourra être renouvelée par accord express et écrit des deux parties, intervenu avant l'échéance du 31 décembre 2026.

ARTICLE 9 : MODIFICATION

La présente convention pourra, à tout moment de son exécution, être modifiée. Cette modification devra requérir l'accord des parties.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de

tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

ARTICLE 10 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution ou l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux (*situé 9, rue Tastet, 33 000 BORDEAUX*). Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS DIVERSES

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise aux trois fonctionnaires avant signature dans des conditions leur permettant d'exprimer leur accord.

Fait à Agen, le XX,

Pour l'EPFL Agen-Garonne,
Le Directeur,

Monsieur Georges Rives

Pour l'Agglomération d'Agen,
La Vice-Présidente en charge des Ressources
Humaines,

Madame Pascale LUGUET



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 014 DU 18 JANVIER 2024

OBJET : AVENANTS AUX CONTRATS D'ASSURANCES POUR LA COUVERTURE DES RISQUES AUTOMOBILES ET AUTO COLLABORATEURS

Exposé des motifs

L'Agglomération d'Agen a souscrit deux contrats d'assurances pour la couverture des « Risques Automobiles » et la garantie « Auto collaborateur » avec la société SMACL Assurances, enregistrée sous le numéro SIRET 833 817 224 00029.

Ces contrats sont arrivés à échéance au 31 décembre 2023 et la consultation engagée en vue de leur renouvellement a été déclarée infructueuse. En conséquence, Il convient de prolonger ces contrats jusqu'au 31 mars 2024.

L'avenant n°3 du contrat 4 « véhicule à moteur » et l'avenant n°1 du contrat 4 « Auto-Collaborateur » ont pour objet de prolonger les contrats, dans tous leurs effets jusqu'au 31 mars 2024 avec l'application d'une majoration de la cotisation de 15% HT (indexation contractuelle incluse).

Il en résulte pour la période courant à compter du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 mars 2024 :

- une cotisation pour l'avenant 3 du contrat 4 « véhicule à moteur » d'un montant de 23 488,78 € HT, soit 27 186,85 € TTC,
- une cotisation pour l'avenant 1 du contrat 4 « auto collaborateur » d'un montant de 423,14 € HT soit 512,40 € TTC.

Il convient de préciser que cette prolongation, d'une durée de trois mois, est rendue nécessaire pour permettre à la Ville d'Agen d'engager les procédures nécessaires à l'attribution de ces contrats à un nouvel opérateur économique, à la suite de la déclaration d'infructuosité de la procédure de renouvellement lancée en fin d'année 2023.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-10,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu l'article 1.1 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant les avenants aux marchés publics sans limitation (y compris pour les marchés formalisés) et quel que soit le pourcentage d'augmentation de l'avenant, même lorsque celui-ci entraîne une augmentation du montant initial supérieur de 5%,

CONSIDERANT l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les avenants n°3 du contrat 4 « véhicule à moteur » et l'avenant n°1 du contrat 4 « Auto-Collaborateur »,

2°/ DE DIRE que les présents contrats sont prolongés dans tous leurs effets jusqu'au 31 mars 2024 avec application d'une majoration de la cotisation de 15% (indexation contractuelle incluse),

3°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ledit acte modificatif en cours d'exécution avec la société SMACL Assurances,

4°/ DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2024.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président,

Jean DIONIS du SEJOUR



AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
CS 10190
47916 AGEN CEDEX 9

Indice en vigueur : 138,40

N° : 095470/X

N° Police : V.A.M.0004

AVENANT

NUMERO

0003

VEHICULES A MOTEUR

D'un commun accord entre les parties, et sans qu'il soit autrement dérogé aux clauses et conditions du contrat auquel il est annexé, le présent avenant entérine les modifications définies à l'état ci-joint, ainsi que les dispositions ci-après

CLAUSES GENERALES

CP.002 : PROLONGATION DU CONTRAT VEHICULES A MOTEUR - 31/03/2024 -

D'un commun accord entre les parties, le présent contrat est prolongé dans tous ses effets jusqu'au 31/03/2024 avec application d'une majoration de la cotisation de 15 % HT (indexation contractuelle incluse).

Niort, le 10 janvier 2024.

Pour la Personne Morale,

Pour la Société,
Le Directeur Général
Patrick BLANCHARD

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 1

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2023

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|---|-------------|---------------|
| 187 | GS-309-PJ KUBOTA - SERVICE : VA254 | 5.25 | 6.53 |
| 188 | OSELPWSH0170 SENNEBOGEN - SERVICE : VA253 | 30.59 | 37.86 |
| 189 | 414525116 TORO - SERVICE : VA255 SEVE | 13.35 | 16.59 |
| 190 | GA-011-DA RENAULT | 20.31 | 24.84 |
| 191 | PELLE LIEBHE LIEBHERR - SERVICE : VA256 | 12.44 | 15.40 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | TOTALISATION (en Euros) | 81.94 | 101.22 |

**Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.**

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 2

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-----------------------|-------------|---------------|
| | ACTES DE TERRORISME | 5.90 | 5.90 |
| 1 | DA-617-FQ LIDER | .76 | 1.02 |
| 2 | 3TH7M531 NON AFFECTE | 206.12 | 223.06 |
| 3 | 78TN47 MSC | 110.78 | 137.25 |
| 4 | DA-594-FQ RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 5 | 2408TR47 RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 6 | 7104TR47 RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 7 | DA-582-FQ MERCEDES | 206.12 | 223.06 |
| 8 | DA-575-FQ JOHN DEERE | 206.12 | 223.06 |
| 9 | DE-951-FL RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 10 | AN-774-DC FIAT | 110.78 | 137.25 |
| 11 | VEHA015 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 12 | FJ-707-DT VALTRA | 239.84 | 256.78 |
| | EN COURS (en Euros) | 1 638.65 | 1 859.87 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 3

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-----------------------|-------------|---------------|
| 13 | VEHV019 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 14 | 2081TB47 SOREL | .76 | 1.02 |
| 15 | GF-153-TP RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 16 | XQ0042228 PACKMAT | 22.86 | 28.41 |
| 17 | CW-287-YM RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 18 | GJ-950-YF VALTRA | 206.12 | 223.06 |
| 19 | GJ-856-NM RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 20 | DA-617-KJ RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 21 | 2472TV47 RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 22 | 2477TV47 RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 23 | AN-741-DC CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 24 | DD-514-YP RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 25 | AN-849-DC RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| | EN COURS (en Euros) | 3 144.11 | 3 618.46 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 4

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-----------------------|-------------|---------------|
| 26 | AN-713-DC RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 27 | 2649VA47 TRIGANO | .76 | 1.02 |
| 28 | 9017VA47 RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 29 | 9395VA47 RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 30 | 2285VB47 RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 31 | EX-726-RQ PEUGEOT | 151.31 | 185.08 |
| 32 | EX-971-RQ PEUGEOT | 151.31 | 185.08 |
| 33 | EW-479-XN PEUGEOT | 151.31 | 185.08 |
| 34 | EZ-770-AF TOYOTA | 151.31 | 185.08 |
| 35 | EZ-259-CS LINDNER | 239.84 | 256.78 |
| 36 | FC-014-ZM JOHN DEERE | 22.86 | 28.41 |
| 37 | FD-483-DA RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 38 | FD-729-ZT RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| | EN COURS (en Euros) | 4 847.08 | 5 635.85 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 5

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|------------------------|-------------|---------------|
| 39 | FD-942-ZT RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 40 | FD-976-ZS RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 41 | FG-245-QW RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 42 | FG-326-XQ TOYOTA | 151.31 | 185.08 |
| 43 | CP0580816 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 44 | CP1611623 PACKMAT | 22.86 | 28.41 |
| 45 | FN-284-AC RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 46 | CJ-652-HA LIDER | .76 | 1.02 |
| 47 | FP-231-JQ RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 48 | FT-577-ZN VALTRA | 239.84 | 256.78 |
| 49 | FT-245-QA PEUGEOT | 151.31 | 185.08 |
| 50 | DE-684-VV RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 51 | FW-477-CL PEUGEOT | 151.31 | 185.08 |
| | EN COURS (en Euros) | 6 840.22 | 7 892.26 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 6

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-------------------------|-------------|---------------|
| 52 | FX-138-VF RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 53 | FY-168-JV RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 54 | FZ-529-BS RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 55 | RH21C00307 NON AFFECTEE | 22.86 | 28.41 |
| 56 | GB-449-RE RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 57 | GC-429-WP RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 58 | FL-638-XT RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 59 | GD-497-WG CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 60 | GE-783-YH CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 61 | GF-807-PV NOREMAT | 239.84 | 256.78 |
| 62 | GE-186-JT CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 63 | MX5075T NON AFFECTEE | 22.86 | 28.41 |
| 64 | 1744VJ47 PEUGEOT | 110.78 | 137.25 |
| | EN COURS (en Euros) | 8 952.47 | 10 295.63 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 7

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|------------------------|-------------|---------------|
| 65 | 4772VJ47 RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 66 | 7918VJ47 RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 67 | AC-337-EF CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 68 | AC-591-SW CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 69 | AC-855-SW CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 70 | AE-567-LZ MERCEDES BEN | 206.12 | 223.06 |
| 71 | AL-615-VM FIAT | 110.78 | 137.25 |
| 72 | PK2791023 PACKMAT P | 13.77 | 17.68 |
| 73 | AV-931-DQ MITSUBISHI | 110.78 | 137.25 |
| 74 | AV-856-ZS IVECO | 206.12 | 223.06 |
| 75 | AY-426-HG IVECO | 110.78 | 137.25 |
| 76 | VEHA010 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 77 | AN-719-ZM CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| | EN COURS (en Euros) | 10 579.95 | 12 183.98 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 8

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-----------------------|-------------|---------------|
| 78 | BJ-317-ZK RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 79 | BK-495-DL RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 80 | VEHA016 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 81 | BV-943-LL JOHN DEERE | 13.77 | 17.68 |
| 82 | AT-075-WN RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 83 | BV-254-SV NEW HOLLAND | 206.12 | 223.06 |
| 84 | BW-144-ZS JOHN DEERE | 206.12 | 223.06 |
| 85 | BZ-323-FY CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 86 | BX-600-ZH CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 87 | BZ-507-LT CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 88 | BZ-546-LT CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 89 | CB-032-NX RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 90 | CC-349-RR GOURDON | .76 | 1.02 |
| | EN COURS (en Euros) | 12 192.75 | 14 021.91 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 9

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-----------------------|-------------|---------------|
| 91 | DH182J KYMCO | 32.31 | 39.25 |
| 92 | CF-818-GF CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 93 | VEHA013 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 94 | CT-865-KH RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 95 | CW-530-EK RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 96 | CV-234-GM RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 97 | CW-662-DQ RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 98 | CX-281-FZ RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 99 | VEHA005 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 100 | DA-924-SX RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 101 | DB-518-QR RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 102 | DF-196-DY RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 103 | DF-531-HN RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| | EN COURS (en Euros) | 13 680.14 | 15 760.17 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 10

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|------------------------|-------------|---------------|
| 104 | DD866N KYMCO | 32.31 | 39.25 |
| 105 | DM-787-EW RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 106 | DN-445-BD PEUGEOT | 110.78 | 137.25 |
| 107 | DN-826-DZ PEUGEOT | 110.78 | 137.25 |
| 108 | DN-828-DZ PEUGEOT | 110.78 | 137.25 |
| 109 | DN-831-DZ PEUGEOT | 110.78 | 137.25 |
| 110 | DN-532-VK RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 111 | VEHA001 NON AFFECTEE | 32.31 | 39.25 |
| 112 | CP0801241 PACKMAT | 13.77 | 17.68 |
| 113 | BS-138-AJ DAUDIN | .76 | 1.02 |
| 114 | VEHA002 NON AFFECTEE | 32.31 | 39.25 |
| 115 | DP-023-PQ TRIGANO REMO | .76 | 1.02 |
| 116 | DW-754-PK RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| | EN COURS (en Euros) | 14 696.88 | 16 977.92 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 11

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|------------------------|-------------|---------------|
| 117 | DY-357-AP RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 118 | DY-849-GA RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 119 | VEHA011 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 120 | EB-779-KB GOURDON | .76 | 1.02 |
| 121 | VEHA003 NON AFFECTEE | 32.31 | 39.25 |
| 122 | VEHA006 NON AFFECTEE | 22.86 | 28.41 |
| 123 | EC-153-ZT CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 124 | CW-533-SX DUCATI | 32.31 | 39.25 |
| 125 | VEHA009 NON AFFECTEE | 13.77 | 17.68 |
| 126 | 5828TZ47 BAROCLEAN | .76 | 1.02 |
| 127 | EF-348-ZG JOHN DEERE | 239.84 | 256.78 |
| 128 | EE-067-GP RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 129 | PK4851610 NON AFFECTEE | 22.86 | 28.41 |
| | EN COURS (en Euros) | 15 777.36 | 18 195.48 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 12

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|------------------------|-------------|---------------|
| 130 | EH-065-SX RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 131 | EH-080-SX RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 132 | EH-085-SX RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 133 | EH-399-SX RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 134 | EH-761-SX RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 135 | EJ-571-ZQ RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 136 | EJ-198-WJ RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 137 | EM-396-GL RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 138 | 00000000 NON AFFECTEE | .76 | 1.02 |
| 139 | EM-542-KH RENAULT TRUC | 151.31 | 185.08 |
| 140 | EN-401-FW PEUGEOT | 151.31 | 185.08 |
| 141 | ER-380-LK CLAAS | 239.84 | 256.78 |
| 142 | ES-068-QF RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| | EN COURS (en Euros) | 17 656.78 | 20 393.41 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 13

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-----------------------|-------------|---------------|
| 143 | VEHA014 NON AFFECTEE | 22.86 | 28.41 |
| 144 | VEHA007 NON AFFECTEE | 22.86 | 28.41 |
| 145 | ET-359-FN FUSO | 239.84 | 256.78 |
| 146 | ET-958-QD RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 147 | EX-843-EM CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 148 | EX-058-EN CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 149 | EX-977-EM CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 150 | EX-700-EM CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 151 | EX-924-EM CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 152 | EX-975-GV CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 153 | EX-731-GV CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 155 | GN-105-FG CITROEN | 151.31 | 185.08 |
| 156 | EL-576-YP RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| | EN COURS (en Euros) | 19 543.97 | 22 629.51 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 14

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-----------------------|-------------|---------------|
| 157 | AB-957-CE RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 158 | AL-537-HL RENAULT | 110.78 | 137.25 |
| 159 | AZ-405-XB RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 160 | DF-140-GX CITROEN | 110.78 | 137.25 |
| 161 | AL-663-HL MERCEDES | 206.12 | 223.06 |
| 162 | CV-811-ZQ MERCEDES | 206.12 | 223.06 |
| 163 | DJ-299-VK RENAULT | 239.84 | 256.78 |
| 164 | FG-823-TN RENAULT | 206.12 | 223.06 |
| 165 | AN-316-WM GOURDON | 22.86 | 28.41 |
| 166 | EN-890-KW LIDER | 22.86 | 28.41 |
| 167 | DE-988-BK NEW HOLLAND | 22.86 | 28.41 |
| 168 | 201087 JOHN DEERE | 22.86 | 28.41 |
| 169 | AV-530-ZJ CLAAS | 99.77 | 123.47 |
| | EN COURS (en Euros) | 21 131.84 | 24 427.39 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 15

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|-------------------------------------|-------------|---------------|
| 170 | CG226222 CASE | 99.77 | 123.47 |
| 171 | 5511296 LIEBHERR | 99.77 | 123.47 |
| 172 | 101170611 BOMAG | 99.77 | 123.47 |
| 173 | CAT910 CATERPILLAR | 99.77 | 123.47 |
| 174 | PW55-R9 HYUNDAI | 99.77 | 123.47 |
| 176 | 113412124055 ELIET | 99.77 | 123.47 |
| 178 | 113412124055 ELIET | 49.84 | 58.17 |
| 179 | 103015127177 OHASHI | 49.84 | 58.17 |
| 180 | 2307005 ELIET | 49.84 | 58.17 |
| 181 | GR-373-FN VLEMMIX | 99.77 | 123.47 |
| 182 | FD-407-KF RENAULT - SERVICE : VA250 | 239.84 | 256.78 |
| 183 | FB-352-WD RENAULT - SERVICE : VA251 | 239.84 | 256.78 |
| 184 | FA-291-CX RENAULT - SERVICE : VA252 | 239.84 | 256.78 |
| | EN COURS (en Euros) | 22 699.27 | 26 236.53 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

MSM272

LE : 10/01/2024

Page : 16

REFERENCE
95470/X

AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
47916 AGEN CEDEX 9

TYPE DE GARANTIE : VEHICULE A MOTEUR
CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

ETAT ANALYTIQUE DES COTISATIONS

ANNEE : 2024

| RIS | DESIGNATION DU RISQUE | MONTANT H T | MONTANT T T C |
|-----|---|-------------|---------------|
| 185 | EC-303-WL RENAULT - SERVICE : VA223 | 110.78 | 137.25 |
| 186 | ET-102-ZM RENAULT - SERVICE : VA227 | 206.12 | 223.06 |
| 187 | GS-309-PJ KUBOTA - SERVICE : VA254 | 22.86 | 28.41 |
| 188 | OSELPWSH0170 SENNEBOGEN - SERVICE : VA253 | 99.77 | 123.47 |
| 189 | 414525116 TORO - SERVICE : VA255 SEVE | 22.86 | 28.41 |
| 190 | GA-011-DA RENAULT | 151.31 | 185.08 |
| 191 | PELLELIEBHE LIEBHERR - SERVICE : VA256 | 99.77 | 123.47 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | TOTALISATION (en Euros) | 23 412.74 | 27 085.68 |

Ce document reprend risque par risque les cotisations figurant à l'appel de cotisations, toutefois compte tenu des arrondis et des règles fiscales il n'a pas de valeur contractuelle.
Pour tout paiement, il convient de se reporter aux montants facturés à l'appel de cotisation.

(MSM197)

INTERCALAIRE V

LE 10/01/2024

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

1

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 1 | 8 | LIDER | . | DA-617-FQ | 14042005 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 2 | 5 | NON AFFECTE | . | 3TH7M531 | 01012013 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 3 | 0 | MSC | L200 | 78TN47 | 16012004 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 4 | 5 | RENAULT | KERAX270.19 | DA-594-FQ | 05112004 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 5 | 0 | RENAULT | CLIO | 2408TR47 | 14122004 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 6 | 0 | RENAULT | MASTER | 7104TR47 | 02022005 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 7 | 5 | MERCEDES | . | DA-582-FQ | 13032007 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 8 | 5 | JOHN DEERE | 5720 | DA-575-FQ | 22062007 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 9 | 0 | RENAULT | TRAFFIC | DE-951-FL | 12072007 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 10 | 0 | FIAT | PUNTO VAN GN | AN-774-DC | 08102007 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 11 | 4 | NON AFFECTEE | BW 120 AC 3 | VEHA015 | 01012008 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 12 | 5 | VALTRA | SERIE N | FJ-707-DT | 29072019 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 13 | 4 | NON AFFECTEE | A312 | VEHV019 | 01012005 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 14 | 8 | SOREL | . | 2081TB47 | 01122000 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 15 | 0 | RENAULT | MASTER | GF-153-TP | 12042022 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 16 | 4 | PACKMAT | PK421 | XQ0042228 | 28042022 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 17 | 0 | RENAULT | MASTER | CW-287-YM | 16072013 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 17
NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

2

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|---------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 18 | 5 | VALTRA | 62504 | GJ-950-YF | 20032006 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 19 | 5 | RENAULT | D WIDE | GJ-856-NM | 23092022 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 20 | 5 | RENAULT | PRENIUM | DA-617-KJ | 14112013 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 21 | 0 | RENAULT | CLIO | 2472TV47 | 05072005 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 22 | 0 | RENAULT | KANGOO | 2477TV47 | 05072005 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 23 | 0 | CITROEN | C2 | AN-741-DC | 13102005 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 24 | 0 | RENAULT | CLIO | DD-514-YP | 31052006 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 25 | 0 | RENAULT | CLIO SOCIETE | AN-849-DC | 25072006 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 26 | 0 | RENAULT | CLIO SOCIETE | AN-713-DC | 25072006 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 27 | 8 | TRIGANO | . | 2649VA47 | 29112006 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 28 | 0 | RENAULT | CLIO | 9017VA47 | 02022007 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 29 | 0 | RENAULT | CLIO | 9395VA47 | 07022007 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 30 | 0 | RENAULT | KANGOO | 2285VB47 | 06032007 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 31 | 0 | PEUGEOT | ION | EX-726-RQ | 29052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 32 | 0 | PEUGEOT | ION | EX-971-RQ | 29052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 33 | 0 | PEUGEOT | ION | EW-479-XN | 25042018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 34 | 0 | TOYOTA | YARIS HYBRID | EZ-770-AF | 12072018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 34

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

3

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 35 | 5 | LINDNER | LINTRAC | EZ-259-CS | 18072018 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 36 | 4 | JOHN DEERE | . | FC-014-ZM | 07012019 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 37 | 5 | RENAULT | D WIDE | FD-483-DA | 15012019 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 38 | 0 | RENAULT | MASTER | FD-729-ZT | 21022019 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 39 | 0 | RENAULT | MASTER | FD-942-ZT | 21022019 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 40 | 5 | RENAULT | C320P 4X2 | FD-976-ZS | 21102019 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 41 | 0 | RENAULT | MAXITY | FG-245-QW | 31052019 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 42 | 0 | TOYOTA | YARIS HYBRID | FG-326-XQ | 12062019 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 43 | 4 | NON AFFECTEE | PK421 | CP0580816 | 01062008 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 44 | 4 | PACKMAT | N SERIE | CP1611623 | 23082019 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 45 | 5 | RENAULT | D | FN-284-AC | 14012020 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 46 | 8 | LIDER | . | CJ-652-HA | 23122008 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 47 | 5 | RENAULT | D WIDE | FP-231-JQ | 12032020 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 48 | 5 | VALTRA | SERIE N | FT-577-ZN | 06112020 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 49 | 0 | PEUGEOT | BOXER | FT-245-QA | 22102020 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 50 | 5 | RENAULT | PRENIUM.D WI | DE-684-VV | 10042014 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 51 | 0 | PEUGEOT | EXPERT | FW-477-CL | 24122020 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 51

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

4

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 52 | 0 | RENAULT | MASTER | FX-138-VF | 12032021 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 53 | 5 | RENAULT | D WIDE | FY-168-JV | 06042021 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 54 | 0 | RENAULT | KANGOO | FZ-529-BS | 05052021 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 55 | 4 | NON AFFECTEE | . | RH21C00307 | 08072021 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 56 | 5 | RENAULT | . | GB-449-RE | 09092021 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 57 | 5 | RENAULT | C | GC-429-WP | 08112021 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 58 | 5 | RENAULT | D WIDE | FL-638-XT | 28112019 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 59 | 0 | CITROEN | C3 | GD-497-WG | 28122021 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 60 | 0 | CITROEN | C3 | GE-783-YH | 28022022 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 61 | 5 | NOREMAT | VSV | GF-807-PV | 01042022 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 62 | 0 | CITROEN | BERLINGO | GE-186-JT | 28012022 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 63 | 4 | NON AFFECTEE | . | MX5075T | 01012022 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 64 | 0 | PEUGEOT | PARTNER | 1744VJ47 | 10122008 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 65 | 5 | RENAULT | MIDLUM | 4772VJ47 | 13012009 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 66 | 5 | RENAULT | PREMIUM | 7918VJ47 | 12022009 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 67 | 0 | CITROEN | C3 ENT SX 14 | AC-337-EF | 28072009 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 68 | 0 | CITROEN | BERLINGO FG6 | AC-591-SW | 08092009 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 68

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

5

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 69 | 0 | CITROEN | BERLINGO FG6 | AC-855-SW | 08092009 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 70 | 5 | MERCEDES BEN | AXOR | AE-567-LZ | 30102009 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 71 | 0 | FIAT | DUCATO | AL-615-VM | 16022010 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 72 | 4 | PACKMAT P | PK 401 | PK2791023 | 06052010 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 73 | 0 | MITSUBISHI | CANTER 3C13N | AV-931-DQ | 17062010 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 74 | 5 | IVECO | AD190T31 | AV-856-ZS | 30062010 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 75 | 0 | IVECO | DAILY 35C15 | AY-426-HG | 11082010 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 76 | 4 | NON AFFECTEE | TOMERO 15 | VEHA010 | 01012011 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 77 | 0 | CITROEN | C1 | AN-719-ZM | 23032010 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 78 | 5 | RENAULT | MIDLUM | BJ-317-ZK | 08032011 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 79 | 5 | RENAULT | MIDLUM | BK-495-DL | 11032011 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 80 | 4 | NON AFFECTEE | MT732 | VEHA016 | 10052011 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 81 | 4 | JOHN DEERE | 3520 | BV-943-LL | 26092011 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 82 | 0 | RENAULT | CLIO III | AT-075-WN | 11062010 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 83 | 5 | NEW HOLLAND | T6010 | BV-254-SV | 30092011 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 84 | 5 | JOHN DEERE | 5100M | BW-144-ZS | 27102011 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 85 | 0 | CITROEN | C1 | BZ-323-FY | 20122011 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 85

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

6

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 86 | 0 | CITROEN | JUMPY | BX-600-ZH | 22112011 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 87 | 0 | CITROEN | C1 | BZ-507-LT | 23122011 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 88 | 0 | CITROEN | C1 | BZ-546-LT | 23122011 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 89 | 5 | RENAULT | MIDLUM | CB-032-NX | 16022012 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 90 | 8 | GOURDON | VPR 350 | CC-349-RR | 15032012 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 91 | 2 | KYMCO | AGILITY 50 | DH182J | 30062015 | CYL. | SAS | 3 | 75 | 21072023 | | 31032024 |
| 92 | 0 | CITROEN | C1 | CF-818-GF | 16052012 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 93 | 4 | NON AFFECTEE | F106 | VEHA013 | 07092012 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 94 | 5 | RENAULT | MIDLUM | CT-865-KH | 02052013 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 95 | 0 | RENAULT | MASTER | CW-530-EK | 25062013 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 96 | 5 | RENAULT | MIDLUM | CV-234-GM | 30052013 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 97 | 0 | RENAULT | TWINGO | CW-662-DQ | 24062013 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 98 | 0 | RENAULT | KANGOO EXPRE | CX-281-FZ | 25072013 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 99 | 4 | NON AFFECTEE | . | VEHA005 | 25112013 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 100 | 0 | RENAULT | CLIO SOCIETE | DA-924-SX | 25112013 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 101 | 0 | RENAULT | CLIO | DB-518-QR | 23122013 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 102 | 5 | RENAULT | PREMIUM | DF-196-DY | 23042014 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 102

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

7

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 103 | 0 | RENAULT | TRAFIC | DF-531-HN | 28042014 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 104 | 2 | KYMCO | AGILITY | DD866N | 17102014 | CYL. | SAS | 3 | 75 | 21072023 | | 31032024 |
| 105 | 5 | RENAULT | PREMIUM.D WI | DM-787-EW | 02122014 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 106 | 0 | PEUGEOT | 308 | DN-445-BD | 06012015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 107 | 0 | PEUGEOT | PARTNER | DN-826-DZ | 12012015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 108 | 0 | PEUGEOT | PARTNER | DN-828-DZ | 12012015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 109 | 0 | PEUGEOT | PARTNER | DN-831-DZ | 12012015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 110 | 0 | RENAULT | MASTER | DN-532-VK | 04022015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 111 | 2 | NON AFFECTEE | . | VEHA001 | 01011950 | CYL. | SAS | 3 | 75 | 21072023 | | 31032024 |
| 112 | 4 | PACKMAT | PK401 | CP0801241 | 01012000 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 113 | 8 | DAUDIN | . | BS-138-AJ | 23022009 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 114 | 2 | NON AFFECTEE | . | VEHA002 | 01011950 | CYL. | SAS | 3 | 75 | 21072023 | | 31032024 |
| 115 | 8 | TRIGANO REMO | . | DP-023-PQ | 06032015 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 116 | 0 | RENAULT | MASTER | DW-754-PK | 15102015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 117 | 5 | RENAULT | PREMIUM.D WI | DY-357-AP | 10122015 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 118 | 5 | RENAULT | T.C.K | DY-849-GA | 18122015 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 119 | 4 | NON AFFECTEE | BW138AC-5 | VEHA011 | 01012015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 119

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

8

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 120 | 8 | GOURDON | PE6000 | EB-779-KB | 18042016 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 121 | 2 | NON AFFECTEE | PRO 250 | VEHA003 | 24032015 | CYL. | SAS | 3 | 75 | 21072023 | | 31032024 |
| 122 | 4 | NON AFFECTEE | AS 940 AWD | VEHA006 | 07062016 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 123 | 0 | CITROEN | C-ZERO | EC-153-ZT | 13062016 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 124 | 2 | DUCATI | MONSTER696 | CW-533-SX | 09072013 | CYL. | SAS | 3 | 75 | 21072023 | | 31032024 |
| 125 | 4 | NON AFFECTEE | RZT | VEHA009 | 01092015 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 126 | 8 | BAROCLEAN | . | 5828TZ47 | 25092006 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 127 | 5 | JOHN DEERE | 5075M | EF-348-ZG | 13102016 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 128 | 0 | RENAULT | CLIO | EE-067-GP | 28072016 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 129 | 4 | NON AFFECTEE | . | PK4851610 | 07122016 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 130 | 0 | RENAULT | ZOE | EH-065-SX | 21122016 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 131 | 0 | RENAULT | ZOE | EH-080-SX | 21122016 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 132 | 0 | RENAULT | ZOE | EH-085-SX | 21122016 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 133 | 0 | RENAULT | ZOE | EH-399-SX | 21122016 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 134 | 0 | RENAULT | ZOE | EH-761-SX | 21122016 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 135 | 5 | RENAULT | MAXITY | EJ-571-ZQ | 13022017 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 136 | 0 | RENAULT | MASTER | EJ-198-WJ | 06022017 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 136

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

9

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|--------------|----------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 137 | 0 | RENAULT | MASTER | EM-396-GL | 09052017 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 138 | 8 | NON AFFECTEE | . | 00000000 | 09081979 | P.R. | SAS | 1 | | 21072023 | | 31032024 |
| 139 | 0 | RENAULT TRUC | MASTER | EM-542-KH | 12052017 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 140 | 0 | PEUGEOT | 208 | EN-401-FW | 13062017 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 141 | 5 | CLAAS | ARION | ER-380-LK | 23102017 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 142 | 5 | RENAULT | D | ES-068-QF | 11122017 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 143 | 4 | NON AFFECTEE | . | VEHA014 | 28122017 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 144 | 4 | NON AFFECTEE | C1 | VEHA007 | 08012018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 145 | 5 | FUSO | CANTER | ET-359-FN | 08012018 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 146 | 5 | RENAULT | D | ET-958-QD | 26012018 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 147 | 0 | CITROEN | BERLINGO | EX-843-EM | 09052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 148 | 0 | CITROEN | BERLINGO | EX-058-EN | 09052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 149 | 0 | CITROEN | BERLINGO | EX-977-EM | 09052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 150 | 0 | CITROEN | BERLINGO | EX-700-EM | 09052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 151 | 0 | CITROEN | BERLINGO | EX-924-EM | 09052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 152 | 0 | CITROEN | BERLINGO | EX-975-GV | 15052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 153 | 0 | CITROEN | BERLINGO | EX-731-GV | 15052018 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 153

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

10

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|-------------|--------------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 155 | 0 | CITROEN | BERLINGO | GN-105-FG | 11032023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 156 | 0 | RENAULT | KANGOO | EL-576-YP | 25042017 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 157 | 0 | RENAULT | KANGOO | AB-957-CE | 08062009 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 158 | 0 | RENAULT | MTRFGGL2H3 | AL-537-HL | 13022003 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 159 | 5 | RENAULT | MASCOTT | AZ-405-XB | 05082004 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 160 | 0 | CITROEN | BERLINGO | DF-140-GX | 28042014 | P.F. | SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 161 | 5 | MERCEDES | CAMION PAT | AL-663-HL | 24052004 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 162 | 5 | MERCEDES | CAMION BENNE | CV-811-ZQ | 25032003 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 163 | 5 | RENAULT | CAMION BENNE | DJ-299-VK | 03092014 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 164 | 5 | RENAULT | MIDLUM | FG-823-TN | 02102008 | P.F. | SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 165 | 4 | GOURDON | REMORQUE | AN-316-WM | 01012023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 166 | 4 | LIDER | REM PLATEAU | EN-890-KW | 01012023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 167 | 4 | NEW HOLLAND | T5.105 ELCOM | DE-988-BK | 19032014 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 168 | 4 | JOHN DEERE | MICRO TRACT | 201087 | 01012023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 169 | 8 | CLAAS | ARION 420 | AV-530-ZJ | 30062010 | P.R. | SAS | 3 | | 21072023 | | 31032024 |
| 170 | 8 | CASE | PELLEROUE588 | CG226222 | 01012023 | P.R. | SAS | 3 | | 21072023 | | 31032024 |
| 171 | 8 | LIEBHERR | PELLE | 5511296 | 01012023 | P.R. | SAS | 3 | | 21072023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 170

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

LE 10/01/2024

INTERCALAIRE V

11

ETAT DES VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|-------------|--------------|--------------|----------|------------------|--------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 172 | 8 | BOMAG | COMPACTEUR | 101170611 | 01012023 | P.R. | SAS | 3 | | 21072023 | | 31032024 |
| 173 | 8 | CATERPILLAR | CHARGEUR | CAT910 | 01012023 | P.R. | SAS | 3 | | 21072023 | | 31032024 |
| 174 | 8 | HYUNDAI | PELLE | PW55-R9 | 01012023 | P.R. | SAS | 3 | | 21072023 | | 31032024 |
| 176 | 8 | ELIET | BROYEUR | 113412124055 | 30062023 | P.R. | SAS | 3 | | 26072023 | | 31032024 |
| 178 | 4 | ELIET | MEGAPROF | 113412124055 | 25072023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 04082023 | | 31032024 |
| 179 | 4 | OHASHI | ES150GH | 103015127177 | 15122022 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 04082023 | | 31032024 |
| 180 | 4 | ELIET | SUPERPROF | 2307005 | 07042023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 04082023 | | 31032024 |
| 181 | 8 | VLEMMIX | TINY HOUSE | GR-373-FN | 18092023 | P.R. | SAS | 3 | | 21092023 | | 31032024 |
| 182 | 5 | RENAULT | PREMIUM BOM | FD-407-KF | 01012023 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 31102023 | | 31032024 |
| 183 | 5 | RENAULT | PREMIUM BOM | FB-352-WD | 01012023 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 31102023 | | 31032024 |
| 184 | 5 | RENAULT | PREMIUM BOM | FA-291-CX | 01012023 | P.F. | SAS | 3 | 700 | 31102023 | | 31032024 |
| 185 | 0 | RENAULT | MEGANE | EC-303-WL | 07062016 | P.F. | 5 SAS | 2 | 250 | 21072023 | | 31032024 |
| 186 | 5 | RENAULT | PREMIUM LAND | ET-102-ZM | 03122007 | P.F. | 29 SAS | 2 | 700 | 21072023 | | 31032024 |
| 187 | 4 | KUBOTA | F391EU | GS-309-PJ | 24112023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 08122023 | | 31032024 |
| 188 | 8 | SENNEBOGEN | CHARGEUR | 0SELPWSH0170 | 01012023 | P.R. | SAS | 3 | | 30112023 | | 31032024 |
| 189 | 4 | TORO | 7500-D | 414525116 | 01112023 | P.F. | SAS | 3 | 250 | 01112023 | | 31032024 |
| 190 | 0 | RENAULT | MASTER | GA-011-DA | 21062021 | P.F. | 6 SAS | 3 | 250 | 18122023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 187

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

INTERCALAIRE V
 ETAT DES VEHICULES
 ASSURES

LE 10/01/2024

12

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | G | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | CARACTERISTIQUES | USAGE | F | FCHISE | EFFET | CLAUSES PR. | RESILIATION |
|-----|---|----------|--------|--------------|----------|------------------|-------|---|--------|----------|-------------|-------------|
| 191 | 8 | LIEBHERR | 159434 | PELLELIEBHE | 19122023 | P.R. | SAS | 3 | | 19122023 | | 31032024 |

NBRE VEHICULES EDITES 188

NBRE TOTAL VEHICULES ASSURES

(MSM197)

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

LE 10/01/2024

1

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|---------|---------|
| 1 | LIDER | . | DA-617-FQ | 14042005 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 2 | NON AFFECTE | . | 3TH7M531 | 01012013 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 3 | MSC | L200 | 78TN47 | 16012004 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 4 | RENAULT | KERAX270.19 | DA-594-FQ | 05112004 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 5 | RENAULT | CLIO | 2408TR47 | 14122004 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 6 | RENAULT | MASTER | 7104TR47 | 02022005 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 7 | MERCEDES | . | DA-582-FQ | 13032007 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 8 | JOHN DEERE | 5720 | DA-575-FQ | 22062007 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 9 | RENAULT | TRAFFIC | DE-951-FL | 12072007 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 10 | FIAT | PUNTO VAN GN | AN-774-DC | 08102007 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 11 | NON AFFECTEE | BW 120 AC 3 | VEHA015 | 01012008 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 12 | VALTRA | SERIE N | FJ-707-DT | 29072019 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 13 | NON AFFECTEE | A312 | VEHV019 | 01012005 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 14 | SOREL | . | 2081TB47 | 01122000 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 15 | RENAULT | MASTER | GF-153-TP | 12042022 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 16 | PACKMAT | PK421 | XQ0042228 | 28042022 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 17 | RENAULT | MASTER | CW-287-YM | 16072013 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 7771,08 | 8942,12 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024

2

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|---------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 18 | VALTRA | 62504 | GJ-950-YF | 20032006 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 19 | RENAULT | D WIDE | GJ-856-NM | 23092022 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 20 | RENAULT | PRENIUM | DA-617-KJ | 14112013 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 21 | RENAULT | CLIO | 2472TV47 | 05072005 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 22 | RENAULT | KANGOO | 2477TV47 | 05072005 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 23 | CITROEN | C2 | AN-741-DC | 13102005 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 24 | RENAULT | CLIO | DD-514-YP | 31052006 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 25 | RENAULT | CLIO SOCIETE | AN-849-DC | 25072006 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 26 | RENAULT | CLIO SOCIETE | AN-713-DC | 25072006 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 27 | TRIGANO | . | 2649VA47 | 29112006 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 28 | RENAULT | CLIO | 9017VA47 | 02022007 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 29 | RENAULT | CLIO | 9395VA47 | 07022007 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 30 | RENAULT | KANGOO | 2285VB47 | 06032007 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 31 | PEUGEOT | ION | EX-726-RQ | 29052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 32 | PEUGEOT | ION | EX-971-RQ | 29052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 33 | PEUGEOT | ION | EW-479-XN | 25042018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 34 | TOYOTA | YARIS HYBRID | EZ-770-AF | 12072018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 16841,09 | 19719,03 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

LE 10/01/2024

3

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 35 | LINDNER | LINTRAC | EZ-259-CS | 18072018 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 36 | JOHN DEERE | . | FC-014-ZM | 07012019 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 37 | RENAULT | D WIDE | FD-483-DA | 15012019 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 38 | RENAULT | MASTER | FD-729-ZT | 21022019 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 39 | RENAULT | MASTER | FD-942-ZT | 21022019 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 40 | RENAULT | C320P 4X2 | FD-976-ZS | 21102019 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 41 | RENAULT | MAXITY | FG-245-QW | 31052019 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 42 | TOYOTA | YARIS HYBRID | FG-326-XQ | 12062019 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 43 | NON AFFECTEE | PK421 | CP0580816 | 01062008 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 44 | PACKMAT | N SERIE | CP1611623 | 23082019 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 45 | RENAULT | D | FN-284-AC | 14012020 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 46 | LIDER | . | CJ-652-HA | 23122008 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 47 | RENAULT | D WIDE | FP-231-JQ | 12032020 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 48 | VALTRA | SERIE N | FT-577-ZN | 06112020 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 49 | PEUGEOT | BOXER | FT-245-QA | 22102020 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 50 | RENAULT | PRENIUM.D WI | DE-684-VV | 10042014 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 51 | PEUGEOT | EXPERT | FW-477-CL | 24122020 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 27486,74 | 31717,75 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

LE 10/01/2024

4

CONTRAT NO : 4

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 52 | RENAULT | MASTER | FX-138-VF | 12032021 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 53 | RENAULT | D WIDE | FY-168-JV | 06042021 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 54 | RENAULT | KANGOO | FZ-529-BS | 05052021 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 55 | NON AFFECTEE | . | RH21C00307 | 08072021 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 56 | RENAULT | . | GB-449-RE | 09092021 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 57 | RENAULT | C | GC-429-WP | 08112021 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 58 | RENAULT | D WIDE | FL-638-XT | 28112019 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 59 | CITROEN | C3 | GD-497-WG | 28122021 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 60 | CITROEN | C3 | GE-783-YH | 28022022 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 61 | NOREMAT | VSV | GF-807-PV | 01042022 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 62 | CITROEN | BERLINGO | GE-186-JT | 28012022 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 63 | NON AFFECTEE | . | MX5075T | 01012022 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 64 | PEUGEOT | PARTNER | 1744VJ47 | 10122008 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 65 | RENAULT | MIDLUM | 4772VJ47 | 13012009 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 66 | RENAULT | PREMIUM | 7918VJ47 | 12022009 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 67 | CITROEN | C3 ENT SX 14 | AC-337-EF | 28072009 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 68 | CITROEN | BERLINGO FG6 | AC-591-SW | 08092009 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 38530,91 | 44281,85 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024

5

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 69 | CITROEN | BERLINGO FG6 | AC-855-SW | 08092009 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 70 | MERCEDES BEN | AXOR | AE-567-LZ | 30102009 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 71 | FIAT | DUCATO | AL-615-VM | 16022010 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 72 | PACKMAT P | PK 401 | PK2791023 | 06052010 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 73 | MITSUBISHI | CANTER 3C13N | AV-931-DQ | 17062010 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 74 | IVECO | AD190T31 | AV-856-ZS | 30062010 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 75 | IVECO | DAILY 35C15 | AY-426-HG | 11082010 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 76 | NON AFFECTEE | TOMERO 15 | VEHA010 | 01012011 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 77 | CITROEN | C1 | AN-719-ZM | 23032010 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 78 | RENAULT | MIDLUM | BJ-317-ZK | 08032011 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 79 | RENAULT | MIDLUM | BK-495-DL | 11032011 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 80 | NON AFFECTEE | MT732 | VEHA016 | 10052011 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 81 | JOHN DEERE | 3520 | BV-943-LL | 26092011 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 82 | RENAULT | CLIO III | AT-075-WN | 11062010 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 83 | NEW HOLLAND | T6010 | BV-254-SV | 30092011 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 84 | JOHN DEERE | 5100M | BW-144-ZS | 27102011 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 85 | CITROEN | C1 | BZ-323-FY | 20122011 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 46844,96 | 53812,77 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024

6

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 86 | CITROEN | JUMPY | BX-600-ZH | 22112011 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 87 | CITROEN | C1 | BZ-507-LT | 23122011 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 88 | CITROEN | C1 | BZ-546-LT | 23122011 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 89 | RENAULT | MIDLUM | CB-032-NX | 16022012 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 90 | GOURDON | VPR 350 | CC-349-RR | 15032012 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 91 | KYMCO | AGILITY 50 | DH182J | 30062015 | SAS | 3 | 75 | 21072023 | 31032024 | 129,93 | 157,84 |
| 92 | CITROEN | C1 | CF-818-GF | 16052012 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 93 | NON AFFECTEE | F106 | VEHA013 | 07092012 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 94 | RENAULT | MIDLUM | CT-865-KH | 02052013 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 95 | RENAULT | MASTER | CW-530-EK | 25062013 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 96 | RENAULT | MIDLUM | CV-234-GM | 30052013 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 97 | RENAULT | TWINGO | CW-662-DQ | 24062013 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 98 | RENAULT | KANGOO EXPRE | CX-281-FZ | 25072013 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 99 | NON AFFECTEE | . | VEHA005 | 25112013 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 100 | RENAULT | CLIO SOCIETE | DA-924-SX | 25112013 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 101 | RENAULT | CLIO | DB-518-QR | 23122013 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 102 | RENAULT | PREMIUM | DF-196-DY | 23042014 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 54550,21 | 62809,12 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024

7

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 103 | RENAULT | TRAFIC | DF-531-HN | 28042014 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 104 | KYMCO | AGILITY | DD866N | 17102014 | SAS | 3 | 75 | 21072023 | 31032024 | 129,93 | 157,84 |
| 105 | RENAULT | PREMIUM.D WI | DM-787-EW | 02122014 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 106 | PEUGEOT | 308 | DN-445-BD | 06012015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 107 | PEUGEOT | PARTNER | DN-826-DZ | 12012015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 108 | PEUGEOT | PARTNER | DN-828-DZ | 12012015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 109 | PEUGEOT | PARTNER | DN-831-DZ | 12012015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 110 | RENAULT | MASTER | DN-532-VK | 04022015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 111 | NON AFFECTEE | . | VEHA001 | 01011950 | SAS | 3 | 75 | 21072023 | 31032024 | 129,93 | 157,84 |
| 112 | PACKMAT | PK401 | CP0801241 | 01012000 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 113 | DAUDIN | . | BS-138-AJ | 23022009 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 114 | NON AFFECTEE | . | VEHA002 | 01011950 | SAS | 3 | 75 | 21072023 | 31032024 | 129,93 | 157,84 |
| 115 | TRIGANO REMO | . | DP-023-PQ | 06032015 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 116 | RENAULT | MASTER | DW-754-PK | 15102015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 117 | RENAULT | PREMIUM.D WI | DY-357-AP | 10122015 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 118 | RENAULT | T.C.K | DY-849-GA | 18122015 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 119 | NON AFFECTEE | BW138AC-5 | VEHA011 | 01012015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 61069,52 | 70395,32 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024

8

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 120 | GOURDON | PE6000 | EB-779-KB | 18042016 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 121 | NON AFFECTEE | PRO 250 | VEHA003 | 24032015 | SAS | 3 | 75 | 21072023 | 31032024 | 129,93 | 157,84 |
| 122 | NON AFFECTEE | AS 940 AWD | VEHA006 | 07062016 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 123 | CITROEN | C-ZERO | EC-153-ZT | 13062016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 124 | DUCATI | MONSTER696 | CW-533-SX | 09072013 | SAS | 3 | 75 | 21072023 | 31032024 | 129,93 | 157,84 |
| 125 | NON AFFECTEE | RZT | VEHA009 | 01092015 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 55,31 | 71,01 |
| 126 | BAROCLEAN | . | 5828TZ47 | 25092006 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 127 | JOHN DEERE | 5075M | EF-348-ZG | 13102016 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 128 | RENAULT | CLIO | EE-067-GP | 28072016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 129 | NON AFFECTEE | . | PK4851610 | 07122016 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 130 | RENAULT | ZOE | EH-065-SX | 21122016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 131 | RENAULT | ZOE | EH-080-SX | 21122016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 132 | RENAULT | ZOE | EH-085-SX | 21122016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 133 | RENAULT | ZOE | EH-399-SX | 21122016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 134 | RENAULT | ZOE | EH-761-SX | 21122016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 135 | RENAULT | MAXITY | EJ-571-ZQ | 13022017 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 136 | RENAULT | MASTER | EJ-198-WJ | 06022017 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 67231,29 | 77692,61 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024

9

AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|--------------|----------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 137 | RENAULT | MASTER | EM-396-GL | 09052017 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 138 | NON AFFECTEE | . | 00000000 | 09081979 | SAS | 1 | | 21072023 | 31032024 | 3,07 | 4,11 |
| 139 | RENAULT TRUC | MASTER | EM-542-KH | 12052017 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 140 | PEUGEOT | 208 | EN-401-FW | 13062017 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 141 | CLAAS | ARION | ER-380-LK | 23102017 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 142 | RENAULT | D | ES-068-QF | 11122017 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 143 | NON AFFECTEE | . | VEHA014 | 28122017 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 144 | NON AFFECTEE | C1 | VEHA007 | 08012018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 145 | FUSO | CANTER | ET-359-FN | 08012018 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 146 | RENAULT | D | ET-958-QD | 26012018 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 147 | CITROEN | BERLINGO | EX-843-EM | 09052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 148 | CITROEN | BERLINGO | EX-058-EN | 09052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 149 | CITROEN | BERLINGO | EX-977-EM | 09052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 150 | CITROEN | BERLINGO | EX-700-EM | 09052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 151 | CITROEN | BERLINGO | EX-924-EM | 09052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 152 | CITROEN | BERLINGO | EX-975-GV | 15052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 153 | CITROEN | BERLINGO | EX-731-GV | 15052018 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 77362,14 | 89499,68 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024
10
AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|-------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|----------|
| 155 | CITROEN | BERLINGO | GN-105-FG | 11032023 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 156 | RENAULT | KANGOO | EL-576-YP | 25042017 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| 157 | RENAULT | KANGOO | AB-957-CE | 08062009 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 158 | RENAULT | MTRFGGL2H3 | AL-537-HL | 13022003 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 159 | RENAULT | MASCOTT | AZ-405-XB | 05082004 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 160 | CITROEN | BERLINGO | DF-140-GX | 28042014 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 161 | MERCEDES | CAMION PAT | AL-663-HL | 24052004 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 162 | MERCEDES | CAMION BENNE | CV-811-ZQ | 25032003 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 163 | RENAULT | CAMION BENNE | DJ-299-VK | 03092014 | SAS | 3 | 700 | 21072023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 164 | RENAULT | MIDLUM | FG-823-TN | 02102008 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 165 | GOURDON | REMORQUE | AN-316-WM | 01012023 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 166 | LIDER | REM PLATEAU | EN-890-KW | 01012023 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 167 | NEW HOLLAND | T5.105 ELCOM | DE-988-BK | 19032014 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 168 | JOHN DEERE | MICRO TRACT | 201087 | 01012023 | SAS | 3 | 250 | 21072023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 169 | CLAAS | ARTON 420 | AV-530-ZJ | 30062010 | SAS | 3 | | 21072023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 170 | CASE | PELLEROUE588 | CG226222 | 01012023 | SAS | 3 | | 21072023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 171 | LIEBHERR | PELLE | 5511296 | 01012023 | SAS | 3 | | 21072023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 85767,68 | 99211,98 |

VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

CONTRAT NO : 4

LE 10/01/2024
11
AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|-------------|--------------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|-----------|
| 172 | BOMAG | COMPACTEUR | 101170611 | 01012023 | SAS | 3 | | 21072023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 173 | CATERPILLAR | CHARGEUR | CAT910 | 01012023 | SAS | 3 | | 21072023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 174 | HYUNDAI | PELLE | PW55-R9 | 01012023 | SAS | 3 | | 21072023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 176 | ELIET | BROYEUR | 113412124055 | 30062023 | SAS | 3 | | 26072023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 178 | ELIET | MEGAPROF | 113412124055 | 25072023 | SAS | 3 | 250 | 04082023 | 31032024 | 200,43 | 233,97 |
| 179 | OHASHI | ES150GH | 103015127177 | 15122022 | SAS | 3 | 250 | 04082023 | 31032024 | 200,43 | 233,97 |
| 180 | ELIET | SUPERPROF | 2307005 | 07042023 | SAS | 3 | 250 | 04082023 | 31032024 | 200,43 | 233,97 |
| 181 | VLEMMIX | TINY HOUSE | GR-373-FN | 18092023 | SAS | 3 | | 21092023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 182 | RENAULT | PREMIUM BOM | FD-407-KF | 01012023 | SAS | 3 | 700 | 31102023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 183 | RENAULT | PREMIUM BOM | FB-352-WD | 01012023 | SAS | 3 | 700 | 31102023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 184 | RENAULT | PREMIUM BOM | FA-291-CX | 01012023 | SAS | 3 | 700 | 31102023 | 31032024 | 964,59 | 1032,72 |
| 185 | RENAULT | MEGANE | EC-303-WL | 07062016 | SAS | 2 | 250 | 21072023 | 31032024 | 445,57 | 552,04 |
| 186 | RENAULT | PREMIUM LAND | ET-102-ZM | 03122007 | SAS | 2 | 700 | 21072023 | 31032024 | 828,97 | 897,10 |
| 187 | KUBOTA | F391EU | GS-309-PJ | 24112023 | SAS | 3 | 250 | 08122023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 188 | SENNEBOGEN | CHARGEUR | 0SELPWSH0170 | 01012023 | SAS | 3 | | 30112023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| 189 | TORO | 7500-D | 414525116 | 01112023 | SAS | 3 | 250 | 01112023 | 31032024 | 91,86 | 114,14 |
| 190 | RENAULT | MASTER | GA-011-DA | 21062021 | SAS | 3 | 250 | 18122023 | 31032024 | 608,57 | 744,38 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 93737,13 | 108413,33 |



VENTILATION COTIS ANNUELLES
VEHICULES
ASSURES

LE 10/01/2024
12
CONTRAT NO : 4 AVENANT NO : 3

95470 / X AGGLOMERATION AGEN

| NUM | MARQUE | TYPE | IDENTIFICAT. | MISE CIR | USG | F | FCHISE | EFFET | RESILIAT. | HT | TTC |
|-------------------------|----------|--------|--------------|----------|-----|---|--------|----------|-----------|----------|-----------|
| 191 | LIEBHERR | 159434 | PELLELIEBHE | 19122023 | SAS | 3 | | 19122023 | 31032024 | 401,26 | 496,58 |
| TOTALISATION (en Euros) | | | | | | | | | | 94138,39 | 108909,91 |



05 49 32 56 56 (prix d'un appel local)



Votre contrat est géré par **SMACL ASSURANCES SA** - Société anonyme au capital de 260 071 379,48 euros, entreprise régie par le Code des assurances, RCS Niort n° 833817224. 141, avenue Salvador-Allende - CS 20000 - 79031 NIORT Cedex 9.



MONSIEUR LE PRÉSIDENT
AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
CS 10190
47916 AGEN CEDEX 9

Nos références à rappeler : 095470/X
AO VAM N° 3040-0004

Niort, le 10 janvier 2024

> Appel de cotisations

| Date opération | N° appel cotisation | Nature opération | Cotisation HT | Taxes | Cotisation TTC |
|----------------------|---------------------|--|---------------|---------|-----------------|
| 10/01/2024 | ACA2024001139 | Avenant n°003 du contrat AO VAM n°3040-0004 pour l'exercice 2023 | 81,94 € | 19,28 € | 101,22 € |
| | | dont garantie catastrophes naturelles | 0,47 € | 0,08 € | 0,55 € |
| Total à payer | | | | | 101,22 € |

Ce prix TTC intègre les taxes de toute nature au regard de la fiscalité applicable à la date d'opération.
L'indice SRA en vigueur est de 138,40.

Modalités de règlement

Votre prochain règlement doit intervenir dans un délai de 30 jours (à compter de la date d'opération) ; par chèque, par mandat ou par virement.

**Si vous êtes éligible à la facturation électronique,
retrouvez vos factures sur votre portail Chorus dans les meilleurs délais.**

Le présent document vaut quittance après paiement



Merci de régler les sommes dues, par :

- **mandat administratif ou virement sur le compte :**

CRCA/CMDS

IBAN : FR76 1170 6000 3100 6511 5000 083

BIC : AGRIFRPP817

Références à rappeler : 095470/X - AGGLOMERATION AGEN

- **ou par chèque, à l'ordre de SMACL Assurances, accompagné de ce coupon.**

> Détail des taxes et des contributions réglementaires

| Libellé | Cotisation HT | Taux de taxe | Taxe | Cotisation TTC |
|---------------------------|----------------|--------------|----------------|-----------------|
| Responsabilité civile | 30,36 € | 35,0 % | 10,63 € | 40,99 € |
| Vol et tentative de vol | 4,81 € | 18,0 % | 0,87 € | 5,68 € |
| Incendie | 2,71 € | 18,0 % | 0,49 € | 3,20 € |
| Bris de glace | 4,70 € | 18,0 % | 0,85 € | 5,55 € |
| Dommages | 31,54 € | 18,0 % | 5,68 € | 37,22 € |
| Attentat | 0,16 € | 18,0 % | 0,03 € | 0,19 € |
| Catastrophes naturelles | 0,47 € | 18,0 % | 0,08 € | 0,55 € |
| Défense pénale et recours | 7,19 € | 9,0 % | 0,65 € | 7,84 € |
| TOTAL | 81,94 € | | 19,28 € | 101,22 € |

En application de l'article 261 C 2° du Code Général des Impôts (CGI), les opérations d'assurance sont exonérées de TVA et soumises à la TCA (Taxe sur les Conventions d'Assurance) dont les taux et exonérations sont fixés aux articles 991 à 1001 du CGI.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT
AGGLOMERATION AGEN
8 RUE ANDRÉ DE CHENIER
CS 10190
47916 AGEN CEDEX 9

Nos références à rappeler : 095470/X
AO VAM N° 3040-0004

Niort, le 10 janvier 2024

> Appel de cotisations

| Date opération | N° appel cotisation | Nature opération | Cotisation HT | Taxes | Cotisation TTC |
|----------------------|---------------------|---|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 10/01/2024 | ACA2024001140 | Avenant n°003 du contrat AO VAM n°3040-0004 pour l'exercice 2024 dont garantie catastrophes naturelles | 23 406,84 € 189,56 € | 3 678,79 € 16,12 € | 27 085,63 € 205,68 € |
| Total à payer | | | | | 27 085,63 € |

Ce prix TTC intègre les taxes de toute nature au regard de la fiscalité applicable à la date d'opération.
L'indice SRA en vigueur est de 138,40.

Modalités de règlement

Votre prochain règlement doit intervenir dans un délai de 30 jours (à compter de la date d'opération) ; par chèque, par mandat ou par virement.

**Si vous êtes éligible à la facturation électronique,
retrouvez vos factures sur votre portail Chorus dans les meilleurs délais.**

Le présent document vaut quittance après paiement



Merci de régler les sommes dues, par :

- **mandat administratif ou virement sur le compte :**

CRCA/CMDS

IBAN : FR76 1170 6000 3100 6511 5000 083

BIC : AGRIFRPP817

Références à rappeler : **095470/X - AGGLOMERATION AGEN**

- **ou par chèque, à l'ordre de SMACL Assurances, accompagné de ce coupon.**

> Détail des taxes et des contributions réglementaires

| Libellé | Cotisation HT | Taux de taxe | Taxe | Cotisation TTC |
|------------------------------|--------------------|--------------|-------------------|--------------------|
| Responsabilité civile | 5 136,81 € | 35,0 % | 1 797,88 € | 6 934,69 € |
| Vol et tentative de vol | 981,93 € | 18,0 % | 176,75 € | 1 158,68 € |
| Incendie | 476,43 € | 18,0 % | 85,76 € | 562,19 € |
| Bris de glace | 938,87 € | 18,0 % | 169,00 € | 1 107,87 € |
| Dommages | 1 886,53 € | 18,0 % | 339,58 € | 2 226,11 € |
| Attentat | 28,44 € | 18,0 % | 5,12 € | 33,56 € |
| Catastrophes naturelles | 89,56 € | 18,0 % | 16,12 € | 105,68 € |
| Défense pénale et recours | 2 618,11 € | 9,0 % | 235,63 € | 2 853,74 € |
| Responsabilité civile | 4 503,50 € | 17,0 % | 765,60 € | 5 269,10 € |
| Vol et tentative de vol | 984,50 € | 0,0 % | 0,00 € | 984,50 € |
| Incendie | 641,50 € | 0,0 % | 0,00 € | 641,50 € |
| Bris de glace | 3 133,00 € | 0,0 % | 0,00 € | 3 133,00 € |
| Dommages | 944,16 € | 0,0 % | 0,00 € | 944,16 € |
| Attentat | 38,50 € | 0,0 % | 0,00 € | 38,50 € |
| Catastrophes naturelles | 100,00 € | 0,0 % | 0,00 € | 100,00 € |
| Défense pénale et recours | 905,00 € | 9,0 % | 81,45 € | 986,45 € |
| Fonds de garantie terrorisme | 0,00 € | 0,0 % | 5,90 € | 5,90 € |
| TOTAL | 23 406,84 € | | 3 678,79 € | 27 085,63 € |

En application de l'article 261 C 2° du Code Général des Impôts (CGI), les opérations d'assurance sont exonérées de TVA et soumises à la TCA (Taxe sur les Conventions d'Assurance) dont les taux et exonérations sont fixés aux articles 991 à 1001 du CGI.



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 015 DU 18 JANVIER 2024

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU DEPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE POUR LES TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES CRUES SECTEUR AGEN-SUD AU TITRE DU FONDS D'AIDES AUX COMMUNES ET INTERCOMMUNALITES (FACIL)

Contexte

La protection contre les inondations de l'Agglomération Agenaise est un projet d'envergure entrepris depuis presque quarante ans pour un montant total qui avoisine aujourd'hui les 55 millions d'euros. Ces aménagements ont été cofinancés par l'Etat (25%), la Région (15%), le Département (15%) et l'Agglomération d'Agen (45 %).

Ces dernières années, la troisième phase du projet a été mise en œuvre avec notamment la construction d'un ouvrage de protection de Boé bourg et la fermeture de protection du Passage d'Agen au droit du cimetière Dolmayrac pour un montant de 2,6 millions d'euros HT.

Il est prévu d'engager à partir de 2024 la dernière phase du projet avec les travaux correspondant aux secteurs 2 et 3 (*du Pont de Pierre au rond-point de Riols*). Il restera alors à finaliser cette dernière phase afin de boucler le casier agenais, avec la protection du secteur 1 Quartier Valence.

Exposé des motifs

Pour cette opération, l'Agglomération d'Agen souhaite mobiliser le Fonds d'Aide aux Communes et Intercommunalités à hauteur de 150 000,00 € en complément des financements déjà obtenus. En effet, le Fonds d'Aide aux Communes et Intercommunalités permet de :

- soutenir les projets structurants des territoires dans le cadre de la revitalisation et maintien de la vitalité des centres bourgs ou de la transition écologique,
- soutenir les projets de dimension locale et les aménagements aux abords des routes départementales.

Le coût total de l'opération est estimé à 10,7 millions d'euros HT.

Le plan de financement est le suivant :

| Dépenses | Montant HT en M€ | Ressources | Montant HT en M€ | Part (%) |
|--|------------------|---|------------------|--------------|
| Travaux de protection avec reprise de voirie et des voies existantes | 10,7 | Etat - Convention attributive par AP du 17/12/2020 (40 % de la dépense éligible de 10,7M€) (secteur 2 et 3) | 4,315 | 40,3 |
| | | Etat - CPER 2022 (20 % de la dépense éligible de 10,7M€) (secteur 2 et 3) | 2,141 | 20,0 |
| détail SECTEUR 2 : Pont de Pierre / St Jacques | 3,7 | Région - prévisionnel (3 % de la dépense éligible de 3 700 000 € HT) (secteur 2) | 0,225 | 2,1 |
| détail SECTEUR 3 : St Jacques / Riols | 7 | Région - avenant au contrat du 01/12/2022 (15 % de la dépense éligible de 6 986 500 € HT) (secteur 3) | 1,048 | 9,8 |
| | | Département / FACIL - prévisionnel | 0,15 | 1,5 |
| | | Part Agglomération d'Agen - prévisionnel | 2,812 | 26,3 |
| TOTAL DEPENSES | 10,7 | Total RESSOURCES | 10,7 | 100,0 |

Cadre juridique de la décision

Vu les articles L5211-10 et L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L211-7 du Code de l'environnement,

Vu l'article 1.5 « *Gestion des milieux aquatiques et protection contre les inondations* » du Chapitre I du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu l'article 4.1 de la délibération de l'Agglomération d'Agen DCA 006_2022 en date du 20 janvier 2022 donnant délégation au Président pour solliciter les subventions les plus élevées possibles auprès de l'ensemble des établissements publics et privés et valider les plans de financement associés,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président,

DECIDE

1°/ DE SOLLICITER une subvention la plus élevée possible auprès du Département de Lot-et-Garonne au titre du Fonds d'aide aux communes et intercommunalités pour les travaux de protection contre les crues du secteur Agen Sud,

2°/ D'APPROUVER le plan de financement prévisionnel correspondant aux travaux de protection contre les inondations sur les secteurs 2 et 3 (Agen Sud) :

| Dépenses | Montant HT en M€ | Ressources | Montant HT en M€ | Part (%) |
|--|------------------|---|------------------|--------------|
| Travaux de protection avec reprise de voirie et des voies existantes | 10,7 | Etat - Convention attributive par AP du 17/12/2020 (40 % de la dépense éligible de 10,7M€) (secteur 2 et 3) | 4,315 | 40,3 |
| | | Etat - CPER 2022 (20 % de la dépense éligible de 10,7M€) (secteur 2 et 3) | 2,141 | 20,0 |
| détail SECTEUR 2 : Pont de Pierre / St Jacques | 3,7 | Région - prévisionnel (3 % de la dépense éligible de 3 700 000 € HT) (secteur 2) | 0,225 | 2,1 |
| détail SECTEUR 3 : St Jacques / Riols | 7 | Région - avenant au contrat du 01/12/2022 (15 % de la dépense éligible de 6 986 500 € HT) (secteur 3) | 1,048 | 9,8 |
| | | Département / FACIL - prévisionnel | 0,15 | 1,5 |
| | | Part Agglomération d'Agen - prévisionnel | 2,812 | 26,3 |
| TOTAL DEPENSES | 10,7 | Total RESSOURCES | 10,7 | 100,0 |

3°/ **DE SIGNER** ou d'autoriser son représentant à signer tous actes et documents inhérents à l'attribution de cette subvention,

4°/ **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à déposer les demandes d'aides financières auprès de l'ensemble des partenaires susceptibles de soutenir le projet,

5°/ **DE DIRE** que les recettes correspondantes seront prévues aux budgets de l'exercice 2024 et suivants.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Publication le/...../ 2024

Télétransmission le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président,

Jean DIONIS du SÉJOUR



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 016 DU 23 JANVIER 2024

OBJET : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE LA SCI FAMILY ET L'AGGLOMERATION D'AGEN

Exposé des motifs

En Février 2017, la SCI FAMILY qui possède un immeuble en location sur la commune du Passage d'Agen, juste à côté du Pont de pierre, Avenue de la Marne / Impasse de Verdun, prend attache de l'Agglomération d'Agen pour la **dépose de 3 armoires électriques** se trouvant sur **une façade de leur propriété** afin de faire un ravalement de façade de l'ensemble des maisons.

Les 3 armoires se trouvent être :

- 1 armoire de l'éclairage public
- 1 armoire d'Enedis
- 1 armoire pour le panneau publicitaire se trouvant être sur l'immeuble

Malgré plusieurs relances de la part de la SCI FAMILY, les services de l'Agglomération d'Agen et Enedis ont mis énormément de temps pour déposer ces armoires. Les travaux ont été effectués tout début septembre 2022 par Enedis et nos services.

Au vu du délai d'intervention (plus de 4 ans), la SCI FAMILY se plaint de l'augmentation du coût des travaux de réfection de sa façade. Le coût est passé de 15 052,95 € en septembre 2017 à 24 471,20 € en juin 2022.

Le devis avait bien été signé en septembre 2017 par la SCI FAMILY et il avait à l'époque réalisé une déclaration préalable de travaux auprès de la mairie du Passage d'Agen – déclaration qui avait été acceptée mais qui est devenue entre-temps caduque.

Le surcoût estimé par la SCI FAMILY est donc de 9 418,25 €.

Par conséquent, la SCI FAMILY, demande le dédommagement de ce préjudice à hauteur du surcoût de 9 418,25 euros.

Le préjudice de la SCI FAMILY étant directement lié au délai d'intervention des services de l'Agglomération d'Agen et d'Enedis, il convient de le réparer à l'amiable en signant un protocole transactionnel.

Le surcoût de 9 418,25 euros sera pris en charge par :

- L'Agglomération d'Agen pour un montant de 8 918,25 euros,
- Enédis pour un montant de 500,00 euros.

Cadre juridique de la décision

Vu l'article 2044 et suivants du Code Civil, selon lequel « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit »,

Vu l'article 3.3 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour approuver, signer et exécuter les protocoles transactionnels en vue du règlement d'un litige au sens de l'article 2044 du Code Civil mais aussi dans le cadre d'un litige relatif au service public,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les litiges,

Considérant qu'il résulte de la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, que les collectivités peuvent librement transiger,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président,

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes du protocole transactionnel entre la SCI FAMILY et l'Agglomération d'Agen,

2°/ DE DIRE que la SCI FAMILY sera indemnisée par l'Agglomération d'Agen, à hauteur de 8 918,25 euros, correspondant à la différence entre le devis initial de 2017 et le devis final de 2022, moins les 500,00 euros versés par Enédis.

3°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer le présent protocole transactionnel ainsi que tous actes et documents y afférents,

4°/ DE PRECISER que les dépenses correspondantes sont affectées au budget de l'exercice 2024.

Le Président,
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour
excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication
et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme,
Le Président,

Jean DIONIS du SEJOUR



PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

L'AGGLOMERATION D'AGEN, prise en la personne de sa Vice-Présidente en exercice, Madame Clémence BRANDOLIN-ROBERT, dûment habilitée par arrêté par décision du président n° 2021-152 en date du 23/06/2021 et par arrêté de délégation de fonction n°2020-AG-26 en date du 17 juillet 2020 résidant en cette qualité 8, rue André Chénier 47000 AGEN

D'une part,

SCI FAMILY, Siret n° 43007718000023, dont le siège se situe 600 rue de Romas 47300 VILLENEUVE SUR LOT

D'autre part,

PREAMBULE

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT

En Février 2017, La SCI FAMILY qui possède un immeuble en location sur la commune du **Passage d'Agen, juste à côté du Pont de pierre, Avenue de la Marne / Impasse de Verdun**, prend attache de l'Agglomération d'Agen pour la dépose de 3 armoires électriques se trouvant sur une façade de leur propriété afin de faire un ravalement de façade de l'ensemble des maisons.

Les 3 armoires se trouvent être :

- 1 armoire de l'éclairage public
- 1 armoire d'Enedis
- 1 armoire pour le panneau publicitaire se trouvant être sur l'immeuble

Apposer les initiales de chaque partie

Malgré plusieurs relances de la part de la SCI FAMILY, **les services de l'Agglomération d'Agen** et Enedis ont mis énormément de temps pour déposer ces armoires. Les travaux ont été effectués tout début septembre 2022 par Enedis et nos services.

Au vu du délai **d'intervention (plus de 4 ans)**, la SCI FAMILY **se plaint de l'augmentation du coût des travaux de réfection de sa façade. Le coût est passé de 15 052,95 € en septembre 2017 à 24 471,20 € en juin 2022.**

Le devis avait bien été signé en septembre 2017 par la SCI FAMILY et elle **avait à l'époque réalisé une déclaration préalable de travaux auprès de la mairie du Passage d'Agen** – déclaration qui avait été acceptée mais qui est devenue entre-temps caduque.

Le surcoût estimé par la SCI FAMILY est donc de **9 418,25 €.**

Par conséquent, la SCI FAMILY, demande le dédommagement de ce préjudice à hauteur du surcoût de 9 418,25 euros.

Le préjudice de la SCI FAMILY étant directement lié à une intervention trop longue des services **de l'Agglomération d'Agen et d'Enedis, il convient de le réparer à l'amiable en signant un protocole transactionnel.**

Le surcoût de 9 418,25 euros sera pris en charge par :

- **L'Agglomération d'Agen pour un montant de 8 918,25 euros,**
- Enedis pour un montant de 500,00 euros.

Vu l'article 2044 et suivants du Code Civil, selon lequel « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit »,

Vu l'article 3.3 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour approuver, signer et exécuter les protocoles transactionnels en vue du règlement d'un litige au sens de l'article 2044 du Code Civil mais aussi dans le cadre d'un litige relatif au service public,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les litiges,

Considérant qu'il résulte de la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, que les collectivités peuvent librement transiger,

Apposer les initiales de chaque partie

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} – Objet de la convention

L'**objet du présent protocole** est de mettre fin par des concessions réciproques au litige existant entre l'**Agglomération d'Agen** et la SCI FAMILY concernant les frais supplémentaires de **ravalement de façade** que lui ont causé le **décali d'intervention des services de l'Agglomération et d'Enedis**.

Article 2 – Concessions **consenties par l'Agglomération d'Agen**

L'**Agglomération d'Agen** consent à prendre en charge le surcout entre le devis initial de 2017 et le devis final de 2022, moins les 500,00 euros pris en charge par Enedis, soit un montant de 8918,25 euros TTC.

Article 3 – Concessions consenties par la SCI FAMILY

La SCI FAMILY renonce à toute action, prétention et tout **recours à l'encontre de l'Agglomération d'Agen relatif aux mêmes faits**.

Article 4 – Dispositions financières

L'**Agglomération d'Agen s'engage** à effectuer le remboursement à la SCI FAMILY dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole. **L'Agglomération n'est engagée qu'à hauteur de 8918,25 euros, les sommes dues par Enedis devront faire l'objet d'un protocole distinct**.

Article 5 – Effets du protocole transactionnel

Les transactions ont, entre les parties, autorité de la chose jugée en dernier ressort. La transaction est exécutoire de plein droit. Elle fait obstacle à tout recours ultérieur. Le présent protocole **transactionnel n'a d'effet qu'entre les parties**.

L'homologation de la transaction par un juge n'est pas nécessaire et ne peut être demandée que lorsque son exécution rencontre une difficulté particulière et qu'aucune résolution amiable n'a pu aboutir.

Fait en deux exemplaires originaux,

A AGEN, le

Pour l'**Agglomération d'Agen**

Monsieur Jean DIONIS du SEJOUR

Pour la SCI FAMILY

Monsieur Alcino MENDES

Apposer les initiales de chaque partie



DECISION DU PRESIDENT N° 2024_017 du 24 JANVIER 2024

OBJET : 202269S9DEA01L1 – CONSTRUCTION D'UN RESEAU EAUX USEES ET D'UN POSTE DE REFOULEMENT RUE GARONNE – RUE JACQUES AMBLARD – LE PASSAGE D'AGEN

Exposé des motifs

Le marché subséquent 202269S9DEA01L1 issu de l'accord cadre 2019DEA01L1 relatif aux travaux sur les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales de l'Agglomération d'Agen a pour objet la construction d'un réseau eaux usées et d'un poste de refoulement rue Garonne et rue Jacques Amblard – 47520 LE PASSAGE D'AGEN.

Il a été notifié le 30 novembre 2022 au Groupement Conjoint SAINCRY / SPIE BATIGNOLLES MALET dont le Mandataire est SAINCRY ETS SOGEA – ZA de Borie 47480 PONT DU CASSE – SIRET : 525 580 197 00107 - pour un montant :

- Tranche Ferme : 282 707.65 € HT soit 339 249.18 € TTC sur une durée d'exécution de 50 jours ouvrés.
 - Tranche Optionnelle 1 : 47 620.22 € HT soit 57 144.26 € TTC sur une durée d'exécution de 10 jours ouvrés
- Soit un montant total TF + TO1 de 330 327.87 € HT / 396 393.44 € TTC

L'acte modificatif en cours d'exécution du contrat n°1 a pour objet l'exécution de prestations non prévues initialement au marché :

- Réalisation d'une baïonnette sur canalisation fonte diamètre 80 mm (modification sur le réseau d'eau potable) pour permettre la réalisation d'un branchement eaux usées,
- Modifications nécessaires sur le réseau unitaire : reprise de 2 avaloirs et modifications sur tête de réseau,
- Rajout de ½ journées d'arrêt de chantier dues à des erreurs de géo référencement sur les plans DICT transmis par GRDF – les arrêts de chantier étant conditionnés, par la rapidité d'intervention de l'astreinte urgence GAZ
- Mise en œuvre de béton pour obturation des anciens branchements EU déconnectés

Ces modifications engendrent l'introduction des prix nouveaux dans le BPU du marché subséquent – prix référencés dans l'accord cadre 2019DEA01.

Il en résulte un acte modificatif en plus-value de 12 587.27 € HT sur la Tranche Ferme représentant une augmentation de 4.45 % du montant initial de la tranche ferme et portant le nouveau montant de cette tranche à 295 294.92 € HT soit 354 353.90 € TTC.

Cadre juridique de la décision

VU les articles L2194-1-6° et R2194-8 du code de la commande publique.

VU l'article 1.2 de la délibération du Conseil d'Agglomération d'Agen en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour prendre toute décision concernant les avenants aux marchés publics sans limitation de montant (y compris pour les marchés issus d'une procédure formalisée) et quel que soit le pourcentage d'augmentation de l'avenant, même lorsque celui-ci entraîne une augmentation du montant initial supérieur à 5%.

VU l'arrêté n° 2022-AG-199 en date du 26 septembre 2022 donnant délégation de fonction à Madame Clémence BRANDOLIN-ROBERT, Représentant du pouvoir adjudicateur

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1° / DE VALIDER L'ACTE MODIFICATIF EN COURS D'EXECUTION N°1 AU MARCHÉ SUBSEQUENT 202269S9DEA01L1 ISSU DE L'ACCORD CADRE 2019DEA01 D'UN MONTANT DE 12 587.27 € HT PORTANT LE NOUVEAU MONTANT DE LA TRANCHE FERME A 295 294.92 € HT, SOIT 354 353.90 € TTC.

2° / DE SIGNER LEDIT ACTE MODIFICATIF AVEC LE GROUPEMENT CONJOINT SAINCRY/ SPIE BATIGNOLLES MALET DONT LE MANDATAIRE EST SAINCRY ETS SOGEA – ZA DE BORIE 47480 PONT DU CASSE

3° / DE DIRE QUE LES CREDITS SONT PREVUS SUR LE BUDGET ANNEXE 07 EN COURS ET SUIVANTS.

Le Président
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de
cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un
recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal
Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à
compter des formalités de publication et de transmission
en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Pour le Président

Clémence BRANDOLIN ROBERT



DECISION DU PRESIDENT N° 2024_018 du 24 JANVIER 2024

OBJET : 202270S9DEA01L1 – RENOUELEMENT DE LA CANALISATION AEP – ROUTE DEPARTEMENTALE RD215 – SECTEUR « AUZILIS, CALOT » - CASTELCULIER / SAINT PIERRE DE CLAIRAC – ACTE MODIFICATIF EN COURS D’EXECUTION N°1

Exposé des motifs

Le marché subséquent 202270S9DEA01L1 issu de l'accord cadre 2019DEA01L1 relatif aux travaux sur les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales de l'Agglomération d'Agen a pour objet le renouvellement de la canalisation AEP – route départementale RD215 – Secteur Auzilis, Calot – CASTELCULIER / SAINT PIERRE DE CLAIRAC.

Il a été notifié le 19 décembre 2022 au groupement conjoint ESBTP RESEAUX / EUROVIA AQUITAINE dont le mandataire solidaire est ESBTP RESEAUX sis 2 route des Métiers 47310 ESTILLAC – SIRET : 322981200 00049 - pour un montant de 319 646.00 € HT. Le délai d'exécution des travaux est de 40 jours ouvrés à compter de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

L'acte modificatif en cours d'exécution du contrat n°1 a pour objet :

- Le prolongement du raccordement de la conduite principale jusqu'à la vanne du pont de la Séoune suite à la non-localisation de la canalisation avec passage en fonçage DN60 sous le fossé et la voirie
- La réalisation des regards béton pour la pose des ventouses
- La pose de canalisation en encorbellement et calorifugeage sur le pont d'Auzilis
- La fourniture et mise en œuvre manuelle de grave ciment de type GC3 suite à la modification des recommandations du service voirie du Conseil Départemental 47
- Le reprofilage de fossé suite à la modification du projet
- La réalisation d'un constat d'huissier supplémentaire sur la voirie de l'impasse d'Auzilis suite à la modification de tracé.

Ces modifications engendrent l'introduction de prix nouveaux dans le BPU du marché subséquent – prix référencés dans l'accord cadre.

Il en résulte un acte modificatif en plus-value de 45 465.08 € HT représentant une augmentation de 14.22 % du montant initial du marché et portant le nouveau montant du marché à 365 111.08 € HT soit 438 133.29 € TTC.

Cadre juridique de la décision

VU les articles L2194-1-6° et R2194-8 du code de la commande publique.

VU l'article 1.2 de la délibération du Conseil d'Agglomération d'Agen en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour prendre toute décision concernant les avenants aux marchés publics sans limitation de montant (y compris pour les marchés issus d'une procédure formalisée) et quel que soit le

pourcentage d'augmentation de l'avenant, même lorsque celui-ci entraîne une augmentation du montant initial supérieur à 5%.

VU l'arrêté n° 2022-AG-199 en date du 26 septembre 2022 donnant délégation de fonction à Madame Clémence BRANDOLIN-ROBERT, Représentant du pouvoir adjudicateur

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1° / DE VALIDER L'ACTE MODIFICATIF EN COURS D'EXECUTION N°1 AU MARCHÉ SUBSEQUENT 202270S9DEA01L1 ISSU DE L'ACCORD CADRE 2019DEA01 D'UN MONTANT DE 45 465.08 € HT PORTANT LE NOUVEAU MONTANT DU MARCHÉ A 365 111.08 € HT, SOIT 438 133.29 € TTC.

2° / DE SIGNER LEDIT ACTE MODIFICATIF AVEC LE GROUPEMENT CONJOINT ESBTP RESEAUX / EUROVIA AQUITAINE DONT LE MANDATAIRE EST ESBTP RESEAUX – 2 ROUTE DES METIERS – 47310 ESTILLAC – SIRET : 322981200 00049.

3° / DE DIRE QUE LES CREDITS SONT PREVUS SUR LE BUDGET ANNEXE 5 EN COURS.

Le Président
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de
cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un
recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal
Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à
compter des formalités de publication et de transmission
en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Pour le Président

Clémence BRANDOLIN ROBERT



DECISION DU PRESIDENT N° 2024_019 DU 25 JANVIER 2024

OBJET : 2022EAE02 – CONSTRUCTION D’UN INCUBATEUR PEPINIÈRE D’ENTREPRISES –LOT 6 – MENUISERIES ALUMINIUM - ACTE MODIFICATIF EN COURS D’EXECUTION N°2

Contexte

Le marché 2022EAE02L6 – Lot Menuiseries Aluminium - a pour objet la construction d’un incubateur pépinière d’entreprises sur le Technopole Agen Garonne à SAINTE COLOMBE EN BRUIHOIS.

Ce marché a été notifié le 03/02/2023 à la société GESTIS MENUISERIES – 161 avenue Jean Jaurès – 47200 MARMANDE – Siret : 422 981 118 00041 pour un montant de 763 660.00 € HT soit 916 392.00 € TTC

Exposé des motifs

L’acte modificatif n°2 a pour objet l’annulation de l’acte modificatif n°1. Les ouvrants permettant une ventilation manuelle sont de nouveau nécessaires du fait de la conservation de la ventilation initiale mono flux.

| N° | Désignation | Un | Quantité | Prix unit. | Montant H.T. |
|----|--|----|----------|------------|--------------|
| 1 | 6.1.6 - Fenêtres à soufflet R+1, 1 vantail, 1.25 x 2.75 | U | 9,00 | 826,00 | 7 434,00 |
| 2 | 6.5.3 - Grille de ventilation dans les portes et mur rideau. | U | 68,00 | 11,00 | 748,00 |

Il en résulte un acte modificatif en plus-value d’un montant de 8 182.00 € HT, entraînant une hausse de 1.08 % par rapport au montant initial du marché et portant le nouveau montant du marché à 763 660.00 € HT soit 916 392.00 € TTC.

Cadre juridique de la décision

VU les articles L2194-6 al.1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique,

VU l’article 1.2 de la délibération du Conseil d’Agglomération d’Agen en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour prendre toute décision concernant les avenants aux marchés publics sans limitation de montant (y compris pour les marchés issus d’une procédure formalisée) et quel que soit le pourcentage d’augmentation de l’avenant, même lorsque celui-ci entraîne une augmentation du montant initial supérieure à 5%.

VU l'arrêté n° 2022-AG-199 en date du 26/09/2022 donnant délégation de fonction à Madame Clémence BRANDOLIN ROBERT, représentant du pouvoir adjudicateur

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER l'acte modificatif n°2 au marché 2022EAE02L6 ayant pour objet la construction d'un incubateur pépinière entreprises – lot Menuiseries Aluminium, d'un montant en plus-value de 8 182.00 € HT, entraînant une augmentation de 1.08 % par rapport au montant initial du marché, et portant le nouveau montant du marché à 763 660.00 € HT soit 916 392.00 € TTC.

2°/ DE SIGNER le dit acte modificatif avec la société GESTIS MENUISERIES – 161 avenue Jean Jaurès – 47200 MARMANDE – Siret : 422 981 118 00041.

3°/ DE DIRE QUE LES CREDITS SONT PREVUS SUR LE BUDGET 01 EN COURS ET SUIVANTS.

Le Président

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Pour le Président

Clémence BRANDOLIN ROBERT



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 20 DU 26 JANVIER 2024

OBJET : CONTRAT D'ENGAGEMENT POUR LE FINANCEMENT DU BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE (BNSSA)

Contexte

Afin de renforcer les effectifs de l'Agglomération d'Agen, en particulier l'équipe de surveillants de baignade de la piscine Aquasud et de Garonne plage en période estivale, l'Agglomération d'Agen recrute en qualité de vacataires des titulaires du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA) ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif aux Activités de la Natation (BEESAN).

Pour faciliter le recrutement de ces surveillants de baignade, mais également pour soutenir les jeunes du territoire dans l'obtention de ces qualifications, l'Agglomération d'Agen prévoit de prendre en charge le coût de la formation de préparation à l'examen du BNSSA et au Diplôme de Premier Secours en équipe de niveau 1 (PSE1), en contrepartie pour les bénéficiaires de ce financement, d'un engagement de travail à hauteur de 350 heures au profit de l'EPCI.

Exposé des motifs

Ce dispositif de financement est accessible aux jeunes âgés de 17 ans au moins au 30 juin 2024, domiciliés sur le territoire de l'Agglomération d'Agen et ayant la qualité d'étudiant au sein d'un établissement scolaire de l'Agglomération d'Agen.

L'obtention d'un PSE1 en cours de validité est un prérequis à la présentation de l'examen du BNSSA. Cette formation sera donc également prise en charge par l'Agglomération d'Agen dans le cadre du contrat d'engagement pour les bénéficiaires ne disposant pas déjà de cette qualification.

L'Agglomération d'Agen s'engage à financer la formation de préparation à l'examen du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA) ainsi que la formation de Premier Secours en Equipe de niveau 1 (PSE1) pour un maximum de cinq étudiants. Le coût de ces formations est estimé à 750,00 € par stagiaire (BNSSA et PSE1).

En contrepartie, les bénéficiaires de ce dispositif s'engagent à :

- faire leur affaire de l'inscription en formation (*BNSSA + PSE1 le cas échéant*) auprès de l'organisme agréé de leur choix,
- participer à toutes les sessions de formation nécessaires à l'obtention du BNSSA,
- l'issue de la formation, à présenter l'examen du BNSSA,
- respecter le principe d'assiduité dans la participation à cette formation,
- souscrire un contrat de vacation avec l'Agglomération d'Agen avec un compteur de 350 heures dues entre le 30 juin 2024 et le 30 juin 2025, dont 200 heures au moins durant les mois de juillet et août 2024.

En cas de non-respect des engagements précités, le bénéficiaire devra s'acquitter du montant des frais de formations engagés par l'Agglomération d'Agen.

L'Agglomération d'Agen se réserve également le droit de résilier cette convention et de réclamer le remboursement des sommes engagées par elle en cas de :

- manquement du bénéficiaire à ses obligations contractuelles, notamment si les absences – même justifiées – excèdent la moitié du temps de formation,
- rapport défavorable à l'égard du bénéficiaire par de l'organisme de formation ou sa hiérarchie à l'occasion de la formation ou de l'exercice de ses fonctions au sein des services de l'Agglomération d'Agen,

Dans le cas où la résiliation de cet engagement serait sollicitée par le bénéficiaire lui-même, ce dernier sera alors redevable envers l'Agglomération d'Agen des sommes engagées par elle pour sa formation.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-10,

Vu l'article 2.5. « Enseignement supérieur et recherche » du Chapitre 2 du Titre III des statuts de l'Agglomération d'Agen applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu l'article 2.1 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président pour prendre toute décision concernant l'attribution et le règlement des subventions, participations, conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen pour un montant inférieur ou égal à 10 000 € TTC,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes du Contrat d'engagement entre l'Agglomération d'Agen et les bénéficiaires du dispositif de financement du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA),

2°/ DE DIRE que, pour l'année 2024, ce dispositif est accessible à cinq bénéficiaires maximum et que son coût est estimé à 750,00 €/bénéficiaire,

3°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ledit contrat d'engagement entre l'Agglomération d'Agen et chacun des bénéficiaires de ce dispositif,

4°/ DE DIRE que les crédits seront prévus au budget de l'exercice 2024

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président

Jean DIONIS du SÉJOUR

**CONTRAT D'ENGAGEMENT POUR LE FINANCEMENT DU BREVET
NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE (BNSSA)**

Entre

L'Agglomération d'Agen, dont le siège est situé à AGEN (47), 8 rue André Chénier, représentée par sa Vice- Présidente en charge des Ressources Humaines, **Madame Pascale LUGUET**, dûment habilitée aux fins des présentes par la décision du Président n° ... et l'arrêté du Président n° ... en date du ...,

Ci-après désignée « l'Agglomération d'Agen »

Et

Madame/Monsieur ..., né(e) le à (CP), domicilié(e)

Ci-après désigné(e) « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Afin de renforcer les effectifs de l'Agglomération d'Agen, en particulier l'équipe de surveillants de baignade de la piscine Aquasud et de Garonne plage en période estivale, l'Agglomération d'Agen recrute en qualité de vacataires des titulaires du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA) ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif aux Activités de la Natation (BEESAN).

Pour faciliter le recrutement de ces surveillants de baignade, mais également pour soutenir les jeunes du territoire dans l'obtention de ces qualifications, l'Agglomération d'Agen prend en charge le coût de la formation de préparation à l'examen du BNSSA et au Diplôme de Premier Secours en équipe de niveau 1 (PSE1), en contrepartie pour les bénéficiaires de ce financement, d'un engagement de travail à hauteur de 350 heures au profit de l'EPCI.

Article 1 – Objet

La présente convention fixe les modalités et engagements réciproques dans les parties dans le cadre du financement, par l'Agglomération d'Agen, de la formation de préparation à l'examen du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA) et du diplôme de Premier Secours en Equipe de niveau 1 (PSE1).

Article 2 – Prérequis et conditions d'éligibilité au dispositif

Ce dispositif de financement est accessible :

- Aux jeunes domiciliés sur le territoire de l'Agglomération d'Agen et ayant la qualité d'étudiant au sein d'un établissement scolaire de l'Agglomération d'Agen,
- Agés de 17 au moins au 30 juin 2024,

Il convient de préciser que préalablement à l'entrée en formation, le bénéficiaire doit avoir :

- Réussi les tests de sélection préalable à l'entrée en formation à la date du 25 février 2024,
- Présenté un certificat médical d'aptitude à la natation, d'acuité auditive et d'acuité visuelle, daté de moins de 3 mois.

L'obtention d'un PSE1 en cours de validité est un prérequis à la présentation de l'examen du BNSSA. Cette formation sera également prise en charge par l'Agglomération d'Agen dans le cadre du présent contrat d'engagement pour les bénéficiaires ne disposant pas déjà de cette qualification.

Article 3 – Engagement des parties

L'Agglomération d'Agen s'engage à financer :

- La formation de préparation à l'examen du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA)
- Ainsi que la formation de Premier Secours en Equipe de niveau 1 (PSE1).

Le coût de ces formations est estimé à 750,00 € par stagiaire (BNSSA et PSE1).

En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à :

- Faire son affaire de l'inscription en formation (BNSSA + PSE1 le cas échéant) après d'un organisme agréé de son choix,
- Participer à toutes les sessions de formation (théoriques et pratiques) nécessaires à l'obtention du BNSSA, dispensées par un organisme agréé

Contenu de la formation :

- Entraînement de natation
 - Apprentissage des techniques de sauvetage
 - Règlementation des baignades
 - Formation PSE1 (si le bénéficiaire n'est pas déjà titulaire de ce diplôme).
- A l'issue de la formation, présenter l'examen du BNSSA dont le contenu est rappelé ci-après :
 - Parcours de sauvetage 100m

- Parcours de sauvetage 200m
- Assistance à personne en difficulté
- Questions à Choix Multiples

Il convient de préciser que le candidat doit être titulaire d'un PSE1 valide au jour de l'examen du BNSSA.

- Respecter le principe d'assiduité dans la participation à cette formation. Toute absence devra être justifiée auprès de l'Agglomération d'Agen. Même justifiées, si la totalité des absences excède la moitié du temps de formation, la présente convention pourra être résiliée de plein droit conformément à l'article 6 des présentes.
- Souscrire un contrat de vacation avec l'Agglomération d'Agen avec un compteur de 350 heures dues entre le 30 juin 2024 et le 30 juin 2025, dont 200 heures au moins durant les mois de juillet et août 2024.
- En cas de non-respect des engagements précités, s'acquitter du montant des frais de formations engagés par l'Agglomération d'Agen.

Article 4 – Responsabilités et assurances

Si celle-ci est exigée par l'organisme de formation, le bénéficiaire devra assurer sa responsabilité civile, cette dernière n'étant couverte par l'Agglomération d'Agen que pour les temps de travail effectifs au sein de ses services.

Article 5 – Durée

Le présent contrat d'engagement prend effet à compter du jour de sa signature par les parties. Il trouvera son terme à l'expiration du dernier contrat de vacation conclu entre le bénéficiaire et l'Agglomération d'Agen en application de la présente convention.

Article 6 – Modification

Le présent contrat est susceptible d'être modifié en cours d'exécution. Le cas échéant, un avenant formalisera les modifications apportées sans que celles-ci ne puissent remettre en cause les conditions essentielles du contrat.

Article 7 – Résiliation

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative de l'Agglomération d'Agen :

- Avant l'examen à l'initiative de l'Agglomération d'Agen en cas d'inaptitude physique. La résiliation est précédée d'un rapport du responsable de la formation. Cette résiliation ne fera pas l'objet d'une demande de remboursement,

- En cas de manquement du bénéficiaire à ses obligations contractuelles conformément aux engagements énoncés à l'article 3. Le cas échéant, l'Agglomération d'Agen exigera le remboursement des sommes engagées par elle pour la formation du bénéficiaire.
- Si le bénéficiaire n'obtient pas le diplôme lors de l'examen. Cette résiliation ne fera pas l'objet d'une demande de remboursement.
- Si le bénéficiaire fait l'objet d'un rapport défavorable de l'organisme de formation ou de sa hiérarchie à l'occasion de la formation ou de l'exercice de ses fonctions au sein des services de l'Agglomération d'Agen. Cette résiliation fera alors l'objet d'une demande de remboursement.

Le bénéficiaire pourra également solliciter, pour tout motif, la résiliation de la présente convention. Le cas échéant, il sera redevable envers l'Agglomération d'Agen des sommes engagées par elle pour sa formation.

Article 8 – Règlement des litiges

Tout différent relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention donnera lieu à la recherche d'une conciliation amiable entre les parties. A défaut le litige sera porté à la connaissance du tribunal territorialement compétent, à savoir le Tribunal Administratif de Bordeaux (situé 9 rue Tastet 33000 Bordeaux).

Fait à le

Le bénéficiaire

.....

La Vice-Présidente en charge des Ressources Humaines

Madame Pascale LUGUET



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 – 21 DU 29 JANVIER 2024

OBJET : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE L'AGGLOMERATION D'AGEN ET MONSIEUR BRUNO CASSET A LA SUITE DES DESORDRES RESULTANT DES TRAVAUX DE RENOVATION D'UN CHATEAU D'EAU SUR LA COMMUNE DE SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS

La présente décision abroge et remplace la décision n° 2023-237 en date du 29 novembre 2023. Elle fait suite, dans un souci de bonne gestion des deniers publics, à une renégociation des conditions financières de l'opération, initialement confiée à l'entreprise Delfaut Espaces Verts pour un montant de 2 920,00 € HT, soit 3 504,00 € TTC.

Contexte

Au cours de l'été 2022, l'Agglomération d'Agen a fait réaliser des travaux de rénovation d'un château d'eau sur la commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois.

Ces travaux ont occasionné des désordres pour la maison voisine du site des travaux, notamment :

- d'importants dépôts de poussières sur les parties privatives extérieures de la maison voisine, notamment terrasse, façade et piscine, exposant le propriétaire riverain à des frais supplémentaires et anormaux pour maintenir en bon état d'usage ses extérieurs,
- de dégradation d'un mur de clôture.

Il convient de préciser que le muret, dégradé par une pelle mécanique à l'occasion des travaux a d'ores et déjà été réparé par l'entreprise chargée desdits travaux. Le coût de ces réparations est donc exclu du présent protocole.

Exposé des motifs

Les travaux précités, réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Agglomération d'Agen, ont été exécutés par une entreprise spécialisée conformément aux règles de l'art dont la responsabilité contractuelle ne peut être engagée.

En conséquence, et eu égard aux préjudices invoqués par le propriétaire du site riverain des travaux, l'Agglomération d'Agen consent à prendre à sa charge le coût de la pose d'une nouvelle clôture. Cette réparation, estimée à 2 298,78 € HT, soit 2 758,54 € TTC, consiste en :

- La dépose de l'ancienne clôture,
- La fourniture et panneaux et poteaux,
- La pose d'une nouvelle clôture.

Ces travaux seront réalisés par l'entreprise Gardiol Aménagements, enregistrée sous le numéro Siret 947 568 785 00010, à l'occasion des travaux de pose d'une clôture autour du site du château d'eau.

En contrepartie des concessions consenties par l'Agglomération d'Agen, le propriétaire s'engage :

- A prendre à sa charge les coûts supplémentaires d'entretien qui résultent des pollutions (poussières) générées par les travaux. A titre indicatif, ces frais s'élèvent à la somme de 2300,00 € HT, soit 2760,00 € TTC.
- A renoncer à exiger le remboursement de toute autre somme au titre des préjudices subis en raison des mêmes faits.
- A renoncer à tout recours en responsabilité contre l'Agglomération d'Agen, y compris contre ses assureurs, relatifs aux mêmes faits et, le cas échéant, s'engage à se désister de toute instance ou action en cours engagée contre l'Agglomération d'Agen.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-10,

Vu le Code Civil, notamment les articles 2044 et suivants,

Vu l'article 1.8, « eau potable », du Chapitre 1 du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, applicables depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu l'article 3.3 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour approuver, signer et exécuter les protocoles transactionnels en vue du règlement d'un litige au sens de l'article 2044 du Code Civil mais aussi dans le cadre d'un litige relatif au service public,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes du projet de protocole transactionnel avec Monsieur Bruno CASSET des désordres résultant des travaux de rénovation d'un château d'eau sur la commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois,

2°/ DE DIRE que l'Agglomération d'Agen consent à prendre à sa charge le coût de pose d'une nouvelle clôture pour un montant de 2 298,78 € HT soit 2 758,54 € TTC,

3°/ DE DIRE que les crédits seront prévus au budget de l'exercice en cours.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président

Jean DIONIS du SÉJOUR



PROTCOLE TRANSACTIONNEL

Entre

L'AGGLOMERATION D'AGEN, dont le siège est situé 8 rue André Chénier à AGEN (47000), représentée par Monsieur Jean DIONIS DU SEJOUR, Président, dûment habilité aux fins des présentes par la décision n° ... en date du ...

D'une part,

Et

Monsieur Bruno CASSET, domicilié 319 rue de Palisse à SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS (47310),

D'autre part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT

Au cours de l'été 2022, l'Agglomération d'Agen a fait réaliser des travaux de rénovation d'un château d'eau sur la commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois.

Ces travaux ont occasionné des désordres pour la maison voisine du site des travaux, notamment :

- Importants dépôts de poussières sur les parties privatives extérieures de la maison voisine, notamment terrasse, façade et piscine, exposant le propriétaire riverain à des frais supplémentaires et anormaux pour maintenir en bon état d'usage ses extérieurs.
- Dégradation d'un mur de clôture,

Considérant que les préjudices invoqués par Monsieur Bruno CASSET, revêtent un caractère spécial et anormal,

Considérant que ces travaux, réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Agglomération d'Agen, ont été exécutés par une entreprise spécialisée conformément aux règles de l'art, et que la responsabilité de cette dernière ne peut être engagée pour ces faits,

En conséquence, il appartient à l'Agglomération d'Agen de réparer le préjudice subi par Monsieur CASSET, propriétaire de la maison voisine des travaux.

* * *

Vu l'article 2044 et suivants du Code Civil, selon lequel « la transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit »,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Considérant qu'il résulte de la loi du 2 mars 1982 que les collectivités peuvent librement transiger.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} – Objet de la convention

L'objet du présent protocole transactionnel est de mettre fin au litige à naître entre Monsieur Bruno CASSET et l'Agglomération d'Agen, à la suite des désordres qui résultent des travaux de création d'un nouveau château d'eau sur la commune de Sainte-Colombe-en-Bruilhois.

Article 2 – Désignation des désordres

A la suite des travaux de rénovation du château d'eau sur la commune de Saint Colombe en Bruilhois, Monsieur Bruno CASSET, propriétaire de la maison voisine du site des travaux, a informé l'Agglomération d'Agen des désordres suivants :

- Importants dépôts de poussières sur les parties privatives extérieures de sa maison, notamment terrasse, façade et piscine, exposant ce propriétaire à des frais supplémentaires et anormaux pour maintenir en bon état d'usage ses extérieurs.
- Dégradation d'un mur de clôture,
- Dégradation d'une clôture de séparation,

Il convient de préciser que le muret, dégradé par une pelle mécanique à l'occasion des travaux, a d'ores et déjà été réparé par l'entreprise chargée desdits travaux. Le coût de ces réparations est donc exclu du présent protocole.

Article 3 – Concessions consenties par l'Agglomération d'Agen

Aux termes de négociations avec le propriétaire, l'Agglomération d'Agen consent à prendre à sa charge le coût de la pose d'une nouvelle clôture sur le linéaire endommagé.

Conformément au devis n° I-24-01-11 en date du 141 Janvier 2024 de l'entreprise Gardiol Aménagements, enregistrée sous le numéro SIRET 947 659 785 00010 et dont le siège est situé 7 allée de Cantou à Foulayronnes (47510), **le montant total des réparations prises en charge par l'Agglomération d'Agen s'élève à la somme de 2298,78 € HT, soit 2 758,54 € TTC.**

Ces travaux consistent en :

- La dépose de l'ancienne clôture (369,90 € HT)
- La fourniture de panneaux et de poteaux (1 118,88 € HT)
- La poste d'une nouvelle clôture (810,00 € HT)

Article 4 – Concessions consenties par Monsieur Bruno CASSET

En contrepartie des concessions consenties par l'Agglomération d'Agen à l'article 3 du présent protocole transactionnel, Monsieur Bruno CASSET consent :

- A prendre à sa charge les coûts supplémentaires d'entretien qui résultent pollutions (poussières) générées par les travaux. Conformément à la facture n° 248 de l'entreprise CEOTTO, dont le siège est situé 574 route de Lamothe à Saint-Hilaire-de-

Lusignan (47450), ces frais supplémentaires s'élèvent à la somme de 2300,00 € HT, soit 2760,00 € TTC.

- A renoncer à exiger le remboursement de toute autre somme au titre des préjudices subis en raison des mêmes faits,
- A renoncer à tout recours en responsabilité contre l'Agglomération d'Agen, y compris contre ses assureurs, relatif aux mêmes faits et, le cas échéant, s'engage à se désister de toute instance ou action en cours engagée contre l'Agglomération d'Agen.

Article 5 – Dispositions financières

Les sommes dues par l'Agglomération d'Agen pour la pose d'une nouvelle clôture seront directement réglées par cette dernière auprès de l'entreprise Gardiol Aménagements, après service fait et dépôt sur le portail de facturation Chorus Pro de la facture correspondante.

Ces travaux seront réalisés à l'occasion des travaux de pose d'une clôture autour du site du château d'eau.

Article 6 – Effets du protocole transactionnel

Les transactions entre les parties ont autorité de la chose jugée en dernier ressort. La transaction est exécutoire de plein droit. Elle fait obstacle à tout recours ultérieur concernant le même litige.

Le présent protocole n'a d'effet qu'entre les parties.

L'homologation de la transaction par un juge n'est pas nécessaire et ne peut être demandée au juge administratif que lorsque son exécution rencontre des difficultés particulières.

Fait en deux exemplaires,

A Agen, le

Jean DIONIS DU SEJOUR
Président de l'Agglomération d'Agen

Bruno CASSET
Propriétaire



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 022 DU 31 JANVIER 2024

OBJET : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL ENTRE THIERRY MOLINIE ET L'AGGLOMERATION D'AGEN

Exposé des motifs

Le 05 juillet 2022, Monsieur Thierry MOLINIE, Agent au sein de l'Agglomération d'Agen a endommagé ses lunettes de vue pendant l'exercice de ses fonctions.

En effet, en montant le plateau d'un échafaudage, Monsieur MOLINIE a accroché ses lunettes de vue à la trappe d'accès. La monture s'est cassée et les verres ont été rayés.

Par conséquent, Monsieur MOLINIE, nous demande le dédommagement de ce préjudice à hauteur de 154,50 euros, selon la facture de remplacement élaborée par la société KRYS.

Le préjudice de Monsieur MOLINIE étant directement lié à une intervention pendant son temps de travail, il convient de le réparer à l'amiable en signant un protocole transactionnel.

Cadre juridique de la décision

Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2044 et suivants du Code Civil, selon lequel « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit »,

Vu l'article 3.3 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour approuver, signer et exécuter les protocoles transactionnels en vue du règlement d'un litige au sens de l'article 2044 du Code Civil mais aussi dans le cadre d'un litige relatif au service public,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les litiges,

Considérant qu'il résulte de la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, que les collectivités peuvent librement transiger,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président,

DECIDE

1°/ **DE VALIDER** les termes du protocole transactionnel entre Monsieur Thierry MOLINIE et l'Agglomération d'Agen,

2°/ **DE DIRE** que Monsieur Thierry MOLINIE sera indemnisé par l'Agglomération d'Agen, à hauteur 154,50 euros, selon la facture acquittée, élaborée par la société KRYS.

3°/ **DE SIGNER** ou d'autoriser son représentant à signer le présent protocole transactionnel ainsi que tous actes et documents y afférents,

4°/ **DE PRECISER** que les dépenses correspondantes sont affectées au budget de l'exercice 2024.

Le Président,
certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour
excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux
dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication
et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme,
Le Président,

Jean DIONIS du SEJOUR



PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

L'AGGLOMERATION D'AGEN, dont le siège se situe 8, rue André Chénier – BP 90045 – 47916 AGEN Cedex 9, dont le numéro SIRET est le 200 096 956 00012, représentée par Monsieur Jean DIONIS du SEJOUR, son Président, dûment habilité par une délibération n°006/2022 du Conseil **d'Agglomération d'Agen**, en date du 20 Janvier 2022,

D'une part,

Monsieur Thierry MOLINIE, né le 25 octobre 1965 à Agen, et domicilié 2 place du Marechal Ferrant 47310 SAINTE COLOMBE EN BRUILHOIS

D'autre part,

PREAMBULE

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT

Le 05 juillet 2022, Monsieur Thierry MOLINIE, Agent au sein de l'Agglomération d'Agen a endommagé ses lunettes de vue pendant l'exercice de ses fonctions.

En effet, en montant le plateau d'un échafaudage, Monsieur MOLINIE a accroché ses lunettes de vue à la trappe d'accès. La monture s'est cassée et les verres ont été rayés.

Par conséquent, Monsieur MOLINIE, nous demande le dédommagement de ce préjudice à hauteur de 154,50 euros, selon la facture de remplacement élaborée par la société KRYS.

Apposer les initiales de chaque partie

Le préjudice de Monsieur MOLINIE étant directement lié à une intervention pendant son temps de travail, il convient de le réparer à l'amiable en signant un protocole transactionnel.

Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2044 et suivants du Code Civil, selon lequel « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit »,

Vu l'article 3.3 de la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen, en date du 20 janvier 2022, donnant délégation permanente au Président, pour approuver, signer et exécuter les protocoles transactionnels en vue du règlement d'un litige au sens de l'article 2044 du Code Civil mais aussi dans le cadre d'un litige relatif au service public,

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les litiges,

Considérant qu'il résulte de la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, que les collectivités peuvent librement transiger,

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} – Objet de la convention

L'**objet du présent protocole** est de mettre fin par des concessions réciproques au litige existant entre l'**Agglomération d'Agen** et Monsieur Thierry MOLINIE concernant le remboursement des frais avancés pour le remplacement de sa paire de lunettes.

Article 2 – Concessions **consenties par l'Agglomération d'Agen**

L'**Agglomération d'Agen** consent à prendre en charge le remboursement des frais de remplacement de la paire de lunettes pour un montant de 154,50 euros selon la facture élaborée par la société KRYS sur demande de Monsieur Thierry MOLINIE.

Article 3 – Concessions consenties par Monsieur Thierry MOLINIE

Monsieur Thierry MOLINIE renonce à toute action, prétention et tout **recours à l'encontre de l'Agglomération d'Agen** relatif aux mêmes faits.

Apposer les initiales de chaque partie

Article 4 – Dispositions financières

L'Agglomération d'Agen s'engage à effectuer le remboursement à Monsieur Thierry MOLINIE dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

Article 5 – Effets du protocole transactionnel

Les transactions ont, entre les parties, autorité de la chose jugée en dernier ressort.

La transaction est exécutoire de plein droit. Elle fait obstacle à tout recours ultérieur.

Le présent protocole transactionnel **n'a d'effet qu'entre les parties.**

L'homologation de la transaction par un juge n'est pas nécessaire et ne peut être demandée que lorsque son exécution rencontre une difficulté particulière et qu'aucune résolution amiable n'a pu aboutir.

Fait en deux exemplaires originaux,

A AGEN, le

Pour **l'Agglomération d'Agen**

Monsieur Jean DIONIS du SEJOUR

Monsieur Thierry MOLINIE

Apposer les initiales de chaque partie



DECISION DU PRESIDENT N° 2024 - 23 DU 31 FEVRIER 2024

OBJET : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE DOCUMENTS TECHNIQUES ENTRE L'ETAT ET L'AGGLOMERATION D'AGEN DANS LE CADRE DES FUTURS TRANSFERT DE DOMANIALITE DU RESEAU ROUTIER

Contexte

Le 24 juillet 2023, un accord de principe entre le ministre des transports et le Président de l'Agglomération d'Agen a été confirmé pour un échange de domanialité sur la base de l'intégration du nouveau barreau en cours de réalisation dans le réseau routier national et d'un transfert dans le domaine routier de l'Agglomération d'Agen d'une section du réseau routier national constituée par la RN1113 (*voie sur berge en rive droite de Garonne*) et d'une partie de la RN21 entre les giratoires de Saint-Jacques et de Beauregard, pont de Beauregard y compris.

Exposé des motifs

Pour ce faire, l'État et l'Agglomération d'Agen doivent faire réaliser des contrôles extérieurs des différents réseaux et ouvrages. Dans cet objectif, un échange préalable de documents techniques s'avère indispensable : de l'Agglomération d'Agen vers l'État et inversement de l'Etat vers l'Agglomération d'Agen, pour chacun des réseaux et ouvrages qui les concernent.

Pour le réseau routier de l'Agglomération : Les documents mis à disposition concerneront toutes les pièces, études et notes techniques et de calcul issues du dossier projet des plans de recollement. Ces documents seront mis à disposition de l'Etat soit sous format numérique soit sous format papier.

Pour le réseau routier de l'Etat : Les documents mis à disposition concernant toutes les pièces, études et notes techniques et de calcul issues des dossiers d'archives et des investigations de surveillance et d'entretien réalisées dans le cadre de sa gestion du réseau routier. Ces documents seront mis à disposition de l'Agglomération d'Agen soit sous format numérique soit sous format papier.

Il est entendu entre les parties qu'elles s'engagent à ne diffuser ou communiquer ces documents qu'aux seuls bureaux d'études ou prestataires missions par elles pour la réalisation des contrôles et audits précités.

Cette convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les parties et trouvera son terme à la fin de la phase d'audits et contrôles extérieurs.

Cadre juridique de la décision

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5211-10,

Vu l'article 2.1. du Chapitre 2 du Titre III des Statuts de l'Agglomération d'Agen, en date du 1^{er} janvier 2022, relatif à la compétence « Création ou aménagement, entretien et gestion de voiries et de parcs de stationnement d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°DCA_006/2022 du Conseil d'Agglomération d'Agen en date du 20 janvier 2022, donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant l'attribution, le règlement des subventions ainsi que les participations et signer les conventions nécessaires au fonctionnement de l'Agglomération d'Agen d'un montant inférieur ou égal à 10 000 € TTC,

Considérant l'exposé ci-dessus, le Président

DECIDE

1°/ DE VALIDER les termes de la convention de mise à disposition de documents techniques dans le cadre des futurs transferts de domanialité du réseau routier entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération d'Agen,

2°/ DE SIGNER ou d'autoriser son représentant à signer ladite convention ainsi que tous les actes et documents y afférent,

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture

Télétransmission le/...../ 2024

Publication le/...../ 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme
Le Président

Jean DIONIS du SÉJOUR

**Convention de mise à disposition de documents techniques dans le cadre
des futurs transferts de domanialité du réseau routier
entre l'État et la Communauté d'Agglomération d'Agen**

ENTRE :

L'Agglomération d'Agen, maître d'ouvrage du projet du « pont et du barreau de Camélat », sise 8 rue André Chénier à AGEN représentée par M. Jean DIONIS du SEJOUR agissant en sa qualité de président, dûment habilité aux fins des présentes par la décision n° en date du .

Ci-après dénommée « **Agglomération d'Agen** »

D'une part,

Et

La DIRCO (Direction Interdépartementale des Routes Centre-Oest), gestionnaire du réseau routier national de la RN 21 et RN1113, représentée par M. Philippe FAUCHET, agissant en sa qualité de directeur interdépartemental des routes centre-Ouest.

Ci-après dénommée « **l'Etat** »

D'autre part,

Vu la demande de l'agglomération d'Agen du 28 novembre 2022,

Vu le courrier du ministre des transports du 24 juillet 2023,

Vu le plan annexé à la présente convention,

Considérant le protocole d'accord sur le barreau routier de Camélat entre l'État et la Communauté d'agglomération d'Agen en date du 29 juillet 2021 ;

Préambule

L'agglomération d'Agen construit actuellement un nouvel axe routier dit « barreau de Camélat », sur 3 kilomètres franchissant la Garonne entre la RD119 (rive gauche) et la RN1021 (rive droite).

Ce barreau vise à accompagner le développement de l'agglomération d'Agen sur la rive gauche du fleuve et à désengorger le centre-ville d'Agen du trafic routier de transit.

Les travaux ont débuté en juin 2022 et doivent s'achever fin mars 2024.

Un accord de principe a été confirmé le 24 juillet 2023 entre le ministre des transports et le président de l'Agglomération d'Agen pour un échange de domanialité sur la base de l'intégration du nouveau barreau en cours de réalisation dans le réseau routier national et d'un transfert dans le domaine routier de la collectivité de la section de la RN1113 et d'une partie de la RN21 entre les giratoires de Saint-Jacques et de Beauregard.

Dans ce cadre, l'Etat souhaite faire réaliser un contrôle extérieur sur le projet afin de s'assurer qu'il n'y aura pas d'incompatibilité majeure vis-à-vis des règles de l'art et de la réglementation en vigueur habituellement utilisée par l'État pour des projets et des ouvrages sur le RRN.

De son côté, l'Agglomération envisage aussi de réaliser un audit extérieur du réseau routier national existant et des ouvrages associés.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet d'acter le principe de mise à disposition de documents techniques en corrélation avec ces réseaux routiers et ouvrages rendus nécessaires pour réaliser ce contrôle et audit extérieur sur l'itinéraire constitué par :

- ⑩ le pont et barreau de Camélat, section de 3 km environ, entre le giratoire de Camélat avec la RN1021 et le giratoire avec la RD119 (G4), dont la mise en service est prévue au printemps 2024 ;
- ⑩ le barreau dit S3, section de 1 km environ, entre le giratoire avec la RD119 (G4) et le giratoire avec la RD656 (G3), mis en service en 2017 ;

et l'itinéraire constitué par :

- ⑩ la RN1113, section de 5 km environ, entre le giratoire de Camélat, et le giratoire Saint-Jacques ;
- ⑩ et la RN21, section de 3 km environ, entre le giratoire Saint-Jacques et le giratoire de Beauregard, intégrant le pont de Beauregard.

Deux plans de principe (Etat initial et Etat projeté) sont annexés à la présente convention.

Article 2 : Modalités de transfert des documents

2.1 - Réseau routier de l'agglomération

Les documents concernent toutes les pièces, études et notes techniques et de calcul issues du dossier projet et des plans de recollement.
Ces documents seront mis à la disposition de l'État, soit sous format numérique, soit sous format papier.

2.2 - Réseau routier de l'Etat

Les documents concernent toutes les pièces, études et notes techniques et de calcul issues des dossiers d'archives et des investigations de surveillance et d'entretien réalisées dans le cadre de la gestion du réseau routier.
Ces documents seront mis à la disposition de l'Agglomération, soit sous format numérique, soit sous format papier.

Article 3 : principes de confidentialité des documents

Chaque partie s'engage à ne diffuser ou communiquer l'ensemble de ces documents qu'aux bureaux d'études ou prestataires missionnés par les parties pour réaliser ces contrôles extérieurs.

Article 4 : date d'entrée en vigueur et terme de la convention

La présente convention entre en vigueur à la signature des deux parties et trouvera son terme à la fin de la phase d'audit et contrôles extérieurs.

Article 5 : Modification

Toute modification de la présente convention sera formalisée par la signature d'un avenant.

Article 6 : Résiliation

En cas de non-respect des engagements inscrits au sein de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restée infructueuse.

Article 7 : Règlement des litiges

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention devra faire l'objet d'une tentative de règlement amiable de leur différend par les parties.

En cas d'échec de cette voie, le litige pourra être porté devant le juridiction territorialement compétente, soit le tribunal administratif de Bordeaux (situé 9 rue Tastet 33000 Bordeaux).

Fait en 2 exemplaires

A Limoges, le

Le Directeur Interdépartemental
des routes centre-ouest

A Agen, le

Le président de la communauté
d'agglomération d'Agen

Philippe FAUCHET

Jean DIONIS DU SEJOUR

PROJET

ANNEXES

Plans de principe des transferts de domanialité (Etat initial et Etat projeté)

PROJET